LA VIE
NTELLECTUELLE

V. I. : Le drame de Prométhée.

E. BORNE : Y a-t-il une littérature catholique ?

FERNAND LEDOUX : Sur l'humilité du comédien.

P.-A. MARTEL : Les chemins d'une négociation.

J. DUMONTIER : La libération des échanges extérieurs.

P. QUEVREMONT : Fruits déguisés.

M. CHASTAING : Sociologie et psychologie ou l'arbre de la science objective.

SIGNES DU TEMPS

Des bombes et des hommes.
Qui gouverne les Etats-Unis ?
Guerre ou paix au Proche-Orient.
La carte des Indes change.
Fin provisoire de l'unité allemande.
Du scandale et de la réforme des abus en Italie.
La construction prend enfin son élan.
Objectifs de la grève du 28 avril.
Un jugement révolutionnaire.
Israël et les chrétiens.
Une chaumière et un cœur.
Le maréchal Juin.

ARTS. LETTRES. THEATRE. CINEMA

DOCUMENT : Les tensions dans l'entreprise.

UE MENSUELLE

MAI 1954

S ÉDITIONS DU CERF_PARIS

SOMMAIRE

V. I.	:	**Le drame de Prométhée**	1
E. BORNE	:	**Y a-t-il une littérature catholique?**	6
FERNAND LEDOUX	:	**Sur l'humilité du comédien**	19
P.-A. MARTEL	:	**Les chemins d'une négociation** ..	32
J. DUMONTIER	:	**La libération des échanges extérieurs**	40
P. QUÉVREMONT	:	**Fruits déguisés**	46
M. CHASTAING	:	**Sociologie et psychologie ou l'arbre de la science objective**	51

LES SIGNES DU TEMPS

Des bombes et des hommes (D. DUBARLE) 79
Qui gouverne les États-Unis ? (A. VIATTE) 83
Guerre ou paix au Proche-Orient (J. NANTET) 86
La carte des Indes change (A. VIATTE) 89
Fin provisoire de l'unité allemande (A. FRISCH) 92
Du scandale et de la réforme des abus en Italie (R. NOUAT). 94
La construction prend enfin son élan (R. PARÈS) 97
Objectifs de la grève du 28 avril (A. DETRAZ) 99
Un jugement révolutionnaire (A. FONTANEY) 101
Israël et les chrétiens (J. NANTET) 104
Une chaumière et un cœur (M. CHAVARDÈS) 105

PORTRAIT

Le maréchal Juin (E. BORNE) 108

CHRONIQUES

L'art dans la vie (R. VRINAT) 113
Essais et romans (M. CHAVARDÈS) 116
Littératures (G. VENAISSIN) 120
Notes de lecture : *Le prophète Ézéchiel* de J. Steinmann.... 124
Théâtre (H. GOUHIER) 127
Cinéma : *A Cannes, supériorité japonaise* (J.-L. TALLENAY).. 131

DOCUMENT

Les tensions dans l'entreprise (M. DE LONGEVIALLE) 136

La Vie Intellectuelle

VINGT-CINQUIÈME ANNÉE. — MAI 1954

Le drame de Prométhée

L'HOMME *dont on nous dit qu'il a été le père de la bombe atomique et qui a ainsi poussé les États-Unis d'Amérique à la tête des nations se prend aujourd'hui à douter de son œuvre et de lui-même. Agnostique et plein de problèmes irrésolus ou insolubles, il craint que son pays dont il a été le serviteur peut-être aveuglément loyal ne fasse pas un bon usage des armes terribles que le progrès scientifique a mises entre ses mains de géant enfantin. Voici du coup ce grand savant suspecté, relevé des fonctions officielles qui en faisaient un ingénieur de l'enfer, devenu une proie de choix pour l'inquisition mccarthyste et se voyant imputé à crime ses scrupules et peut-être ses remords* [1].

Peu de temps après qu'eut éclaté en Amérique l'affaire Oppenheimer, le Souverain Pontife, que l'ange de la mort paraissait avoir paralysé et immobilisé pendant de longues et lourdes semaines, retrouvait assez de vie et assez de voix pour lancer au matin de Pâques un mes-

1. Cf. dans ce numéro, pp. 79 sq., le *Signe du temps : Des bombes et des hommes*, de D. Dubarle.

sage d'une gravité inaccoutumée, précisément sur ce sujet de la guerre atomique. L'inquiétude d'un homme seul, mal assuré de ses croyances et découvrant sa responsabilité parmi un peuple peu préparé à l'entendre, et l'angoisse fondée en doctrine de la première autorité de l'Église romaine se rejoignaient pour parler au monde le même langage d'avertissement et pour inviter Prométhée, voleur d'un feu défendu, à se repentir et à se convertir.

La bombe H déjà est sans commune mesure avec la bombe atomique. Oppenheimer avait désapprouvé sa mise en route et le pape se plaint que, par ce redoutable progrès, « l'humanité se trouve à la merci de nouvelles armes destructrices d'une violence inouïe ». Oppenheimer et son équipe de savants atomiques sont dans une situation embarrassante dans leur pays dont ils ne paraissent pas approuver la politique internationale ; ils craignent qu'une sécurité soit bien fragile lorsqu'elle ne repose que sur une avance déjà disputée en armements nucléaires ; la formule de la paix par la terreur atomique les fait trembler. Et le pape, de son côté, refusant une fois de plus de s'inféoder à la politique de l'un des blocs en présence, fût-il celui qui apparaît comme le défenseur de la civilisation chrétienne, s'adresse à tous les chefs de peuple, à ceux de l'Occident comme à ceux de l'Orient : « Quand les gouvernants des nations s'apercevront-ils, s'écrie le Souverain Pontife, que la paix ne peut consister en un rapport exaspérant et coûteux de terreur réciproque, mais dans la maxime chrétienne de la charité universelle, et en particulier dans la justice réalisée volontairement et non pas arrachée par la force, et dans la confiance inspirée et non pas exigée ? » Une élite de grands intellectuels à la pointe la plus avancée de la science, la vigilance suprême au sommet de l'Église

catholique sont d'accord pour dénoncer le danger d'une paix armée, plus ambiguë que jamais quand cette arme s'appelle l'atome.

De tels appels déjà émouvants et convaincants en eux-mêmes le sont encore davantage par leur rencontre. Il ne faut pas croire, cependant, qu'ils résolvent tous les problèmes de pensée et tous les problèmes d'action dont beaucoup, il faut en convenir loyalement, restent tragiquement en suspens.

L'existence des armes atomiques a-t-elle changé radicalement le problème moral de la guerre au point de justifier le principe d'une objection de conscience? En d'autres termes, la destruction atomique est-elle maintenant le mal absolu qu'il convienne d'éviter à tout prix? Ne serait-ce pas donner à quelque tyran, disposant du monopole atomique, la maîtrise absolue sur les âmes et les corps dans toute l'étendue de la planète et, pour repousser l'Apocalypse, collaborer à l'avènement de l'Antéchrist? Le vieil héroïsme qui disait la mort préférable à la servitude s'en trouve-t-il périmé? Les massacres d'innocents, les assassinats de civilisations qui ne sont pas rares dans l'histoire du passé se trouvaient-ils, pour être réalisés par des moyens artisanaux, moins odieux que les dévastations maintenant prévisibles qui usent des derniers raffinements de la technique scientifique? On pourrait avancer soit que la terreur atomique fait apparaître une nouvelle dimension de la guerre parce que cette fois il y va de tout et que l'humanité entière peut disparaître, soit que les armes nucléaires font simplement mieux connaître le véritable visage de la guerre traditionnellement masquée de figures conventionnelles et rassurantes.

La question est de savoir si la guerre a fini par déverser l'enfer sur la terre ou si elle a toujours été l'enfer. La condamnation morale et spirituelle de la terreur atomique ne suffit pas à dénouer un embarras fondamental que théologiens et philosophes devraient s'appliquer à éclairer. Il faudrait savoir penser la guerre, et devant la guerre l'intelligence humaine a le plus souvent eu recours à des techniques de fuite.

La difficulté la plus grave est de trouver une politique efficace capable de vaincre la terreur atomique et d'établir une paix enfin humaine. Ici encore, le scrupule moral et la protestation religieuse sont nécessaires pour éveiller les consciences et ils témoignent pour une large espérance, mais ils sont à eux seuls insuffisants et ne dispensent pas d'un effort d'ordre politique. Car comment passer du spirituel au temporel sans participer à cette mentalité de guerre et de peur réciproque que l'on vient précisément de condamner? Le désarroi et l'incertitude dans l'action viennent d'une contradiction dans la conscience. Pour arriver à interdire les armes atomiques il faudrait d'abord rétablir la confiance, mais tant qu'il subsistera des armements atomiques la méfiance ne pourra être abolie. Comment sortir de ce cercle vicieux? Bon gré mal gré nous sommes situés dans un camp, géographiquement ou idéologiquement; nous essayons de penser selon l'universel et nous ne pouvons pas en même temps ne pas penser et ne pas agir selon les partialités dans lesquelles nous sommes engagés. Comment, par exemple, à la fois condamner la bombe atomique comme un mal absolu et en même temps nous dire avec quelque satisfaction que la supériorité nucléaire de l'Amérique a seule empêché l'Europe d'être soviétisée dans les premières années qui ont suivi la fin de la dernière guerre mondiale?

Le pire serait de ne pas voir de tels illogismes et, dans ce cas, la dénonciation morale de la terreur atomique manquerait son but en nous donnant une bonne conscience mensongère. Il faut souffrir profondément de tels déchirements pour pouvoir inventer un jour les pensées et les actions qui nous en délivreront. L'important est que tous les hommes qui croient à la conscience ou à l'âme participent aux contradictions du spirituel et du temporel, n'éludent ni l'absolu de la charité ni le devoir politique, même s'ils sont condamnés d'abord à une sorte de double jeu et à maints échecs douloureux.

Il est bon que Prométhée s'interroge et se demande s'il n'a pas commis un sacrilège en dérobant le feu du ciel. Et il est bien vrai qu'il a donné des armes à la haine. Mais la haine est plus meurtrière que le feu et, au fond, la seule meurtrière. Que Prométhée situe bien son remords, qu'il assume dans l'angoisse le risque d'avoir exaspéré le mal en voulant le meilleur. Sans doute découvrira-t-il que la puissance n'est pas maudite, mais encore une fois la haine seule. Et ainsi l'esprit prométhéen pourra se réconcilier avec les vérités éternelles d'amour et de paix. On voit bien sous quelle inspiration. On ne voit pas par quels chemins.

V. I.

Y A-T-IL UNE LITTÉRATURE CATHOLIQUE ?

La Vie Intellectuelle se propose de publier dans ses prochains numéros une suite d'articles sur les littératures catholiques dans le monde d'aujourd'hui. On insistera aussi bien sur ce que chacune peut avoir d'original en son provincialisme que sur ce qu'il lui arrive de nous révéler sur l'homme chrétien ou sur l'homme tout court. On essaiera de mettre en valeur les succès, les recherches, les audaces, mais aussi bien les méprises, les carences et les paresses. Et on fera parler à chaque fois autant que possible un représentant ou un témoin de chaque littérature mise en cause.

Toutefois une entreprise purement phénoménologique, comme on dit dans l'affreux jargon contemporain, ne saurait satisfaire. Décrire la diversité, les contrastes ou les contradictions de ce qui se présente à l'observation c'est bien souvent se tenir en deçà des problèmes. Lorsqu'il s'agit de littérature catholique la question n'est pas seulement de savoir si elle existe de fait, triomphante ici, inglorieuse là-bas, mais plus radicalement si elle est possible, et à quelles conditions. On s'excuse de rencontrer alors malgré la mode un problème d'essence. Le bref essai que l'on va lire a été rédigé dans cette optique.

Il n'anticipe en aucune manière sur des conclusions qui demanderont longueur de temps, d'inventaire et de réflexion. Il se contente de poser un certain nombre de questions préalables. Sa seule prétention est d'introduire une enquête qui pourra éclairer la situation du catholicisme dans le monde d'aujourd'hui.

Quand on se propose de traiter de la littérature catholique, il convient, scolairement, de se demander d'abord ce que c'est qu'une littérature. Faut-il entendre littérature en un sens étroit et ne comprendre en elle que les œuvres d'imagination, roman, poésie, théâtre, et en exclure par conséquent tout ce qui touche à la philosophie, aux diverses apologétiques, à la théologie ? Ce serait un parti commode, mais intenable. La formule de l'essai est très caractéristique de la littérature moderne. Le genre exige écriture et pensée. On l'admettra donc. Comment d'ailleurs rejeter hors de la littérature contemporaine *l'Homme révolté* du Camus ou *La Psychologie de l'Art* de Malraux ? Mais par cette brèche, il n'est pas d'œuvre de critique, de métaphysique, de science politique ou sociale qui ne puisse entrer dans la littérature, à condition qu'elle ne soit pas seulement écrite par et pour les spécialistes et qu'elle fasse sa place à un souci d'art et de culture, ce qui est le cas de toutes les œuvres qui ont vraiment compté. *La Cité de Dieu* ou le *Discours de la Méthode* ont une portée théologique ou philosophique qui dépasse la simple littérature mais ils appartiennent incontestablement à la littérature d'une époque et finalement à la littérature universelle. Inversement il n'est pas d'œuvre, même à finalité d'abord littéraire, qui ne doive une part de sa qualité et finalement sa survie à l'idée de l'homme ou

à l'interprétation du monde qu'elle propose clairement ou obscurément, ce qui vaut de *La Divine Comédie* comme de *La Comédie humaine*, d'un drame de Shakespeare comme d'un poème de Rimbaud. La littérature est donc toujours plus que la littérature et il faut envelopper de ce mot littérature, qui est plus qu'un signe commode, toute œuvre écrite qui, quel que soit son registre propre, est faite d'un certain mixte, parfois inanalysable, de pensée et d'art, de raison et de poésie.

De nos jours ce caractère ambigu de toute littérature va s'accentuant. Cette époque refuse de plus en plus la séparation des genres. Notre théâtre est volontiers métaphysique et théologique. Pas de grand écrivain qui, de Valéry à Mauriac, ne s'exprime aussi par le moyen de la méditation intellectuelle ou spirituelle. Les savants ou les techniciens, se souvenant que leur savoir ou leur art sont des moments de l'aventure humaine, écrivent et publient des livres de croyance et d'incroyance. Même les praticiens, s'il en reste, de la littérature pour la littérature éprouvent le besoin de formuler leur esthétique et de la transformer en style de vie, ce qui est contredire leur parti pris originel d'art pour l'art. Il est donc clair que la littérature est un pays sans frontières, toujours pénétrable et toujours envahissant. En littérature, le possible n'est jamais déterminé; c'est proprement le royaume de l'indéfini. Une littérature catholique ne doit donc pas être introuvable.

Cependant il y aura bien des manières pour une littérature d'être catholique. Et puisque nous avons présenté notre propos comme la recherche d'une essence, nous

établirons d'abord deux limites, l'une supérieure, l'autre inférieure, qui pécheront par excès d'abstraction et de rigueur; mais c'est une méthode critique légitime que d'énoncer les solutions impossibles d'un problème non pour les éliminer mais pour s'en servir afin de cerner les véritables dénouements du débat.

La question de savoir s'il peut y avoir une littérature catholique comporte, en effet, deux solutions extrêmes qui ont toutes deux l'avantage suspect d'être complétement apaisantes et de satisfaire totalement l'intelligence du questionneur. Tantôt on dira qu'une littérature n'est catholique que si elle est accueillante à la totalité de l'exigence chrétienne, si elle est écrite en esprit de foi par des croyants inconditionnellement soumis à l'autorité de l'Église. Une littérature serait alors catholique si elle a la volonté délibérée de l'être et on sait bien que la grâce ne saurait manquer à la bonne volonté. Tantôt on avancera qu'une littérature a un objet propre qui est la description directe ou symbolique de l'humain suivant des inspirations et des techniques qui sont de l'ordre naturel; même si elle traite de religion une littérature n'en connaît que sa projection dans le cœur ou l'action de l'homme. Un écrivain ne doit donc pas se proposer de faire de la littérature catholique, mais seulement de la bonne littérature. Que la littérature soit la littérature, c'est-à-dire qu'elle reste vraie, et, même réalisée par des incroyants, elle s'accordera sans l'avoir cherché avec cette vérité intégrale de l'homme et du monde qu'est le catholicisme. Car la vérité ne peut contredire la vérité.

D'un côté le catholicisme tout entier avec ses armes apostoliques et ses bagages théologiques doit informer une littérature pour que celle-ci puisse se dire catholique.

De l'autre côté la littérature n'aurait qu'à être elle-même à la manière d'une science insoucieuse de toute apologétique pour s'accorder spontanément avec la totalité de l'exigence chrétienne. On demande la permission d'appeler intégriste la première solution et moderniste la seconde en ôtant à ces mots d'intégrisme ou de modernisme les significations passionnelles qu'ils ont pu prendre de doctrine délectable ou de secte haïssable, mais en les utilisant comme des instruments d'analyse, commodes dans la détermination des doctrines impossibles : intégrisme et modernisme pourraient alors nommer des puretés inverses et symétriques par delà les limites de l'épure.

Il est clair d'abord qu'aucune littérature ne peut être intégralement catholique. En nos simplicités adolescentes, Dante ou Claudel nous paraissaient des poètes totalement fidèles à l'inspiration chrétienne et leur vision de l'homme et du monde nous semblait catholique de bout en bout et de part en part. Quel beau rassemblement de tout l'humain sous la tutelle du spirituel catholique! L'apparence était séduisante mais un peu de réflexion la dissipe vite : la plus grande création littéraire parce qu'elle est l'œuvre d'un homme singulier (et quelle singularité que le génie!) et parce qu'elle est située dans une culture particulière ne peut jamais exprimer ni le tout ni la pureté de l'exigence chrétienne.

La *Divine Comédie* est habitée par de furieuses passions politiques qui lui donnent sa saveur amère et forte, et ces partialités sont inextricablement mêlées au spirituel chrétien qui l'anime; inséparables du reste elles contribuent à faire un climat partout présent. Les ôter par une impossible abstraction, sous le sot prétexte de nettoyer le poème en le délivrant de ses taches passion-

nelles, ne rendrait pas la *Divine Comédie* plus vraiment chrétienne mais la détruirait en tant qu'œuvre d'art.

Semblablement l'œuvre lyrique et dramatique de Claudel baigne dans une atmosphère intellectuelle vibrante, pathétique dont les composantes assez hétéroclites sont faites de la nostalgie de la Contre-Réforme comme idéal historique, d'un dogmatisme thomiste drapé dans des ornements baroques et enfin de réminiscences platoniciennes pour tout ce qui touche à la spiritualisation de l'Érôs. Ces déterminations et ces interprétations parfois attardées et hasardées font la force et l'accent de l'œuvre. Elles constituent une transposition littéraire et culturelle du catholicisme entre beaucoup d'autres également possibles. L'œuvre de Claudel comme celle de Dante ne peut donc être ni purement évangélique ni totalement catholique.

Les deux exemples sont assez significatifs et portent au delà d'eux-mêmes parce que dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'œuvres dont l'ambition synthétique est éclatante et qu'au surplus en présence de deux figures aussi exceptionnelles et aussi représentatives on ne saurait mettre en question chez aucun d'eux ni la foi, ni le génie, ni la volonté de mettre ce génie au service de cette foi. Le catholicisme, chez Dante et Claudel, a donc joué un rôle d'inspiration directe mais réfracté à travers ce tempérament violent sans lequel il n'y aurait pas de génie. Car le génie est passion et une passion de cette qualité, si elle est le contraire de l'aveuglement que l'on dit, donne cependant une intelligence aiguë et profonde de quelques aspects seulement des réalités humaines et divines, ceux pour lesquels elle est sensibilisée, ceux qui la font souffrir et vivre; le reste compte peu pour elle. Parce qu'il a une substance de passion le génie

littéraire est partiel et partial. Aussi est-il toujours signe de contradiction, délivrant et exaltant les uns, heurtant et mortifiant les autres. Le génie d'inspiration catholique n'échappe pas à cette loi, captant quelques rayons de la lumière chrétienne mais, encore une fois, jamais la lumière intégrale.

En outre, une œuvre littéraire fait partie d'une culture qui varie avec les époques, qui, même en des temps de chrétienté, a des fonctions intellectuelles et sociales de caractère d'abord temporel et humain, et qui même en ce cas privilégié n'exprime jamais la pureté du spirituel chrétien et la totalité du surnaturel catholique; et à plus forte raison à une époque où la civilisation dont font partie culture et littérature prend de plus en plus conscience de l'autonomie de ses valeurs propres.

Une littérature appartient à l'ordre du discours et du langage qu'elle doit toujours recréer, vivifier; sauver la parole humaine de l'algèbre, de la routine, de la vulgarité vers lesquelles elle retombe si aisément par sa propre inertie, c'est sinon le seul but, car ses finalités sont multiples et mêlées, du moins l'un des buts fondamentaux de la littérature. Dans toute société totalement chrétienne ou partagée entre diverses sortes de croyances et d'incroyances, une littérature doit permettre aux hommes de se reconnaître les uns les autres comme des hommes. Quel que soit l'état dans lequel se trouve la société, une littérature d'inspiration catholique ne doit pas manquer d'être une littérature, c'est-à-dire ce service de la parole, cette cléricature du langage que nous disons et, par conséquent, s'adresser à tous ceux qui participent de ce langage, de cette parole, donc de la même culture. Dans une société partagée, une littérature catholique fait partie du patriomoine commun,

travaille à accomplir humainement sans intention apologétique le plus d'intelligences possibles, sinon elle ne serait pas une littérature. L'œuvre d'un Péguy, d'un Mauriac entre beaucoup d'autres a cette qualité humaine qui la rend intelligible et vivifiante au delà des limites d'une famille spirituelle. Mais il faut pour atteindre à ces hautes réussites, être de son temps, plonger dans son siècle et dans le siècle.

Ces remarques suffisent, semble-t-il, à ruiner la conception intégriste ou intégraliste de la littérature catholique (on s'excuse de ces redoublements et surenchères d'expression, mais un raffinement de barbarie verbale désigne assez bien un excès systématique d'idéologie artificielle et arbitraire). Une littérature, même catholique, est d'abord profane et elle ne peut proposer du sacré que mêlé à ce profane, et cette alchimie impure n'est réductible à aucune claire chimie de partage et de séparation. Il arrive, et ce n'est pas accident ou aberration mais destinée normale, que l'écrivain catholique inquiète la foi des croyants mais éveille en même temps sympathie et curiosité et nostalgie chez les incroyants. Les uns lui reprocheront de profaner le sacré, mais les autres découvriront grâce à lui quelque chose de sacré dans le profane qui leur est le plus familier. La littérature catholique est ainsi génératrice d'un heureux désordre.

De quelque côté qu'on prenne le problème on est amené à juger irrecevable le prétendu idéal d'une littérature pleinement et intégralement catholique. Non pas parce qu'un homme, fût-il génial, ne peut jamais réaliser l'absolu d'une exigence, l'infirmité de son esprit et de ses techniques rendant impossible en fait ce qui serait nécessaire en droit. L'idéal ici n'est qu'une fausse

perfection et il se révèle trop déraisonnable pour êtr même rangé parmi les êtres de raison. S'il se montr c'est pour justifier ici et là des tentatives d'ingérenc cléricale dans la littérature ou pour couvrir d'un pieu mensonge la plus médiocre littérature d'édification Dans les deux cas cet idéal tue la littérature, et ceu qui s'en réclament ne savent guère ce que c'est que l littérature et le catholicisme tant ils aiment l'intoléranc et goûtent la fadeur. Comme en d'autres domaines, c qu'on appellerait l'absolu de la thèse, loin de représen ter la mesure et la norme, n'est qu'une illusion exacte ment pathologique.

Sommes-nous renvoyés alors du côté que nous appe lions moderniste ou laïciste, pour continuer à fabrique des monstres idéologiques ? Il en serait de la littératur alors comme de la science ou de la politique qui ont ra son de revendiquer leur autonomie, et le problème s trouverait purement et simplement supprimé. On dis tinguerait dans ce cas deux sortes d'écrivains cathol ques, les uns se mettant directement au service du chris tianisme tous étendards déployés; ils écrivent des livre de théologie, d'apologétique ou d'apostolat, mais il seraient alors exclus de la littérature; les autres cathe liques écrivains s'essaient à faire du théâtre ou du ro man suivant ces techniques de la scène ou du récit ima ginaire qui n'ont rien à voir avec le spirituel chrétien Comme la science et la politique, la littérature ne peu être que laïque, si bien que l'expression de littératur catholique serait proprement contradictoire. Un cathe lique romancier ne serait pas pour cela un romancier ca tholique et il n'aurait pas plus à écrire des romans ca tholiques qu'un ingénieur ne construit des ponts cathe liques.

Mais ici encore on cherche une pureté impossible. Tout heure il s'agissait d'une pureté de synthèse totale et soumettait l'art à un régime d'oppression; cette fois 'agit d'une pureté de séparation, pareillement idéolo- uë et semblablement asphyxiante. Ce qui vaut pour la nce et la technique, toujours abstraites, n'a guère sens pour la politique ou la littérature qui s'intéres- t à l'humanité concrète. Un écrivain s'il est catho- e ne peut mettre son catholicisme entre parenthèses qu'il fait de la littérature. Si Racine décrit les tour- nts de Phèdre il se ressouvient de Port-Royal et la érèse Desqueyroux de François Mauriac, si humai- nent vraie en sa vaine recherche de l'impossible, ne t avoir qu'un père chrétien. Qu'il soit nostalgique spirituel, indifférent ou hostile au christianisme, un vain ne décrit pas les passions et les actions des hom- de la même manière; il n'en tire pas la même musi- . La littérature spirituellement neutre est donc in- uvable au même titre que la littérature intégralement nolique. Aussi une critique chrétienne des œuvres d'art elle possible et l'esthétique contient autre chose que épertoire comparé des méthodes et des techniques, touche nécessairement à la métaphysique et à la tique.

'idée d'une littérature indépendante du surnaturel étien et fidèle à la seule loi de l'art relève donc d'un x progressisme. Certes on avait raison de refuser une érature qui, sous prétexte de catholicisme intégral, se- cléricalement dirigée. Mais on jette l'enfant avec u du bain en confondant ce raide autoritarisme d'une sure plus moralisante que véritablement religieuse c la souplesse, l'imprévu, la liberté de l'inspiration du jugement chrétiens. La méprise est semblable à

celle qui se commet couramment à propos de la poli
que où l'inspiration chrétienne, qu'on la rejette ou qu'
la célèbre, est confondue avec un dirigisme clérical. Pa
tout l'exigence du spirituel sauve la liberté, mais el
n'apporte pas avec elle des garanties de sécurité; eng
ger le spirituel dans une œuvre profane qui doit rest
profane, qu'elle s'appelle politique ou littérature, c'e
s'exposer à le compromettre ou au moins à en propos
des figures inadéquates car, comme disent les philos
phes, toute détermination est en même temps une nég
tion.

Nous comprenons maintenant le postulat commun a
conceptions contraires qui viennent d'être sommaireme
analysées : on cherche chaque fois des essences si pur
et claires qu'elles ne sauraient passer à l'existence ; u
littérature intégralement catholique ou une littératu
spirituellement neutre sont des concepts bien fabriqu
et cette trop facile intelligibilité ne satisfait qu'un fa
cartésianisme dont Descartes aurait eu horreur. On
veut pas prendre son parti de ces essences voilées et i
pures qui donnent leur vérité à l'existence dans
richesse et sa confusion : telle est l'essence de la littér
ture catholique, et elle permet mille et une réalisatio
dans les situations sociologiquement et humainement
plus différentes. Peut-être aussi les erreurs contraires
jumelles que nous avons discutées relèvent-elles d'
même refus du risque ; on veut à chaque fois mettre
spirituel à l'abri de toute contamination, d'un côté
l'invitant à régir autoritairement la littérature, de l'aut
côté en le laissant complètement en dehors de toute lit
rature. Par la littérature, au contraire, comme par bi
d'autres inventions humaines, le spirituel est mis
question dans le monde, ce qui s'accorde assez bien av
le mystère chrétien de l'Incarnation.

Le peu de réflexions qu'on vient de lire a au total une portée seulement négative ; si elles sont exactes, quelques préjugés idéologiques se trouveront congédiés. On a vu qu'il n'y a jamais de littérature pure, que celle-ci est toujours mêlée de pensée et de spirituel, l'absence même de spirituel ou la recherche de spiritualité de remplacement étant aussi des moyens de mettre en cause le spirituel authentique. Une littérature catholique est donc possible et elle est nécessaire dans la mesure où la vie temporelle de l'homme comporte une culture. Mais en même temps cette littérature catholique pourra exister sous les formes les plus paradoxales.

Une chrétienté florissante et en expansion se trouvera sans littérature catholique valable ; inversement, la littérature catholique pourra ne pas manquer d'éclat dans une chrétienté divisée ou en déclin. Aucune littérature catholique ne sera sans reproche, non pas en ce qu'elle risque de toujours trop concéder à l'apologétique et à la fadeur, mais aussi parce qu'elle donnera nécessairement un privilège, abusif ou explosif comme tout privilège, à certains aspects du spirituel arbitrairement choisis. Et choix et hérésie sont souvent la même chose. De fait, il n'est pas d'écrivain catholique qu'on ne puisse accuser de pencher vers quelque hérésie. On prévoit aussi que les autorités ecclésiastiques peuvent conduire une littérature à la catastrophe, soit qu'elles la surveillent de trop près, soit qu'elles la traitent comme un divertissement sans substance, un jeu qui ne mérite ni considération ni attention. Si bien que la littérature catholique pourra être partout et ne pas se trouver là où il serait normal de la rencontrer : Albert Béguin a bien défendu à la Semaine des Intellectuels catholiques, en novembre

dernier, cette thèse que la littérature chrétienne éta
aujourd'hui celle des incroyants.

Puisque, aussi bien, la liberté la plus libre est celle c
va d'elle-même à la vérité, il n'est donc pas interdit
prévoir qu'il n'y aura de littérature catholique que da
la liberté. La littérature catholique ne se fait pas av
de la piété et des bons sentiments, mais avec ce gén
humain, ce courage intrépide, cette docilité à l'inspir
tion qui, lorsqu'il s'y joint et parfois sous des form
énigmatiques, la lumière de la foi, sont la plus exac
fidélité à l'Esprit.

ÉTIENNE BORNE.

SUR L'HUMILITÉ
DU COMÉDIEN

UN conférencier invité à parler de l'humilité doit d'abord s'excuser de se trouver ainsi planté sur une estrade, ce qui n'est pas à proprement parler une situation d'humilité, même s'il a conscience que les vérités qu'il se dispose à laisser tomber, d'un peu haut et d'un peu loin, ont quelque chose d'assez relatif [1].

Le plus grand danger qui guette un discours sur l'humilité, c'est l'orgueil. Cette vérité est banale, mais il faut bien dire d'abord qu'un orgueilleux qui se croit humble est un des pires cas qui se puissent trouver dans l'espèce humaine si souvent aberrante. Et comment un artiste, ou plus précisément un acteur qui est appelé à monter sur une scène, à y provoquer l'applaudissement, peut-il aussi pratiquer la vertu d'humilité? Car enfin son métier même, qui est de se montrer, d'attirer sur lui l'attention des autres, n'est-il pas une figure sensible, visible et véridique de l'orgueil?

1. Ce texte est la rédaction de notes prises pendant une conférence de Fernand Ledoux, sociétaire de la Comédie-Française. Nous avons laissé à ces pages, par respect pour la sincérité de l'auteur, le ton du témoignage et le style de la parole. La leçon de spiritualité qui s'en dégage n'en sera que plus aisément communicable. (N.D.L.R.)

Tel n'est pas cependant l'inévitable destin du comédien. On a aujourd'hui une tendance fâcheuse à mettre l'artiste à part du commun des hommes. Autrefois l'artiste était avant tout un artisan, et, dans les années d'apprentissage et de recherche, quand la vocation se dessine chez l'artiste, elle n'est jamais une volonté délibérée de parvenir, une vérité d'orgueil, ou même une volonté de réaliser son être dans une expression définitive; c'est bien plus simplement, bien plus humblement un besoin, une loi d'instinct. Le cabotinage viendra par la suite; l'orgueil est la tentation de la réussite, ce qui n'est pas spécifique de l'artiste et vaut pour toute l'humanité. Ici nous pouvons introduire une distinction entre l'acteur et le comédien pour déterminer ainsi (et encore une fois l'analyse est valable pour presque tous les hommes) la ligne de partage entre l'orgueil et l'humilité.

Le langage courant a tort d'employer l'un pour l'autre les mots d'acteur et de comédien qui désignent à vrai dire des comportements fondamentalement différents. L'acteur est en effet un homme qui n'arrive jamais à effacer sa personnalité propre, c'est par essence un orgueilleux, inconscient parfois de l'être, mais qui trouve dans l'expression théâtrale une occasion pressante, une possibilité de s'exprimer lui-même et de se mettre en valeur. Lui propose-t-on un personnage, il ramène le personnage à lui, il se place en avant du personnage. Le comédien, au contraire, est un être sans équilibre propre, qui au sortir de l'adolescence n'a même pas pu se déterminer à choisir une fonction sociale qui le poserait en face de lui-même, et qui se cache derrière les personnages qu'on lui propose. Secrètement il sent que sa personnalité est brumeuse, qu'elle n'a pas de con-

tours assez précis et dès qu'un auteur dramatique lui invente un personnage qui pendant le temps du jeu a une sorte de courbe et de vie normales, il est heureux de quitter son inquiétude, son trouble et son doute, de s'habiller de cette vie momentanée et d'y trouver un ordre. L'ordinaire existence pareillement oblige tout homme à ce choix d'être un acteur ou un comédien. Le grave est que les comédiens, êtres à mon avis très humbles, se transforment petit à petit devant le succès et deviennent à leur tour des acteurs. Lorsque la réussite arrive, l'homme oublie qu'il a reçu les dons qui l'ont poussé en avant et s'en attribue orgueilleusement le mérite. Ainsi de l'automobiliste qui éprouve une sorte de satisfaction orgueilleuse et stupide à dépasser son voisin; il se plaît à l'emporter sur autrui, comme s'il était pour quelque chose dans la plus grande puissance de son moteur. En chacun de nous aussi la puissance vient de Dieu, et il y a orgueil à croire que cette puissance nous appartient. Aussi longtemps que l'homme n'éprouve pas sa solidarité avec ses semblables, ne se sent pas partie de ce grand Tout qu'est l'humanité, il touche à l'orgueil. Dès le moment où il s'oublie pour mieux se retrouver dans une fraternité universelle, dans une plus profonde et plus vaste unité, l'homme touche par l'humilité à la vérité. Aussi l'orgueil est-il la voie de la séparation avec Dieu et l'humilité le chemin de la découverte de Dieu.

A l'origine les dons du comédien sont avant tout, et on l'oublie trop souvent, des dons ouvriers et qui s'accordent avec le lieu conventionnel où le comédien doit s'exprimer, c'est-à-dire la scène. Ce sont des dons physiques, des dons vocaux, ou ce don plus spécifiquement théâtral qui est la possibilité de dédoublement, dons

qui pourront être cultivés et développés par le travail, mais qui se trouvaient déjà dans le berceau du comédien prédestiné. Quel orgueil pourrait-il en tirer, puisque dès le départ c'est la bonté de Dieu qui lui a donné tout ce qu'il doit donner aux autres? Il n'est pas un propriétaire, mais un locataire ou un gérant d'un bien exceptionnel qui lui a été remis.

Quand on s'imprègne de cette vérité majeure, on est fort alors contre les illusions du succès ou de l'insuccès; on comprend ses propres limites et on découvre cette vérité paradoxale que l'humilité (et n'est-elle pas alors la plus humble, la plus authentique?) chez le comédien est presque un état forcé. Le comédien, ou ce condamné à l'humilité.

Quand nous jouons soir après soir la même pièce devant des publics différents il y a des soirs où il nous paraît que le public comprend et des soirs où il nous semble qu'il comprend mal. Est-il pourtant si vrai que le public comprenne mal, les soirs de disgrâce? Est-il le seul coupable? En réalité, nous n'avons pas su les uns les autres, ceux de la scène et ceux de la salle, trouver le juste équilibre entre nos dons respectifs. Un comédien n'est pas toujours lui-même. Mais un public aussi, cette masse immobile, regardant et écoutant, sorte d'immense animal anonyme, n'est pas non plus toujours le même. Si bien que l'harmonie est toujours une chance et un risque à courir.

Lorsque Jouvet jouait Knock, il y avait une réplique — au moment où le chauffeur tourne la manivelle — qui avait valeur d'appel décisif au public; si à ce moment précis on ne riait pas dans la salle, pendant toute la soirée les acteurs cherchaient vainement le rythme et le sens comique de la pièce. Pourquoi riait-on cer

tains soirs? Pourquoi ne riait-on pas d'autres soirs? Sans doute y avait-il dans la salle, les soirs heureux, des « entraîneurs », espèce dont l'esprit, le cerveau, l'humeur se mettent plus aisément en mouvement et qui amènent à leur suite tout le reste de la bande. C'est comme dans les histoires de voyageur de commerce; tout le monde ne comprend pas en même temps : certains rient parce qu'ils comprennent, d'autres rient parce qu'ils veulent avoir compris et rient faux; d'autres avouent qu'ils n'ont pas compris et ont besoin d'explications et de commentaires, et c'est un rire faux que ce rire de l'escalier.

Aussi, lorsque le comédien tente l'aventure d'un rôle et d'une œuvre, rien n'est fait avant le contact du public, qui créera l'ambiance et lui donnera le ton. C'est la valeur d'un public qui permet au comédien d'exprimer et d'extérioriser sa sensibilité propre et qui devrait lui donner le sentiment qu'il est aidé et porté par ses semblables. Le plus grand moment du théâtre est cette communication soudaine qui s'établit secrètement entre le public et le comédien. C'est comme un fait respiratoire : quand l'acteur respire juste, le public respire juste; quand l'acteur respire faux, le public respire faux. Mon maître, M. de Féraudy, disait toujours : « Méfiez-vous des applaudissements. » Les acteurs ont l'habitude de croire que quand on les applaudit, on est ravi d'eux; très souvent au contraire le public les applaudit parce qu'il est soulagé de ne plus les entendre. Et M. de Féraudy avait cette comparaison : vous habitez au cinquième étage, vous venez d'aménager, vous avez une vaisselle précieuse dans un panier sur le dos d'un déménageur qui gravit péniblement les cinq étages; vous vous dites à chaque étape : « il va tout renverser »;

durant toute l'ascension vous n'avez fait que tremble pour votre vaisselle et dès que le déménageur arrive qu'il dispose son panier avec la porcelaine intacte, vous vous précipitez pour lui apporter le petit verre de la gra titude. Il en est de même pour l'acteur qu'on applaudit à la fin. Le public se dit : « Il n'arrivera jamais au bout. » Il y est enfin, la salle éclate en bravos, c'est la même sorte de soulagement.

Dans notre métier, les anecdotes abondent dont la morale est d'humilité. Tristan Bernard assiste un soi à la représentation d'une de ses pièces. Public et rire également passables. Mais il y avait surtout un gro monsieur, sanguin, qui riait de bon cœur et s'esclaffai à chaque réplique, et plus loin un long et maigre mon sieur, tout bilieux qui, à chaque mot drôle, foudroyai le parterre du regard comme pour lui reprocher de pren dre goût à des sottises. Tristan Bernard va s'asseoi derrière le bilieux, et il doit endurer le pire en l'enten dant dire, à chaque réplique, avec une figure très mé chante : « C'est idiot. » Mal convaincu ou pour se don ner du courage, Tristan Bernard va se placer derrièr le sanguin, lequel, tout en riant et avec un grand air d bonté, ne cessait de répéter lui aussi : « C'est idiot. Telle est, en effet, la relativité des choses.

Voici maintenant une autre anectote moins gaie, fait d'un cas d'orgueil et de dédoublement : il y a une tren taine d'années un comédien jouait une pièce d'avant garde — car il y avait déjà de l'avant-garde en ce temp lointain — le public sifflait copieusement et mon acteu était vexé. N'y tenant plus il s'est avancé vers la ramp et a jeté au public ce mot de très petite bravoure « Mais, vous savez, ce que je dis ce n'est pas de moi. Réaction d'orgueil : l'acteur ne voulait pas être un co

médien; il ne voulait pas subir, sans s'apercevoir que pour se dérober à une humiliation il niait sa raison d'être et se détruisait pour ainsi dire lui-même.

Les plus grands savent mieux les servitudes du métier. Mounet-Sully avait beau triompher dans *Œdipe-Roi*, il connaissait ces inégalités entre les représentations, et qui tiennent, on le disait tout à l'heure, aux dispositions plus ou moins heureuses du public et des interprètes. Quand la pièce ne portait pas et ne donnait pas l'effet attendu, Mounet-Sully, qui se prenait un peu pour un demi-dieu, car il jouait surtout les tragédies grecques, répondait à qui lui demandait : « Maître, êtes-vous content? — Non, je suis mécontent, le dieu n'est pas venu ce soir. » Les mêmes vérités valent pour tous les artistes, les peintres comme les comédiens : lorsque Bonnard peinait laborieusement sur une toile ingrate, il faisait lui aussi des réponses dans le style de Mounet-Sully : « Non, aujourd'hui je n'ai pas mon bras d'ange. » Quand ils sont sincères, comédiens et peintres, comme tous les artistes, doivent instinctivement et comme physiquement confesser cette vérité que l'éclat de leur réussite leur vient d'une force supérieure, angélique ou divine. Et pas plus que les comédiens, les peintres ne sont à l'abri de l'orgueil : on attribue à Vlaminck ce mot d'un orgueil fou dans sa drôlerie : « Si j'aimais la peinture des autres, je ne peindrais pas. »

L'acteur le plus orgueilleux, à moins d'atteindre à la parfaite bêtise d'une autosuffisance intégrale, est sans cesse rappelé à cette humilité forcée que nous disions, dans une époque où la critique imprimée et parlée, brutale, véhémente, contrastée lui parvient jour après jour par toutes les voix de la presse et de la radio, créant autour de lui une atmosphère d'inquiétude et d'incerti-

tude, d'autant plus que les amis complaisants se font un devoir de ne pas nous laisser ignorer la moindre opinion émise à notre endroit, surtout si elle est malveillante. Au lendemain d'une générale un article vante la sobriété de notre jeu, la qualité de notre interprétation; mais un autre aussitôt gémit sur notre médiocrité et prouve péremptoirement qu'il y a incompatibilité entre le rôle que nous prétendons jouer et le peu qu'on nous reconnaît de dons. Comment dans cette confusion d'opinions, le comédien ne se sentirait-il pas envahi par un doute qui le conduira jusqu'aux limites de sa pauvreté intérieure? Aussi les critiques et surtout si elles sont mauvaises ou plus encore par ce mélange indéchiffrable et indépassable de bien et de mal, dévoilent-elles de force ce qu'il y a d'impudique dans le métier du comédien : ce critique me juge de cette manière passablement désagréable, pourquoi n'aurait-il pas raison? Et quelle audace alors d'oser paraître en public et de réclamer devant moi l'attention de ces hommes mes frères, auxquels je demande de me donner un moment de leur vie dont je m'empare et qui ne m'appartient pas? D'ailleurs qu'elle audace en ce moment même où je vous parle d'avoir votre silence, de voir tous vos visages tendus vers moi, de paraître stupidement donner alors qu'il faudrait sans cesse recevoir? Quelle extravagante impudeur! Tout homme public, le professeur, le prédicateur, devraient connaître, s'ils ne sont pas des acteurs dans le pire sens du mot, un sentiment de désarroi en abordant ce cap de l'impudeur qu'il faut pourtant franchir : mais alors on ne pourra poursuivre ce métier, ces métiers qu'en se plongeant totalement dans ce qu'on croit, par l'humilité.

Humilité qui nous permet de comprendre la raison

vraie d'une vocation d'artiste. Pourquoi faut-il qu'il y ait des artistes parmi les autres hommes ? Pourquoi, au sortir de l'adolescence, au lieu d'aller vers un métier pratique, définissable, reconnaissable, manuel ou intellectuel, dont on puisse limiter les contours (car on sait bien à partir de quelles données initiales et suivant quelles méthodes un ingénieur peut construire un pont et, un ébéniste, fabriquer une table) pourquoi refuser ces déterminations qui font les personnalités d'importance et de choc, pourquoi préférer, et peut-être pour toujours, l'indécision et l'incertitude, livrer sa vie à la chance de l'inspiration, c'est-à-dire au hasard ou, pour parler vrai, à la grâce de Dieu ? Car il n'y a pas de recette pour faire un bon tableau, une bonne sculpture, un bon livre. L'artiste est donc abandonné à l'insécurité, d'où les extrêmes différences de qualité que l'on remarque entre les œuvres ou les diverses périodes des plus grands, par exemple chez un Renoir. La dépendance par rapport à une inconnue est la grande loi de l'artiste, et c'est une loi de dépouillement, une loi de grâce qui suppose un effacement total du moi. Et le « dédoublement » du comédien est un effacement de cette sorte. Il faut se perdre complètement pour s'exprimer et se trouver. L'artiste est l'être qui n'a pas perdu le don de croire, ce don que possède chaque enfant, mais qu'il est impossible de retrouver après l'adolescence. Car avec la maturité un homme se précise, il faut du définitif, mais à force de concessions et de retranchements. L'artiste au contraire a vécu avec tellement d'intensité et de simplicité cet état de naïveté première qu'il n'ira jamais au delà de l'adolescence.

Il ne faut pas confondre la vie propre de l'œuvre d'art et celle de l'artiste. Une œuvre est publique, visi-

ble; les hommes ne cessent de lui ajouter ou de lui enle-
ver; elle a des contours, elle agit et elle subit. Elle est
faite pour être connue et analysée. On devrait s'inter-
dire, au contraire, de connaître et d'analyser la vie per-
sonnelle d'un artiste. Cette curiosité de l'envers du dé-
cor a quelque chose de sacrilège. Pourquoi chercher à
déterminer ce qui est l'indétermination même, imposer
une figure à une sensibilité aussi infigurable que la sen-
sibilité enfantine? Toute création est un retour à l'en-
fance. Même si elle vise à exprimer un trouble ou une
inquiétude, elle y arrive à force de pureté; ne cherche-
rait-il qu'une beauté relative, l'artiste n'y atteint que
par un besoin continu de perfection et tout son drame
c'est d'entrevoir parfois cette perfection quand il est
inconscient de lui-même et de la manquer à coup sûr
lorsqu'il est conscient. A chaque fois c'est un retour vers
une sorte de renouveau, de renaissance, et encore ces
expressions sont trop timides, il faudrait parler de nais-
sance et d'appel vers Dieu.

Dans *Six personnages en quête d'auteur*, la pièce de
Pirandello que je joue en ce moment, j'ai à dire une
très belle réplique et qui, chaque fois que je la redis
après cinquante représentations, m'envahit un peu plus
tous les soirs. Le père parle : « *C'est la vengeance de ce
démon de l'expérience qui, hélas, est en moi et qui me
fait poursuivre la réalisation d'un bonheur impossible
quand manque une foi absolue.* » Telle est la foi qui
nous fait humblement accepter la vie telle qu'elle est
alors que notre orgueil nous pousse à substituer notre
moi à la vie; la foi qui nous fait accepter la réalité d'au-
trui, comme venant de Dieu, même quand elle nous
fait du mal, tandis que l'orgueil nous amène à nous
forger des fantômes que nous prenons pour la réalité e

que nous imposons de force à autrui. Nous sommes tous plus ou moins pris par ce « démon », et il faut donner à ce mot le sens fort qu'a voulu le génie de Pirandello, ce démon de l'expérience et de l'analyse, ce besoin de vouloir tout peser et tout comprendre qui finit par tuer la sensation et l'impulsion. Si le dilemme est entre l'expérience et la foi, il faut choisir la foi. Et lorsqu'un artiste trouve la foi, son œuvre n'en sera pas forcément plus belle, mais lui personnellement y rencontrera une sérénité, une paix du cœur qui lui permettra de franchir ce cap de l'impudeur dont nous parlions plus haut, ce moment qu'on ignore dans l'orgueil de l'acteur ou que l'on subit et dépasse dans l'humilité du comédien. Dans notre métier le baisser du rideau sera, chaque soir, une invitation à l'humilité. C'est un autre paradoxe du comédien : aussi longtemps que le jeu dure, que l'acteur se soumet au texte et à la vie du personnage imaginé par l'auteur, le comédien est dans l'univers de sa vocation, dans sa plus vraie réalité. Lorsque le rideau tombe il est rappelé à une autre réalité : ne croyez pas heureux l'acteur qui revient saluer; il est inquiet, à la frontière de deux mondes, il est dénudé et comme gêné de se voir congédié et renvoyé, la fête finie, à son univers égoïste. Il pourra alors prolonger à la ville les gestes et les intonations de la scène, se faire traiter de cabot, jouer sans cesse à l'acteur : mais y a-t-il un général, un juge, un avocat, un homme politique, qui ne jouent pas au général, au juge, à l'avocat ou au tribun même sans troupes, et après l'audience ou la tribune? Le cabotinage est la pente de tous les hommes. Mais il appartient peut-être au seul comédien ce paradoxe de paraître si orgueilleux et d'être contraint de tant de façons à l'humilité.

L'humilité n'est rien d'autre qu'une soumission à la réalité, non pas un esclavage, mais une libération : se connaître en tant qu'individu, savoir qu'on est pétri de contrastes et contradictions, qu'on évolue du jour au lendemain, que chaque minute nous transforme et qu'il n'est pas d'autre issue que de se nier pour se recréer en chacun, ce qui est au terme : trouver Dieu en même temps qu'on découvre sa loi d'équilibre et de respiration.

Le comédien est appelé à l'humilité comme tout homme et au surplus comme comédien. Le devoir pour chacun est de ne pas penser : « Je suis plus qu'un tel; j'ai plus qu'un tel », mais plutôt : « Je suis comme un tel et ce que j'ai appartient à tous. » Le comédien, comme tout artiste, doit être premièrement un homme qui crée une œuvre par besoin, et ce qu'il fait il le fait non pas pour se montrer, mais pour vivre dans un univers où il puisse respirer. Ce mot de respiration qui revient sans cesse dans mon propos me paraît le seul valable : il est la vérité simple et profonde de toute œuvre vivante et jouer la comédie est aussi une respiration qui s'exprime. L'humilité ici se confond avec la sincérité qui est exigée de tous. Prise de conscience, recueillement sont possibles et nécessaires dans un monde qui est pour chacun celui de sa vocation, et encore une fois de sa respiration. Sur ce point le comédien n'est pas une exception à la loi commune.

Le comédien est aussi appelé à l'humilité en tant que comédien. Voué à être en représentation, il est certes l'être le moins solitaire qui soit. Mais la solitude n'est pas bonne en elle-même; on peut y retrouver son égoïsme, ses contradictions et ses démons familiers, ce qui fait une solitude fâcheusement peuplée. Être humble,

c'est donner et se donner dans la solitude ou sous le regard des hommes. Le comédien en scène est deux fois humble, car il donne et se donne comme tout homme fidèle à sa vocation, et en outre il s'efface et subordonne son moi à une existence empruntée qu'il fait vivre de tout son être en oubliant son être. Son métier en sa substance est de dépouillement. Quand il connaît bien ce lieu où Dieu l'a placé pour donner et se donner, il s'aperçoit qu'il est un prédestiné à l'humilité. C'est la seule manière qu'il ait de se découvrir. Et une fois de plus le paradoxe du comédien est la vérité du comédien.

FERNAND LEDOUX.

LES CHEMINS D'UNE NÉGOCIATION

Depuis le 13 mars, la guerre d'Indochine, c'est Dien-Bien-Phu. Plus encore que le lieu de la grande bataille d'une guerre de sept ans, cette cuvette perdue aux confins de la montagne thaï et du royaume lao est devenue le point de cristallisation de toute une opinion internationale. Et l'idée a germé dans les grandes capitales qu'à Dien-Bien-Phu peut-être se jouait la paix du monde.

Les combats de Dien-Bien-Phu font apparaître soudainement la réalité d'une guerre lointaine qui en France laissait tout un chacun assez indifférent. Mais voici que l'héroïsme des assiégés fait resurgir un sentiment national qui s'endormait et que l'on reconnaît à cette « sale guerre », à cette guerre « coloniale » ou de « reconquête » un sens que l'on s'était refusé à lui accorder.

Et à Washington ? Des appréhensions se trouvent confirmées. Le communisme asiatique menace de remporter une victoire tangible à la veille d'une négociation internationale acceptée avec répulsion. Alors que les Français ont fréquemment affirmé qu'ils ne pouvaient songer à négocier en état d'infériorité c'est à cette situation que les Occidentaux risquent à Genève de se trouver acculés. Le Pentagone revise sa stratégie,

le Département d'État sa politique asiatique. Et M. Foster Dulles invite les nations « libres » à élaborer un plan d'action concertée pour empêcher l'expansion du communisme dans le sud-est asiatique... Enfin, par la voix de son vice-président, l'Amérique se déclare « prête à prendre certains risques ».

A l'heure où nous écrivons, — le 15 avril — le siège Dien-Bien-Phu se poursuit. L'issue en demeure incertaine. Incertaines donc toutes les mesures qui pourraient être prises dans les capitales. Plus certaines que jamais les perspectives de la conférence de Genève. A Paris et à Londres, M. Dulles a conféré avec MM. Eden et Bidault. La « position commune » des Occidentaux ne n'est pas alignée sur les positions extrêmes, à la fois menaçantes et équivoques, du chef de la diplomatie américaine. Mais entre Dien-Bien-Phu et Genève le rapport établi permet de mesurer les dangers que peut courir la paix dans les jours, les semaines ou les mois qui viennent.

Pourquoi Dien-Bien-Phu?

D'aucuns ont dénoncé l'erreur du commandant en chef qui, délibérément et artificiellement, aurait créé ce camp retranché dont la garnison serait inévitablement isolée, assiégée, asphyxiée, quand bien même l'ennemi n'aurait pas lancé contre elle ses assauts. Les communiqués officiels, tout imprégnés d'un bluff malsain, justifieraient bien des interprétations. Il faut souligner cependant que Dien-Bien-Phu fut pour le commandement une carte forcée. Navarre n'avait pas en novembre l'intention de ressusciter à une plus mauvaise place Na-San qu'il avait évacuée quelques semaines plus tôt, à une

époque où l'on s'attendait que le Vietminh lançât ses grandes unités contre le delta tonkinois. Or, début novembre, l'adversaire achemine une, puis d'autres divisions, vers le pays thaï, où subsiste un dernier camp retranché, indéfendable, Laï-Chau. Navarre alors pose Dien-Bien-Phu, à l'autre extrémité de la piste Pavie, de manière à assurer vers le Laos le repli de la garnison de Laï-Chau. Mais les forces sont prises de court. Tous ceux de Laï-Chau ne peuvent gagner la nouvelle base. Au lieu de foncer sur Laï-Chau, le Vietminh a coupé la piste Pavie et lancé des éléments vers Dien-Bien-Phu. Navarre doit y retrancher ses hommes, y construire une nouvelle forteresse... A ce moment, le Vietminh a gagné la première bataille de Dien-Bien-Phu. La seconde sera plus longtemps attendue. Entre temps, pendant la conférence de Berlin, Giap lance une division vers Luang-Pralang, et une récolte d'opium vient alimenter son trésor de guerre.

Dien-Bien-Phu est resté sous l'étreinte. Et le 13 mars, c'est le premier assaut. Deux centres de résistance sautent. Deux positions subsistent : un centre de résistance au sud, isolé, que le Vietminh semble négliger, et la forteresse proprement dite, elle-même composée de cinq centres de résistance. Deux d'entre eux sont amputés au nord-est et au nord-ouest, lors du second assaut, début avril. Grâce aux brèches ouvertes dans le dispositif, l'assiégeant s'infiltre, il s'implante sur le terrain d'aviation déjà inutilisable, s'efforce de couper les points d'appui les uns des autres. Dans l'attente d'un troisième assaut, — plus ou moins hypothétique, — une guerre de positions, de tranchées, d'usure, se poursuit sous les duels de l'artillerie.

Le Vietminh a incontestablement déclenché là une

grande bataille où son commandement une fois de plus révèle ses qualités tactiques. Un plan de combat minutieusement préparé est appliqué avec méthode. L'artillerie Vietminh, qui n'avait jamais été utilisée sur une aussi vaste échelle, se montre terriblement efficace et quasi invulnérable.

Pour le commandement français, Dien-Bien-Phu aura manifesté l'insuffisance de son aviation en même temps que sa faible efficacité. De plus, la résistance du camp retranché était subordonnée au pont aérien. Or, dès le 15 mars, aucun avion ne pouvait plus atterrir sur l'aérodrome dont on connaissait le caractère vulnérable. Depuis, ravitaillement et renforts ont dû être parachutés dans des conditions de plus en plus dramatiques et coûteuses.

Si paradoxal que cela puisse paraître, à l'issue de la bataille de Dien-Bien-Phu, — toutes choses demeurant égales, — la situation des deux belligérants ne sera pas profondément modifiée. Certes, leur potentiel se trouvera amoindri. Au moins trois divisions d'élite du Vietminh seront démantelées. Il n'y a du côté franco-vietnamien que l'effectif d'une division ennemie (si les données publiées sont exactes). L'adversaire peut compter avec le temps mort de la saison des pluies pour reconstituer ses troupes. Il restera grave pour le commandement français d'avoir sacrifié dans ces combats ses meilleures réserves, de parachutistes notamment. En ce qui concerne le matériel, les deux parties peuvent compter, l'une sur l'aide chinoise, l'autre sur l'aide américaine...

L'opinion a pu oublier les autres zones opérationnelles d'Indochine, mais le commandement sait bien que l'es-

sentiel demenure ce delta tonkinois « pourri » où, de plus, nos réserves mobiles ont été fortement ponctionnées pour être jetées dans la bataille du pays thaï, tandis que d'autres ont été débarquées sur la côte d'Annam dans des opérations (Atlante et Axelle) effectuées — pour quelle diversion ? — à un bien mauvais moment. L'inconnue actuelle de Dien-Bien-Phu laisse subsister l'incertitude angoissante de cette guerre d'Indochine qui est nulle part et partout en même temps.

Au plus fort de la bataille, la France a dû lancer à Washington un nouvel S.O.S. et demander du matériel et des bombardiers. Ces requêtes ont été aussitôt honorées. Cela suffit à rappeler que la guerre d'Indochine oppose aux communistes vietnamiens (et leurs supporters chinois) un front franco-américain et que le conflit est déjà « internationalisé » par son financement et son approvisionnement en armes, munitions, avions, etc. Il n'y a pas longtemps que M. Christian Pineau, rapporteur du budget de la défense nationale, confessait que la guerre d'Indochine ne coûtait à la France qu'environ 135 milliards, guère plus qu'elle n'aurait à dépenser pour l'entretien des hommes du corps expéditionnaire, même si ce dernier était retiré d'Extrême-Orient. Et certains de murmurer que les finances françaises souffriraient de la fin du conflit... Quant à M. Harold Stassen, il pouvait à bon droit indiquer que « le bénéficiaire le plus important du programme américain d'assistance mutuelle est l'Indochine : près du tiers des crédits prévus, environ 3 milliards et demi de dollars, lui sont en effet consacrés ».

La France, qui est toujours responsable de la conduite du conflit, entend le demeurer.

Les États-Unis, qui se sont rendus aux arguments tant de fois présentés par nos représentants, sont convaincus que de l'issue de la guerre dépend le sort de tout le sud-est asiatique. Aussi, désireux de voir leur effort financier porter des fruits et la lutte se terminer par la victoire « occidentale », ils présentent un certain nombre de suggestions ou plutôt d'exigences :

a) sur le plan militaire : les États-Unis ont proposé la participation d'un général américain à l'élaboration des plans stratégiques du commandement français et d'instructeurs à l'entraînement de l'armée vietnamienne dont le Pentagone ne conçoit pas qu'elle ne puisse, de manière accélérée, s'élever au niveau des divisions sud-coréennes;

b) les États-Unis attendent de la France qu'elle n'envisage pas de se retirer d'Indochine et de négocier avec Ho-Chi-Minh;

c) sur le plan plus général, les États-Unis demandent à la France de se joindre aux pays libres pour élaborer une action concertée contre le communisme en Asie.

Ces propositions ont été successives; elles suivent une évidente gradation. De la manière dont les dernières ont été énoncées — publiquement — par M. Dulles, elles demeuraient équivoques. Le chef du Département d'État proposait tout d'abord une déclaration commune à la Chine. Il a été décidé à Londres et à Paris par les trois Occidentaux qu'une telle déclaration ne serait pas lancée avant la conférence de Genève. Il se peut en revanche qu'elle le soit au cours des négociations; elle n'apparaîtrait alors que comme un moment des discussions, un avertissement opposé au mauvais vouloir des alliés communistes. On avait lieu de craindre, qu'intervenant avant l'ouverture de la conférence, elle n'apparaisse à

Pékin comme une menace occidentale contre laquelle la Chine eût pu se croire contrainte à réagir. Le danger n'en demeure pas moins.

Quelles que soient, en effet, les réserves anglaises et françaises, les États-Unis maintiennent, ils précisent et durcissent leur position. Même si ses propos prêtés à une « haute personnalité américaine » sont destinés à être démentis, M. Nixon, vice-président, n'en vient pas moins d'affirmer que les États-Unis enverraient des troupes en Indochine si tel était le seul moyen de l'empêcher de tomber aux mains des communistes. L'Amérique se déclare donc prête à prendre les risques que ses alliés redoutent. Elle lance seule son « avertissement » à Pékin.

Bien plus, énonçant que toute négociation signifierait la domination communiste en Indochine, les États-Unis se déclarent disposés à rejeter tout compromis. Si minces que pouvaient paraître les chances d'un règlement du conflit à Genève, elle me semble aujourd'hui encore plus réduites.

Lié par les engagements pris par M. Laniel, le gouvernement français a voulu maintenir les chances offertes par Genève. Il ne s'est déclaré, semble-t-il, disposé à envisager l'internationalisation de la guerre que dans l'hypothèse d'un échec de la conférence de Genève. Dans quelle mesure nos représentants pourront-ils encore prendre des initiatives qui ne paraissent révéler à l'autre camp une fissure exploitable dans le bloc occidental? Dans quelle mesure les « bons offices » qui pourront être offerts par des États tiers — l'Inde par exemple — seront-ils encore accueillis par les parties? Ces questions ne peuvent-être que posées à l'heure actuelle.

On mesure en tout cas le péril rencontré par le gouvernement français pour avoir préféré la négociation « internationalisée » à la discussion directe avec l'adversaire.

Est-ce trop dire que là demeure, en dépit de tout, la dernière chance? Le vietminh sait maintenant que l'échec de la conférence de Genève signifierait non le retrait de la France, mais l'abandon par elle de la direction des hostilités et l'intervention américaine, c'est-à-dire de part et d'autre l'extension du nombre des belligérants et celle de conflit. Cela devrait normalement l'inciter à rechercher, parallèlement aux pourparlers internationaux, une négociation véritable avec la France, négociation à laquelle nos représentants ne devraient pas se dérober.

Ni l'un ni l'autre des belligérants ne devraient penser qu'ils aient beaucoup à gagner dans de nouveaux Dien-Bien-Phu.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

LA LIBÉRATION DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

On a suffisamment insisté dans ces colonnes sur la nécessité de donner un peu d'air à l'économie française et sur le rôle néfaste des protections intérieures et extérieures[1] pour ne pas signaler le débat sur la libération des échanges, illustré par la commission Nathan et conclu à l'*Officiel* du 18 avril par un décret portant institution d'une taxe spéciale temporaire de compensation.

Le problème est apparemment simple : isolé de l'extérieur, cloisonné par des règlements publiés ou des ententes privées, l'économie française ne laissait plus au système des prix la fonction que ce dernier assume dans une économie libérale, voire le rôle réduit, mais indispensable qu'il joue dans le système bâtard, mi-libéral, mi-dirigiste que nous connaissons actuellement.

D'où deux conséquences, l'une interne, l'autre extérieure. Sur le plan intérieur, la question reste posée de concilier la poursuite d'objectifs militaires qui nous sont imposés —, d'objectifs sociaux que nous ne voulons pas

1. Cf. « Du respect humain de la relance à la velléité de l'expansion », *La Vie Intellectuelle*, janvier 1954. « Croissance de l'économie française », *La Vie Intellectuelle*, février 1954.

abandonner et d'objectifs économiques d'avenir qu'il serait fou de sacrifier au présent avec le système bâtard en question, où l'acheteur a la latitude que lui laissent ses connaissances et les professions organisées. C'est le nœud de la politique intérieure française, malheureusement délaissé au profit de la politique extérieure, que celle-ci dépende du quai d'Orsay ou de la lutte d'influence contre le parti et le syndicat communistes.

Sur le plan extérieur, les difficultés prenaient deux formes concrètes : le déficit de nos finances extérieures, et les admonestations et reproches de l'Organisation Européenne de Coopération Économique (O.E.C.E.). Le déficit des finances extérieures vient en partie de celui de la balance commerciale et ce dernier provient, partiellement également, d'une disparité entre les prix français et étrangers. Cette dernière proposition est, il est vrai, difficile à établir avec l'exactitude d'une relation de cause à effet. Depuis longtemps et même avant la guerre, la balance commerciale française était en déficit, sans que les prix français fussent vraiment supérieurs aux prix étrangers. Elle est d'ailleurs équilibrée en ce moment, mais ceci est dû aux Territoires d'outremer qui paient en francs et aux pays à devises faibles. Vis-à-vis des zones sterling et dollar elle est fortement déficitaire et seule l'aide américaine (notamment à l'occasion de la guerre d'Indochine) nous permet de continuer à commencer.

Le dernier trimestre de 1951 et le premier de 1952 ont connu un « boum » de nos exportations. Mais ces six mois ne sauraient constituer une période de référence : on exportait ce que l'on voulait, tous les pays reconvertissant leur économie après l'invasion de la Co-

rée du Sud. En février 1952, devant une situation qui s'aggravait, le gouvernement décidait de donner des primes à l'exportation; il avait déjà rétabli les contingents. En effet, le 16 avril 1948, dans l'euphorie du rétablissement économique et dans l'enthousiasme nouveau pour l'Europe, la France avait signé la Convention de coopération économique européenne, par laquelle elle s'engageait à libérer une fraction de ses importations privées en provenance des pays de l'O.E.C.E. qui, selon les termes du code de libération et, sauf difficultés spéciales de paiement, avait été fixée en dernier lieu à 75 %. En 1951 et 1952, nous étions revenus provisoirement sur ces dispositions.

Or, les pays de l'O.E.C.E. nous en voulaient beaucoup à ce sujet et, dans une résolution adoptée le 30 octobre 1953, le conseil de l'O.E.C.E. avait invité le gouvernement français à lui exposer les mesures qu'il aurait pu prendre pour parvenir à l'application de cette obligation. Les ides de mars constituant la limite pour une réponse, trois solutions restaient au gouvernement français. La première était de rester sourd aux objurgations de l'O.E.C.E. Nos voisins n'ont pas en effet toujours bonne conscience, car ils font leur possible individuellement pour déséquilibrer notre commerce et nous blâment du résultat de leurs efforts. Que gagneront-ils, en effet, à cette remise en ordre? La faire, c'est amener nos exportations à la mesure de nos importations, ils exporteront alors moins chez nous ou recevront plus de nos marchandises; et ce n'est certainement pas ce qu'ils cherchent. En réalité, ils espèrent augmenter leurs exportations vis-à-vis de la France sans recevoir plus de nos marchandises, espérant qu'un autre fera les frais de l'opération.

La deuxième solution eût été de dévaluer. Une impression générale, peut-être fausse et due à l'expansion économique d'alors, est qu'en 1950 nous avions des prix concurrentiels et que nous aurions pu alors avoir un commerce équilibré. La dernière proposition est sujette à caution car bien d'autres obstacles s'opposent à une modification en notre faveur du régime des échanges internationaux; mais la première est plus vraisemblable. Les hausses de septembre 1951 auraient alors augmenté les prix français d'environ 20 %. M. Pinay ayant choisi de faire baisser les prix sans dévaluer — mais ne l'ayant fait, ainsi que ses successeurs, que d'environ 5 % — il suffirait de dévaluer le franc d'environ 15 % pour revenir à l'équilibre. La troisième solution était de libérer les échanges en prenant des précautions appropriées. Cette dernière solution supposait une connaissance plus approfondie de la situation et c'est pourquoi, avant de s'y rallier, le gouvernement a demandé en février et en mars à la commission Nathan de lui expliquer les causes de disparité des prix français et étrangers. La commission n'a pas pu donner de références exactes. Les calculs auxquels elle s'est livrée ont été fort imprécis. Elle a d'abord disséqué les éléments des prix de revient, sous le scalpel d'éléments comptables fort discutés. Successivement furent incriminés le prix des matières premières, le coût des investissements, le rôle de l'autofinancement, les charges fiscales et à travers elles la politique des dépenses de l'État, et les charges sociales. L'autopsie faite, il restait encore un résidu comprenant le niveau des salaires, la production et le taux des changes, résidu devant lequel les experts ont séché.

Mais, ce faisant, deux phénomènes sont apparus. Le premier est que la dissection n'amenait à rien, sinon à

permettre à chacun d'incriminer le poste qui lui était sentimentalement le moins sympathique. Mais le second résultat est beaucoup plus positif : ce fut la révélation de la variété des conditions dans lesquelles se trouvaient les diverses activités. Certaines étaient favorisées en en France, d'autres mises en état d'infériorité pour les motifs les plus divers. Pour donner un exemple, l'égalité des salaires féminins et masculins, plus respectée en France que dans les autres pays, met en posture relativement plus mauvaise les industries textiles que la métallurgie.

Or, la politique gouvernementale demandait à la même époque trois sacrifices à l'activité textile ou plutôt prenait trois mesures l'affectant plus que d'autres secteurs : le relèvement des salaires inférieurs à 25 %, la détaxation des investissements (laquelle profite peu aux textiles et ne leur ouvre guère de débouché) et le contact avec des industries étrangères plus favorisées. Chaque profession fit rapidement son bilan de l'opération, qui était affecté par l'intimité de ses relations avec la sidérurgie, au sein de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.). Sur le plan gouvernemental, le ministre des Finances, gardien des devises, poussait à la libération. Celui de la Production industrielle, plus près des difficultés des industries, freinait le mouvement. Le compromis fut double. D'un côté le taux de libération, c'est-à-dire l'importance relative du commerce rendu libre passe de 18 % à 53 %, le chiffre de 65 % devant être atteint le 1er novembre; de l'autre, des précautions furent prises. Ces précautions s'éclairent quand on songe que le terme de libération ne veut pas dire suppression des droits de douane, mais des contingents. Les marchandises peuvent venir en quantité illi-

mitée mais peuvent être soumises à des droits, ce qui n'est pas si facile d'ailleurs, en raison de la complexité des engagements internationaux. Les précautions ont consisté à remplacer le contingent par une taxe spéciale et supplémentaire de 15 %, qui pourra être quelquefois abaissée à 10 %.

Reste à savoir la portée de cette substitution. En théorie elle paraît plus libérale; le terme est vrai s'il est pris dans son sens interne, car elle diminue le rôle que le gouvernement prenait dans l'équilibre des ressources et des dépenses en devises. A une protection aléatoire, elle substitue une protection fixe. En pratique, elle ne satisfait qu'à moitié nos voisins, mais nous donne un peu de répit. Sur le fond du problème, rien n'est résolu. Il reste à faire effectivement baisser les prix et c'est à quoi s'attachent les différents plans du gouvernement et, dans le plus court terme, le plan Faure de dix-huit mois. On verra, passé le cap de la C.E.D.[1], si une majorité se dessine pour faire admettre les sacrifices que comportent toujours une remise en ordre, et si ces plans — que nous reverrons — ont une chance de succès et donc si les mesures d'urgence prises auront servi à quelque chose.

JACQUES DUMONTIER.

1. C.E.D. : Communauté Européenne de Défense.

FRUITS DÉGUISÉS

(*suite*)

SOCIOLOGIE. — Toutes les armes sont à double tranchant, cela est bien connu; depuis le redoutable coupe-papier jusqu'à l'innocent canon de marine, dont la culasse s'amuse de temps en temps à éclater.

Tout l'art de l'assassinat, on l'a dit, est précisément de diriger vers la poitrine de l'adversaire le tranchant le mieux aiguisé. On pourrait anoblir ce vieux truisme, en disant qu'il exprime d'une certaine manière l'essence du matérialisme dialectique.

Le point est d'autant plus délicat lorsqu'il s'agit d'armes nouvelles. *La Vie Intellectuelle* a posé dans les « Azimuts » de ces derniers mois la question du bon usage de la sociologie religieuse; mais cette question se pose tout aussi bien à l'égard de la sociologie générale. Il est certes excellent de rechercher à l'intérieur d'une entreprise, ou comme l'ont fait les Américains à l'intérieur d'une armée, les causes des tensions entre les divers groupes; mais ceci fait, faut-il, comme on semble tacitement l'admettre, utiliser les techniques d'influence que la sociologie élabore nécessairement en même temps que les enquêtes d'information (car elles ne sont que l'envers de celles-ci) pour que les assujettis s'adaptent aux institutions telles qu'elles sont? ou faut-il modifier les institutions pour qu'elles s'adaptent aux désirs « naturels » des assujettis, à supposer que l'on puisse parler de désirs naturels?

La psychologie des enfants en est au même point

(mais les tendances paraissent curieusement inverses); il semble certain qu'en laissant beaucoup plus libre de s'exercer la spontanéité de l'enfant, on diminue le risque de conflits ultérieurs dans l'esprit de celui-ci; mais la société dans laquelle vit aujourd'hui l'enfant, celle dans laquelle il vivra adulte, seront-elles ravies d'intégrer ce jeune sauvage?

Bien entendu, les choix à exercer s'éclaireront progressivement au fur et à mesure que les sciences progresseront; mais ces choix impliqueront des jugements de valeur que les sciences sont impuissantes à fournir.

M. Prudhomme doit finalement décider — après une étude aussi soignée que possible du droit public, Jean Bodin et Montesquieu étant longuement compulsés — mais ce qui s'appelle décider, si son sabre servira à défendre la Constitution ou bien à la combattre.

POLITIQUE ÉLÉMENTAIRE. — Quand les Français constatent que le congrès de Versailles n'arrive pas à élire un Président de la République, et l'Assemblée Nationale à se décider sur la Communauté Européenne de Défense, ils accusent la loi électorale, l'émiettement des partis, à moins que ce ne soit le monolithisme de ceux-ci (ou les deux à la fois : mais c'est être très exigeant vis-à-vis d'une miette que de lui interdire d'être, en son particulier, monolithique).

Il y a cependant quelque chose que l'on pourrait enseigner à l'école primaire : que le système de la majorité ne résout pas tous les problèmes.

Supposons qu'une question comporte trois solutions que je baptiserai bleu-vert, vert-bleu et écarlate, qui ont respectivement 35 %, 29 % et 36 % de partisans dans le pays. Il est bien clair qu'on n'obtiendra, même par l'intermédiaire d'aucun système tant soit peu correct de représentation, de majorité absolue; et il est bien clair aussi qu'il serait absurde de choisir l'écarlate à la majorité relative : il a contre lui 64 % du pays.

Il n'y a pas de solution dans le cadre d'une « règle du jeu » quelconque — et les pseudo-solutions du genre « apparentement » ont bien montré leur vanité. A ma connaissance, les solutions sont au nombre de trois : la force; le mensonge, qui permet de faire croire à un nombre suffisant de gens que l'écarlate est quand même à peu près bleu-vert; et la vérité, accompagnée de la volonté d'entente, c'est-à-dire du consentement des citoyens à abandonner une partie de leurs préférences personnelles en faveur du bien commun.

C'est sans doute pour cela que Montesquieu disait que le ressort du régime républicain est la vertu. On dit que notre régime manque de ressort.

UN SECOND PROBLÈME SIMPLE. — Si, ayant critiqué l'impuissance du Parlement, vous vitupérez son incohérence, réfléchissez à ceci :

Une décision *A* est susceptible de recueillir une majorité : par exemple de bloquer le prix des loyers. Une décision *B* est également susceptible de recueillir une majorité, de composition différente : par exemple de restreindre les crédits à la construction d'État, ceci en vue de diminuer les impôts. Il résulte de $(A+B)$ une conséquence inéluctable *C*, à savoir que personne ne construit, ni les particuliers ni l'État, et que les possibilités de logement se restreignent; proposition qui, si elle avait été soumise au Parlement, n'aurait sans doute pas recueilli une majorité. On peut accuser d'inconséquence les quelques députés qui ayant voté *A et B*, auraient voté contre *C*; mais il est parfaitement imaginable que ceux (qui sont peut-être 10%) qui ont voté à la fois *A* et *B* sont justement ceux qui auraient pris leur parti de *C*; de sorte qu'un parlement composé de gens parfaitement sérieux, informés et perspicaces, peut très bien « être partisan » de deux mesures et refuser leur conséquence.

On aperçoit ici l'importance des ordres du jour et des

priorités de vote... genre de discussions qui paraissent au public byzantines, et que les spécialistes savent essentielles.

Morale ?

— Avoir une presse suffisamment intelligente et suffisamment véridique pour que les conséquences de chaque mesure, et des diverses combinaisons de mesures, soient nettement mises en évidence.

— Avoir des partis au sein desquels on sache que si l'on veut *A* et non *C*, il ne faut pas accepter B, etc.

— Et se dire que si la démocratie n'a pas le mérite de résoudre d'une manière satisfaisante toutes les questions, les systèmes politiques qui les résolvent trop bien ne sont pas sans inconvénients.

Le service public est pour beaucoup d'intérêts privés une admirable vache à lait.

Il est regrettable que cet animal ait perdu le réflexe du coup de pied.

On adore en France les belles idées bien générales; mais il serait jugé parfaitement indécent de vouloir en tirer des applications particulières : c'est vraiment le type du « coup bas ».

Donner à tous un juste salaire; mais pour moi, celui de mon voisin, plus quelque chose. Pour que soit reconnu ce mérite inimitable que je ne trouve qu'à moi-même.

La France a inventé qu'il fallait « faire l'Europe » et les Français sont très fiers d'avoir eu cette belle idée; ne demandez quand même pas à un industriel français d'admettre qu'un de ses confrères allemands installe une succursale à Quimper.

Le lapin est un animal renommé pour sa prolificité. Il y a aussi la mouche drosophile, chère aux généticiens. Mais il y a mieux, en France du moins : l'animal nommé précédent.

Les querelles en France sont, dit-on, toujours gram mairiennes. En tout cas, leur solution se trouve bie souvent dans le dictionnaire.

C'est ainsi que ce que l'on appelait au XIX^e^ siècl monopole s'appelle exclusivité; ce qu'on appelait avan le 4 août 1789 privilège s'appelle maintenant droi acquis. La différence, on le voit, est d'importance.

C'est d'ailleurs là un moyen de gouvernement impor tant. Le nombre de solutions possibles d'une questio est ainsi limité; aucune n'est assez bonne pour donne satisfaction à tout le monde; il vous faut donc reveni de temps en temps à une solution précédente, naguèr honnie. Baptisez-la d'un autre nom.

La langue française aurait grand besoin d'un équiva lent de « oversimplification ».

Ce n'est pas pour pouvoir parler plus commodémen de la bureaucratie; mais de la presse.

Il est bien connu que pour toute catastrophe (de che min de fer ou autre) on a absolument besoin d'un lam piste. La meilleure espèce est le lampiste mort, qui n proteste jamais.

Mais il n'y a pas que le « petit mort » qui soit utilisa ble; le « grand mort » rend de grands services : le phrases qu'il a prononcées de son vivant souffrent san difficulté l'interprétation... Il y a un tel exemple actuel lement chez les dictateurs d'outre-monts : le vivant cit le mort à tout bout de mur.

Seul, le « mort moyen » que nous ferons, vous et moi n'a absolument aucun intérêt.

(*A suivre.*)

PIERRE QUÉVREMONT.

SOCIOLOGIE ET PSYCHOLOGIE OU L'ARBRE DE LA SCIENCE « OBJECTIVE »[1]

Les enseignements du sociologue ressemblent-ils à des leçons de choses ? Théoricien d'une science *objective* des faits humains, Durkheim prétend déposer de la même impartialité « où sont physiciens, chimistes, physiologistes quand ils s'engagent dans une région encore inexplorée de leur domaine ». Il entend proposer un échantillon de cette science quand il rédige, à la première personne du pluriel, sa fameuse définition du crime : « Nous constatons l'existence... d'actes qui présentent tous ce caractère extérieur que, une fois accomplis, ils déterminent, de la part de la société, cette réaction particulière qu'on nomme la peine. Nous en faisons un groupe *sui generis*... : nous appelons crime tout acte puni et nous faisons du crime ainsi défini l'objet d'une science spéciale, la criminologie.»

Durkheim identifie ainsi l'action de Jésus chassant les marchands du temple, l'activité de Karl Marx et n'importe quel assassinat crapuleux (G, 21). Identification folle ? Sage ? Pour qui ? L'équation « révolutionnaire = criminel » vaut pour un conservateur. Elle

1. A propos du livre de L. Goldmann, *Sciences humaines et philosophie*, P.U.F., 1952 (désigné par la lettre G). Celui-ci détermine le point de départ de cette chronique sociologique et psychologique, mais n'est pas responsable de notre itinéraire. On espère cependant qu'il y retrouvera une partie de son propre chemin.

exprime ainsi l'appétit de conservation propre à celu qui l'enseigne en même temps qu'elle imprime cet appé tit dans celui qui l'apprend (G, 23). Vous demandie une loi au sociologue : il vous offre une règle pour con server, donc servir, la société dont il fait partie et don il se fait partisan. Tout de même, il vous offre un règle ment de police anticléricale quand il assimile Jésus un gangster. Gardien d'une cité que se défend contr la religion en l'attaquant.

Cette cité, ne la reconnaissez-vous pas? Peuplée d citoyens « radicaux », en un temps où l'appellation d radical-socialiste semblait contrôlée par une politiqu claire et distincte. Dans la science de Durkheim, vou trouvez la conscience (G, 29) de quelques bourgeoi français occupés à laïciser les écoles avant une pre mière guerre mondiale. En même temps que vous trou vez un produit sociologique historiquement et géogra phiquement défini, vous découvrez une nouvelle règl de la méthode sociologique : tout sociologue doit tra vailler à la sociologie de sa sociologie (G, 36). Tou sociologue doit donc s'efforcer de dire sa perspectiv sociale : « Pour moi, conservateur-athée-écrivain-fran çais-etc., chaque acte puni paraît un crime. »

Mais, comme quelques historiens — ses collègues — qui « ne veulent pas qu'on fasse l'histoire des histo riens[2] », Durkheim ne veut pas relier les proposition de la sociologie aux impositions de sa société. Il n veut pas réglementer des connaissances relatives. Veut il donc une connaissance absolue? Voudrait-il êtr comme un Dieu? Le voici qui prétend sortir de so cadre humain pour regarder « du dehors » des collec tions d'hommes. Pour ne plus voir que le « caractèr extérieur » de ceux-ci. Des « choses » nues. Des objets Il promet à ses disciples comme à lui-même une scienc objective.

2. C. Péguy, *L'argent*, N.R.F., 1932, p. 119.

Cette science tentante qui diviniserait des consciences ne paraît-elle pas inventée par celles-ci afin de se justifier? En égalant savamment Lénine à Landru, des usiniers s'autorisent à juger criminel tout ouvrier gréviste; en démontrant l'équivalence de Jésus et de Barrabas, des juges se donnent raison de condamner tous les chrétiens au supplice de la croix. L'impartialité des docteurs raisonnables semble une rationalisation de leurs partis pris. Ces docteurs imiteraient-ils l'alcoolique qui prétend boire pour soigner son foie et le commerçant qui lui vend à boire en alléguant la défense des hépatiques? Comme ce commerçant vérifie ses allégations par les attestations de clients crédules, ils se prouvent la vérité de leur doctrine par la multiplication des disciples qui la partagent. Comme ce commerçant au masque de thérapeute multiplie les ivrognes, ils propagent, en jugeant exclure de leur science tout « jugement de valeur », des partisans de leurs valeurs. Leur gros mot d'objectivité signifie propagande. Il leur permet d'appeler *propagande* la science des autres.

Un professeur de sociologie s'inquiète, partant, de lire dans le *Journal officiel* (qui lui enseigne à enseigner) que la première règle de ses cours « se réduit en dernière analyse à une obligation d'objectivité... dans l'expression des idées : elle ne peut donc s'opposer qu'à l'expression d'une pensée qui cesserait d'être un enseignement objectif et deviendrait purement et simplement une propagande ».

Ce *Journal* du 4 mars 1953 envelopperait-il le fruit aujourd'hui pourri que promettait de cueillir Durkheim? Il tient une promesse que celui-ci n'a pas tenue. « Trop bon sociologue pour traiter lui-même les faits sociaux de l'extérieur comme des choses » (G, 31), l'auteur des *Règles de la méthode sociologique* n'a pas succombé à la tentation des règles qu'il proposait. Ni lui ni Mauss ni Halbwachs ni M. Davy, « le dernier durkheimien » (G, 32), n'appliquent à l'étude des groupements humains

une théorie de l'objectivité qui les autoriserait, par exemple, à juger l'histoire des idées politiques sans participer idéologiquement à cette histoire.

Mais le serpent que Durkheim n'écouta point, des docteurs, en ce temps, l'écoutent. Et leur doctrine, lue et approuvée par d'autres docteurs, obtient l'*imprimatur* des gardiens hebdomadaires ou mensuels de la vérité : *Elle* et *Reader's Digest*. Comment alors ne pourrait-elle pas être entérinée par le *Journal officiel*? Elle s'applique en 1950 à une sociologie vieille d'un demi-siècle qui empruntait elle-même sa méthode à la physique du XVIII^e^ siècle. Faut-il la taxer d'anachronisme ou la qualifier de « réactionnaire »? Elle expose comme un chef-d'œuvre des temps démocratiques sa théorie de l'opinion.

Un sociologue appelle opinion : « L'attitude de gens sur un point quand ils sont membres du même groupe » (L. Doob, *Public opinion and propaganda*, 1948). Mais sa métaphore audacieuse n'évoque pas que des objections littéraires. Quelle pointe pique, en effet, ces « gens »? Celle d'une vérité arithmétique (deux et deux font quatre)? D'une vérité religieuse (Dieu est né dans une étable)? En un seul « point » les articles de science et de foi se concentrent avec les rumeurs calomnieuses. Quels « gens » y affluent? Des physiciens et des élèves de physique, des liseurs de l'Évangile et des lecteurs de journaux? Quelles « attitudes » publient-ils? Des attitudes d'instructeur ou de rapporteur? de maître ou de disciple? de savant, de croyant ou, comme on dit, de « bien informé »?

Un second psychologue corrige l'imprécision de son collègue, en désignant par le mot d'opinions, des « masses d'idées et de jugements dans une communauté, formulées de façon plus ou moins définie, relativement stables et produit de l'activité commune de plusieurs esprits » (O. Klineberg, *Social Psychology*, 1940). Mais cet amateur d'exactitude qui se satisfont des « plus ou moins » et des « relativement » ne nous dit pas exactement ce qui distingue les « jugements » d'avec les « idées ». Sans doute, parce qu'il ne veut pas savoir de *quelles* idées il parle. Pas plus qu'il ne veut reconnaître différentes qualités de la « stabilité » : qualité des lois, des dogmes, des traditions ou des modes. Cet aveuglement volon

taire lui permet de considérer comme une « activité commune » la passivité de gens qui ne font rien en commun. D'assimiler la passion ou des individus transmettent un bobard à la communion des fidèles et à une communication scientifique. D'identifier communauté et place publique. Identifierait-il donc la communauté religieuse des hommes qui participaient à une tragédie antique au public des cinémas?

La sociologie de ces sociologues accueille ceux-ci comme témoins d'une civilisation où croire est opiner, où opiner est savoir. Leur cité, d'une part, enseigne l'égalité de l'orthodoxie et du conformisme. D'où elle convertit la propagation de la foi en propagande d'idées. Ce qui permet réciproquement à ses gouvernants de traiter leurs laïcs serviteurs comme des apôtres et éventuellement de couper des uniformes nazis pour faire des tuniques de martyrs. D'autre part, la démagogie s'accommode mal d'une science sans cesse plus compliquée et plus spécialisée que s'approprient quelques élus. Celle des dictateurs dégrade pourtant l'art de penser; celle des démocrates élève l'ignorance en donnant à l'opinion des ignorants le rang du savoir. Les deux s'associent en temps de guerre quand, dans les ministères destinés à *informer* « l'homme moyen », fraternisent censure et propagande. La sociologie d'après-guerre serait-elle encore une **sociologie des temps de guerre?**

D. Krech et R. Crutchfield s'opposent à cette sociologie officielle quand ils distinguent trois espèces de « croyances » et osent avouer que la science objective n'a pas encore pu « déterminer objectivement dans quelle mesure... une croyance relève du savoir, de l'opinion ou de la foi » (*Théorie et problèmes de psychologie sociale*, P.U.F., 1952, p. 340). Mais ils perdent les distinctions audacieusement gagnées en ne notant dans l'opinion, la foi et le savoir que des différences de « vérifiabilité ». Sans doute, pour eux, la foi chrétienne ne paraît pas vérifiable; mais, pour un chrétien, elle est vérifiée. Ils confondent ainsi (p. 218) leur perspective avec celle des personnes dont ils parlent et introduisent cette confusion dans la sociologie où se confondent l'homme qui sait, l'homme qui sait qu'il ne sait pas et l'homme qui sait ce **qu'il ne sait pas.**

Comme Durkheim illustrait ses règles par la définition du crime, les nouveaux théoriciens de l'opinion illustrent leur théorie par une définition de l' « *atypicalité* » où ils proclament : nous constatons dans quelques

sociétés l'existence d'individus dont les jugements ne se conforment pas à ceux de la majorité, nous appelons atypiques ces individus qui se forment des opinions sans les modeler sur l'archétype de l'opinion moyenne, nous appelons également atypiques leurs opinions, et nous déterminons l'atypicalité de celles-ci en disant le nombre total d'éléments humains dont nous évaluons les opinions. Comparée avec la définition de Durkheim, cette définition ne semble-t-elle point porter le sceau du Progrès ? Non seulement, elle permet de confondre, à l'égal de la première, par une même cote d'atypicalité les saints et les assassins avec les anarchistes, mais encore elle confond le réactionnaire avec le révolutionnaire et celui-ci avec le révolté qui « a des sentiments » ou qui fait le rodomont, les crimes et délits avec les contraventions, l'amour des ennemis avec l'immoralité, un génie avec un original voir un idiot, la notion de personnalité avec le personnage qui se « singularise » par son excentricité [3]...

Lors donc qu'un soi-disant savant traduit sa définition « précise et positive » de l'atypicalité, en prétendant que celle-ci exprime « l'attitude de révolte de l'individu à l'égard des normes d'opinion », il se donne pouvoir de traiter indifféremment chrétiens, communistes, intellectuels ou homosexuels comme anormaux. Comme fous ! Attendez-vous à l'entrée officielle du psychiatre dans le palais de sa justice. Lorsqu'il associe les mots de majorité « typique » au mot démocratie et défend la valeur

3. Après avoir entendu ce pot-pourri d'airs psychologiques et sociologiques, on se demande comment G. B. Vetter a pu, en 1930, par des statistiques, établir une psychologie du *tempérament* atypique et déterminer quelques conditions sociales de l'atypie. Heureusement, les chiffres remédient aux chiffres, et M. Stoetzel, qui utilise « une méthode plus rigoureuse » que celle de Vetter, critique les conclusions de celui-ci et démontre mathématiquement que « l'atypicalité n'est pas vraiment conditionnée par des facteurs sociaux » (*Contribution à l'étude expérimentale des opinions*, P.U.F., 1943, pp. 81, 142).

de celle-ci, il transforme les malades atypiques en mauvais républicains. Son langage délivre permis de persécuter les minorités maléfiques. Craint-il que le psychiatre n'incline alors à croire que les persécuteurs ressemblent plus aux fous que les persécutés[4] ? Il le remplace par le gendarme. Il identifie ainsi l'anomalie à l'illégalité. La théorie des atypiques s'achève par la chasse aux sorcières.

Faut-il apprendre l'art de parler au commis voyageur de propositions savantes qui, parti de « toutes les opinions sont égales », arrive, par une route où les statistiques règlent la valeur de celles-ci, à juger quelques opinions anormales puis à violer la liberté d'opinion ? Faut-il précisément, en distinguant divers modes d'emploi du mot « anormal[5] », lui donner une leçon de sémantique ?

Apportée aux États-Unis par Korzybski (*Science and Sanity*), vulgarisée par Chase (*The Tyranny of Words*, 1936), pratiquée par Johnson et ses disciples (*Language and Speech Hygiene*, 1939; *People in Quandaries*, 1946), exposée scolairement par Hayakawa (*Language in Action*, 1941), apparentée à la grande famille anglaise du « néo-positivisme », ignorée en France, la sémantique ressemble à un chien révolutionnaire dans le jeu de quilles « objectives » des sciences sociales. Thérapeutique de la parole, elle se fonde sur une symptomatologie des différentes façons de parler pour ne

4. Le savant « objectif » ressemble ici étrangement à l'antisémite dont R. Loewenstein diagnostique la maladie (*Psychanalyse de l'antisémitisme*, P.U.F., 1952) : soit apparentée à la paranoïa, soit apparentée aux phobies et, spécialement à la démonophobie. L'*anti*-sémitisme lui-même ne désigne qu'une des valeurs de l'équation pathologique : *anti*-x. Anti-nègres, anti-bicots, anti-fonctionnaires, anti-prolétaires (E. Frenkel-Brunswik, R. Sanford, « La personnalité antisémite », *Temps modernes*, 1950). Les documents nazis publiés par S. Shentoub (*ibid.*, 1953) montrent comment des individus psychiquement « *prédisposés* à devenir *anti-quelque-chose* » deviennent antisémites en fonction des circonstances sociales.

5. Comme H. Wegrocki, « Acritique of cultural and statistical concepts of abnormality », *J. abn. soc. Psy.*, 1939.

rien dire : prendre des mots pour ce qu'ils désignent, des propositions particulières pour des universelles, des appréciations subjectives pour des descriptions objectives, employer des vocables hors texte alors qu'ils n'ont sens que par leur contexte, etc...

La médecine du langage qui diagnostique les emplois « fétichistes » des nombres, ne proscrit pas cependant toute mesure. Elle mesure l'incompréhensibilité d'un terme par le désaccord d'individus qui décident de son sens. Exactement, W. Johnson propose un « indice » de cette incompréhensibilité : $\frac{x}{y}$ où x signifie le nombre d'accords réels et y le nombre maximum d'accords possibles. Il calcule dividende et diviseur par la formule $(n - 1)\ 0{,}5\ n$, dans laquelle n dénote le nombre d'individus accordés. Exemple : 10 esthéticiens doivent désigner le plus « esthétique » de 4 tableaux; 3 désignent le tableau A, 5 désignent C, 2 désignent D, y vaut $(10 - 1)\ 0{,}5 \times 10$, donc 45. x vaut $(3 - 1)\ (0{,}5 \times 3) + (5 - 1)\ (0{,}5 \times 5) + (2 - 1)\ (0{,}5 \times 2)$, donc. 14. D'où, un indice de 0,31 qui nous apprend que le mot « esthétique » est peu intelligible dans la bouche d'esthéticiens. En revanche, dix menuisiers (ou même dix philosophes) se comprennent lorsqu'il parlent de « rabot » et de « scie » (indice : 1).

Que vaut alors une enquête de Gallup qui prétend divulguer « la façon dont les électeurs classent à tort ou à raison des hommes politiques », en proposant à plusieurs milliers d'électeurs de choisir parmi trois adjectifs — « conservateur, libéral, radical » — celui qui convient à dix de ces hommes ? Elle ne vaut rien. Collée sur le nom de Hoover, l'étiquette « libéral » a sans doute un sens (indice : 0,90), mais elle n'en a plus sur les noms de Dewey (0,26) ou de Roosevelt (0,24), et elle n'en a guère sur l'ensemble des dix noms (0,34). Les électeurs ne décrivent donc ni « à tort ni à raison » des candidats, car les mots qu'ils emploient ne décrivent rien. Demander un président « libéral », conclut Johnson, ce n'est pas *parler* politiquement : « C'est du lyrisme ! »

Un dictionnaire de la prose usuelle différencie : 1° une définition *statistique* de l'anormal : définition elle-même équivoque, car on peut appliquer le qualificatif *normal* soit à la « moyenne arithmétique » soit au « mode [6] », donc découvrir des normes soit dans la mé-

6. On appelle *mode*, dans une distribution de valeurs, la valeur (ou la classe de valeurs) la plus fréquente.

diocrité, soit dans la majorité; 2° une définition *pathologique*, aussi ambiguë que la première : anomalie signifie ou (*a*) maladie, ou (*b*) défaut; et ces deux significations paraissent aussi distinctes que les deux définitions : les mains ne consultent pas nécessairement un médecin sur leur stature défaillante, la denture moyenne des hommes contient des dents gâtées; 3° une définition *sociale* : semble anormal le citoyen que d'autres désapprouvent et peut-être réprouvent dans une cité où ces autres excellent par leurs qualités voire leur quantité; 4° une définition *légale* qui identifie normal à prohibé et à laquelle pend cet exemple : en temps de guerre, il n'est pas anormal de tuer son prochain.

Ces distinctions vous paraissent-elles évidentes? Elles ne vous le paraîtraient plus, si vous vous estimiez chargés de défendre par tous les moyens votre société contre des ennemis extérieurs ou intérieurs. Sans doute, dans ces conditions, un dictateur forcerait son peuple à porter quelque uniforme réglementaire; mais voudriez-vous vous parer comme lui du nom de fasciste? Pour ne pas paraître dicter les règles auxquelles se conforme la majorité des sujets, vous confondriez ces normes avec la norme sociale : ce qui permettrait d'imaginer, généralement, que M. Toulemonde donne tort aux opposants et, spécialement, que les soldats eux-mêmes condamnent les objecteurs de conscience ou que la masse (soumise) des ouvriers écrase les grévistes (rebelles). Imaginations belliqueuses? Qu'inventeriez-vous donc si la guerre n'était pas officiellement déclarée? En qualifiant la guerre officieuse de « froide », vous découvririez le grand moyen de juger vos adversaires comme traîtres. Et, pour justifier votre jugement, vous qualifieriez les condamnés de « non récupérables ». Vous les accuseriez donc d'un défaut congénital[7], et vous passeriez ainsi

7. Comme on accuse les Nord-Africains de quelque vice héréditaire qui détermine « naturellement » leur misère et leurs vols

de l'anomalie sociale à l'anomalie pathologique. Mais, dans celle-ci, vous passeriez aussi du défaut à la maladie. Les tribunaux qui opèrent une cité par ablation des corps atypiques ne ressemblent-ils pas en effet trop à des tribunaux militaires pour qu'on les laisse souvent se déclarer en temps de paix officielle? Plutôt que d'évoquer une guerre froide, vous camoufleriez le nom de guerre; vous inventeriez une injustice rectificative et corrective (puisque capable de transformer les ennemis en amis) dont le principe est « de considérer tous les opposants comme des malades, et de traiter les opinions subversives et l'esprit de révolte comme une forme de névrose [8] ». Et vous adopteriez la définition d'un médecin, où s'assemble toutes vos confusions, pour définir votre juste médecine : elle « concerne les déviations et leurs corrections [9] ».

Vous rencontreriez quelques psychiatres contemporains. Ceux-ci commencent par définir la psychiatrie comme diagnose, traitement et prévention des maladies mentales. D'où ils déduisent une autre définition : « Science de la santé d'esprit. » Puis, jouant avec les mots, ils passent de la santé-absence-de-maladie à la santé-toute-forme-de-bien-être. Ils se prétendent alors experts en des actes que l'on croyait étrangers à l'art médical; orientation scolaire et professionnelle, sélection des officiers, sélection des étudiants dans une Université... Ils s'appellent théoriciens de tous les « rapports entre personnes ». Davantage, ils appellent leur science, « science générale de la personnalité ». Davantage encore, ils l'appellent simplement « science du comportement » [10]. Science de toutes les formes de conduite, de celles dites « normales »

(H. Moscat, M. Péju, « Du colonialisme au racisme », *Temps modernes*, 1952).

8. M. Crozier, « Human engeenering », *ibid.*, 1951, p. 60.

9. D. Miller, « Is social psychiatry possible? », *Brit. J. Med. Psy.*, 1950.

10. N. Harris, *Psychological trends in modern medicine*, 1948, p. 126. W. Sargent et E. Slater critiquent « la tendance contemporaine de la psychiatrie à étendre indûment son domaine et des psychiatres à se considérer comme des experts universels » (*Physical methods of tratment in psychiatry*, 1944, p. 164).

comme des « anormales ». Mais de quel droit se jugent-ils compétents pour juger ces conduites ? Leur diplôme de docteur en médecine prouve leur valeur médicale, sans nécessairement les habiliter à pratiquer la psychopathologie et sans leur conférer la capacité générale d'expertiser toutes les activités humaines [11]. Ils se justifient par une hypothèse : psychoses et névroses « continuent » les procédés de l'esprit appelé sain; ces procédés ne diffèrent pas, par nature, des machinations d'un malade mental. Celui-ci qui perdait jadis sa figure humaine, parce que les fous ne paraissaient pas des hommes (mais des bêtes), la perd aujourd'hui, parce que tous les hommes semblent plus ou moins fous. La norme se trouve dans les écarts des anomalies. Et réciproquement ? Le médecin qui ne découvrirait dans la maladie que des variations quantitatives de la santé, regagnerait des doctrines disparues à la fin du XVII[e] siècle quand Sydenham conférait une distinction qualitative au pathologique.

Passez du conditionnel à l'indicatif. Vous voici indicateur de sociologues qui, d'une part, au service du gouvernement, livrent à celui-ci les « produits » commandés par l'armée, comme ils révélèrent naguère, afin de « contribuer à la victoire », l'état d'esprit de l'*American Soldier* [12]; ou qui, d'autre part, « conseillers compétents de sociétés par actions, de partis politiques... ou d'administrations publiques » (G, 35), travaillent à

11. Situation analogue : un agrégé de philosophie qui enseigne et pratique la psychologie appliquée n'est pas habilité par son agrégation à cet enseignement ni à cette pratique. Même lorsqu'il professe la « psychologie générale », il traite de ce qu'il ne connaît pas officiellement, mais dont d'autres ont une connaissance garantie par un diplôme : linguistique, histoire, géographie humaine... Il peut devenir dangereux si, psychologue de l'enfant, il usurpe, pour résoudre des problèmes d'orientation scolaire et de rééducation, le savoir du médecin. En avouant son incompétence, il demande à l'Université d'accorder ses programmes aux emplois modernes des universitaires.

12. Le lecteur français peut connaître la gigantesque enquête de Stouffer et de ses collaborateurs, intitulée *The American Soldier*, par l'ouvrage où R. Girod « indique » les « tendances actuelles des sciences sociales américaines » : *Attitudes collectives et relations humaines*, P.U.F., 1953.

augmenter les bénéfices d'industriels et, simultanément, à réduire l'opposition des syndicats ouvriers [13]. Que leur client se nomme État ou Ford, ils résolvent les problèmes posés par celui-là et ne les énoncent donc que dans les termes qu'il leur propose. Problème du soldat « dans les situations où le plaçait la guerre » : situations définies ni par sa vie personnelle et familiale ni par ses camarades et compagnons, mais par les impératifs du haut commandement. Problèmes de prolétaires révoltés contre le dompteur qui les abrutit, auquel répond un nouveau maître en établissant des « relations humaines » entre chef et subordonnés destinées à sauver son entreprise industrielle. Les équations des savants servent ainsi à la « défense de l'ordre établi [14] » (G, 32) et leur science se définit par sa cause finale : « l'adaptation des individus à la société existante » (G, 35).

Si quelques individus paraissent inaptes à leur société, il semble possible, en droit, de les adapter soit par transformation de la société, soit par réforme de leur personnalité; mais, en fait, le sociologue objectif, parce qu'il prend parti pour cette société, exclut le premier terme du dilemme; davantage, parce qu'il dissimule son parti pris, il tend à cacher la société elle-même. Ou lors il remplace les multiples conditions sociales de désadaptation par le mot abstrait « groupe », ou il extrait le nom « désadaptation » des propositoins qui lui donnent un sens. Écoutez-le qui utilise sans complément le verbe « ajuster » et traite ainsi d'un *ajustement* absolu : enfants ajustables, riches ajustés, révolutionnaires ou philosophes désajustés... Menteur par objectivité, il n'offense pas seulement le langage en substituant des

13. P. Fraisse, Y. Guibourg, Les « humans relations », *Esprit*, 1953, p. 795.

14. M. Dufrenne, *La notion de personnalité de base*, P.U.F., 1953, p. 64. Cette thèse est un exposé critique de la sociologie américaine.

énoncés impersonnels à ses appréciations personnelles, mais il le défigure en le remplaçant par un lexique : oublierait-il qu'on parle par phrases et non pas par mots? Il pourrait traduire avantageusement le terme isolé « adaptation » par *bla* et l'archipel de termes insulaires « adaptation au groupe » par : *blabla* ou *bla-blabla*.

Il appartient à une société de savants spécialisés dans la culture de vocables hors texte. Savants fameux par les études de réactions de leurs sujets à ces vocables. Non seulement, ils étudient les réactions verbales, mais aussi musculaires ou sanguines à des mots comme *mère, sang, amour, couteau, communisme...* Ils construisent ensuite des tables de réactions, jugées « normales » qu'utiliseront professeurs et policiers pour connaître les « anomalies » d'élèves et victimes d'une rafle. Or, ces savants enseignent d'ailleurs que l'emploi de mots isolés caractérise l'enfance ou le retour en enfance de névrosés; ils normalisent donc, par leur méthode empruntée à Jung d'*associations libres*, du pathologique. On espère qu'un sujet sain d'esprit leur répondra, quand ils lui diront *encrier* : « Quel encrier? De quelle marque? De quelle couleur d'encre? En bref, de quoi parlez-vous? Et à qui? Dans quelles conditions? »

Le savant, par sa barbarie (synonyme de *blabla*), change la sociologie en psychologie. Après arrachage des racines historiques, géographiques ou religieuses, que cultiver en effet sinon le psychisme des individus (G, 61)? Nous voici dans le jardin où poussent des « caractères » adaptés, bourgeonnent des « attitudes » et fleurisssent des « comportements » d'adaptation. Les mauvaises herbes du « désajustement » s'y réduisent à quelque « inaptitude d'esprit [15] ». Leur apparition s'explique par des « mécanismes » mentaux, donc personnels, de désadaptation : frustration, anxiété, tension intime, agressivité... Le jardinier des sciences objectives a enfin justifié l'intervention du psychiatre.

15. M. Barton-Hall, *The psychiatric examination of the school child*, 1947, p. 335.

Il se sent maintenant droit d'utiliser le vocabulaire de celui-ci pour enseigner que « l'état de prolétaire n'est qu'un... problème d'attitude psychique négative, apparentée à celle qu'on tient généralement pour typique du développement de l'enfant avec ses négations continuelles » (G, 36). Un problème de « régression infantile ». Celle-ci paraît propre aux névroses. Ne soyez donc pas surpris que les salariés se sentent exploités, car le « complexe d'exploitation » habite les constructions névrotiques de la personnalité [16].

Il habite donc les jeunes délinquants. Le psychiatre le découvre, comme d'autres complexes, par le seul examen clinique de l'enfant. Inutile de connaître l'école, la famille, les voisins et généralement les circonstances sociales qui éduquent celui-ci ! Sans doute un médecin n'a pas besoin pour diagnostiquer une bronchite d'enquêter dans les quartiers où vit son malade; mais le psychologue, soucieux de *rééduquer* des enfants, « a presque toujours plus affaire à une situation qu'un patient » (C. Burt, « Research in child guidance », *Brit. J. educ. Psy.*, 1953, p. 13). Sa thérapeutie vise plus souvent un milieu qu'un individu. Les Anglais le démontrent, par leur langage, lorsqu'ils substituent l'expression d' « enfants handicapés » à celle d' « enfants désadaptés » (cf. C. Burt, M.. Howard, « The nature and causes of maladjusment among children of school age », *Brit. J. psy. Stat.*, 1952), et, par leurs institutions, lorsqu'ils invitent les apprentis psychologues à vivre et travailler dans des quartiers populeux.

Comment appliquer ces offres des théories psychanalytiques? En demandant le rattachement des îlots psychiques aux continents dont une science catastrophique les sépara. En ajoutant à la psychologie individualisante un appendice qui paraît relier les individus aux sociétés. Un appendice qui, pour ne pas contrarier cette

16. K. Horney, « On feeling abused », *Amer. J. Psychoanal.*, 1951. Opposer aux complexes prolétariens scrupuleusement décrits par S. Ligier (*L'adulte des milieux ouvriers*, Éditions ouvrières, 1951).

psychologie, doit être un mode des substances individuelles. Fabriqué avec les « personnages » représentés dans celles-ci : père, électeur, soldat, ouvrier, mâle... On appelle « rôles » ces fonctions sociales des atomes humains. On invente ainsi une *psychologie sociale,* où le concept de rôle [17] semble aussi officiel que celui d'ajustement, qui doit apprendre aux personnes à bien jouer les personnages qui leur sont naturellement (traduisez : par une civilisation qui ne peut pas se tromper et dont on ne prononce pas le divin nom) départis.

L. Cottrell, dans un article vulgarisé par plusieurs manuels de psychologie sociale, écrit : « Le degré d'ajustement aux rôles qu'une société distribue..., est fonction directe [18] de la clarté avec laquelle ces rôles sont définis... [19], de la cohérence avec laquelle les autres montrent à un individu les conduites exigées par son rôle... » (« The adjustment of the individual to his age and sex roles », *Amer. Soc. Rev.,* 1942). Si donc des prolétaires dégringolent les degrés de l'adaptation, c'est que le metteur en scène ne leur a ni clairement défini ni montré comment interpréter le personnage de l'ouvrier. Prise à la lettre, la métaphore du « rôle » permet de substituer au travail (et à son enveloppe politico-économique) la représentation théâtrale du travail. Les psychologues qui usent de cette prestigieuse métaphore confondent l'homme qui « joue » à la sueur de son front, pour vivre, le personnage de marin, avec les enfants qui jouent *au* marin ou avec les bourgeois en vacances qui jouent *à être* marins. Sans doute, enfants et bourgeois infantiles semblent peu capables de tenir ces rôles; mais Cottrell remarque : « Le degré d'ajustement aux rôles est fonction indirecte de la différence entre les aptitudes de l'individu et celles exigées par ses rôles. » Et il ajoute, puisque l'individu éprouve cette diffé-

17. Dont T. Newcomb paraît un des plus fameux champions : l'index de sa *Social Psychology* (1952) donne aux « rôles » un tiers du livre.

18. R. Girod, *op. cit.,* pp. 310-311. Lire les commentaires concordants de Crozier, Fraisse et Dufrenne.

19. Le *British Journal of Psychology* se réjouit d'apprendre la naissance du livre de R. Lindner (*Prescription for Rebellion,* 1953) qui ose enfin fonder l'éducation « sur le droit de protester plus que sur le devoir de s'ajuster ».

rence comme privation d'un rôle convenable : « Quand le rôle paraît trop frustrer la satisfaction de besoins fondamentaux, l'ajustement est fonction directe : *a*) de la façon de définir le frustrateur comme moyen d'accéder à un autre rôle qui promet la gratification désirée; *b*) du pouvoir de substituer d'autres gratifications à la première. » En termes moins galants, dites au plongeur que le lavage de vaisselle lui permettra de devenir propriétaire de plusieurs hôtels sur la Côte-d'Azur, ou dites aux mineurs qu'ils doivent se réjouir de travailler au salut du pays alors que de riches fêtards se lamentent d'être inutiles. Si plongeur et mineurs ne sont pas alors contents, c'est leur faute. S'ils se sentent encore frustrés, c'est sûrement que leur moteur mental ne tourne pas rond. Il faut les psychanalyser [20].

La psychologie sociale paraît en France d'autant plus objective que ses articles ne portent généralement point la remarque partitive *Made in France* : importés des États-Unis où la science ne craint pas de les relier officiellement à la civilisation américaine, ils perdent en passant l'Atlantique leur relativité. L'*American way of life* gagne ainsi une valeur absolue.

Car elle diffuse, par traditions ou mœurs, ces idées conservatrices et conformistes qui reflètent « l'idéologie actuellement dominante dans les milieux satisfaits » et que précisent des docteurs assurés de « pouvoirs actualiser l'idéal américain par l'humanisme scientifique ». D'où son adhésion au dogme de la toute-puissante éducation des individus, par la médiation exemplaire du *self made man.*

Watson écrit : « Donnez-moi une douzaine d'enfants en bonne santé... et, si j'en prends un au hasard, je promets de

20. Ce qui ne signifie pas que *toute* psychanalyse soit destinée à servir aveuglément et mettre en conserve l'ordre social. Cette chronique n'emprunte-t-elle point plusieurs concepts à une psychanalyse qui a pour principe le retour à la lucidité du psychanalysé ? Quand on parle de psychanalyse, il faut différencier : 1° les théories psychanalystes; 2° les thérapeuties; 3° les conceptions de la fonction propre au psychanalyste; 4° les psychanalystes.

le dresser à devenir... ce que vous voudrez, médecin, juriste, artiste, marchand et même mendiant ou voleur, quels que furent les talents, les aptitudes, les vocations ou la race de ses ancêtres » (*Behaviorism*, 1930, p. 82).

Mais quels hybrides produiront ces plants yankees greffés sur des sujets français où fleurissent après bourgeons individualistes la diversité des personnes et la croyance aux réformes sociales, alors que leurs riches horticulteurs ne connaissent plus la confiance qui anime aujourd'hui le « capitalisme technocratique » américain : « Tout est possible à qui a les moyens..., il n'y a point de... passé dont on ne puisse se détacher, point d'habitude qu'on ne puisse inculper [22] » ?

Le scion s'insère en France par la fente des mathématiques. Car les chiffres qui circulaient déjà dans la sociologie durkheimienne nourrissent aujourd'hui la psychologie en général et la psychologie sociale en particulier. Quatre-vingt-treize articles sur cent du *Journal of abnormal and social Psychology* publient des rapports numériques. Avec ceux-ci, ils offrent la quiétude à des citoyens que leur civilisation tremblante inquiète. Ils séduisent, par des réponses définies, le professeur lassé de poser indéfiniment des questions. Ils rassurent l'instituteur, en substituant aux impressions subjectives d'un pédagogue, des « expérimentations scientifiques définies en termes scientifiques ». Ils tranquillisent tous les psychologues-professionnels ou amateurs, désintéressés ou négociants — qui n'osent plus répondre d'analyses psychologiques que contestent d'autres analystes. Ils donnent la paix par l'irresponsabilité. Et les rece-

22. M. Dufrenne, *op. cit.*, pp. 111-112. Dufrenne montre aussi comment l'œuvre de Margaret Mead s'oppose à cette conception dont la sociologie américaine généralement légalise les produits. On regrette que les traducteurs français n'aient encore publié que de petits fragments de cette œuvre (*Esprit*, 1946; *Temps modernes*, 1951; *Manuel de Psychologie de l'enfant*, édité par L. Carmichael, P.U.F., 1952, t. II).

veurs sont d'autant plus paisibles et irresponsables qu
généralement inexperts en mathématiques, ils sont inc
pables de discuter les chiffres offerts. Les voici qui rep
sent dans la joie des tests d'aptitudes ou d'attitudes
des questionnaires de personnalité.

Quelques nuages ne s'introduisent-ils cependant poi
dans leur sérénité ? Les honnêtes fabriquants de leu
appareils de mesures leur répètent que l'examen psych
logique commence et ne finit pas avec ceux-ci [23], et
les mettent en garde, premièrement, contre leur mép
des qualités en déclarant que l'établissement de var
bles quantitatives n'inclut point l'ignorance de ce q
n'est pas quantitatif, deuxièmement, contre leur amo
aveugle des quantités en dénonçant des mensuratio
erronées et en travaillant à corriger les mesures prop
sées [24]. Pour oublier ces avertissements inquiétants,
psychologue monte vers des calculs mathématiques do
il n'aura pas à interpréter les résultats, car il se s
incapable de les comprendre. Il atteint aux nuées d
« corrélations [25] ». Il les dépasse. Il entre dans les cie
ésotériques de l' « analyse factorielle » où la machine
calculer de Cattell met six mois à extraire quelques fa
teurs de soixante tests imposés à plusieurs centaines
sujets.

Quel usage fera-t-il de l'article où ce même Cattell q
cherche les principales tendances de l'homme, en découv

23. C. Burt, *Mental and scolastic tests*, 1921, p. xv. De mêm
aujourd'hui S. Asch : l'étude quantitative est nécessaire, mais n
pas suffisante (*Social Psychology*, 1952, p. 532).

24. En 1936 des experts en sondages d'opinions s'accordaient
diagnostiquer de multiples symptômes d'erreurs dans leurs sond
ges. Trois sur quatre jugeaient mauvaises les questions posées. I
1953, après avoir lu l'ouvrage de S. Payne, qui mérite traduction (*T
art of asking questions*, Princeton, n. Press), on a l'impression q
la plupart des questionnaires employés par les psychologues franç
sont trompeurs.

25. On appelle *corrélation* une espèce de relation entre variab
caractérisée par les variations concomitantes de leurs valeurs.

neuf sans trouver ni la faim ni le besoin de dormir (« The discovery of « ergic » structure in man », *J. abn. soc. Psy.*, 1950) ? Il l'emploiera à disculper les colons qui affament les ndigènes ou le garagiste dont les ouvriers se couchent à ine heure du matin et se lèvent à cinq heures. Il universalisera ainsi les rassasiements de quelques étudiants américains. Car Cattell opère mathématiquement des tests éprouvés par ceux-ci, et les résultats de l'opération dépendent, non seulement des problèmes proposés par les tests, mais encore de ceux qui se résolvent. Les solutions de Chinois ou Égyptiens sous-alimentés et de guerriers sans sommeil produiraient d'autres résultats. La plus belle analyse factorielle du monde ne peut donner que ce qu'elle a.

Qu'est-ce, en effet, qu'un *facteur* ? Burt répond : « Ce que les analystes cherchent et trouvent » (*The factors of mind*, 1941, p. 210). Où ? Dans des tests qu'ils choisissent. Que cherchent-ils ? Le moyen le plus économique de décrire les conclusions de ces tests. Ils cherchent partant à découvrir mathématiquement le plus petit nombre de principes qui leur permette de rendre compte du plus grand nombre de variations. Ils ne trouvent donc que des facteurs *logiques*. Burt les apparente aux catégories scolastiques : genre, espèce, propre et accident. « Les facteurs ne sont ni des organes ni des propriétés isolées de l'esprit, ni des aptitudes, ni des traits, ni des pouvoirs ou énergies. Ce sont des principes de classification » (p. 227). Comme les longitudes ou latitudes et les indices du coût de la vie.

Mais des psychologues, moins prudents que Burt, s'emparent des artifices logiques du mathématicien. Ils conçoivent les facteurs comme des « aptitudes fondamentales » ou comme des « énergies » de l'esprit. Ils les nomment : intelligence, vouloir, lucidité, timidité, confiance en soi, influence, dépression mentale, hypersensitivité... Mais ils ne s'accordent ni sur les noms ni sur le nombre de ces facultés. Ils interprètent celles-ci différemment en prenant parti pour des psychologies différentes. Leurs interprétations supposent donc des mêmes appréciations « subjectives » que les *philosophies* auxquelles elles prétendent opposer une science objective.

Davantage, elles supposent une philosophie qui paraît anachronique. Car la traduction de facteurs isolés en langage psychologique mène à l'hypothèse suivante : « On peut identifier les phénomènes mentaux en termes de fonctions distinctes qui ne participent pas toutes également aux opérations de l'esprit » (L. Thurstone, *Multiple factor analysis*, 1947, p. 57). On ramène ainsi la psychologie à la théorie des facultés que perfectionnait jadis Gall lorsqu'il vou-

lait expliquer par « les différentes proportions » de vingt-sep facultés indépendantes les différences entre individus. Wunc et Binet avaient, à la fin du XIX^e siècle, encore quelque ra son de croire à cette théorie et donc d'identifier l'esprit ses meubles; mais elle a été assez discréditée en Europe a XX^e siècle pour que sa réapparition dans l'analyse factoriell semble inacceptable. Des psychologues qui la reçoivent inno cemment en acceptant les traductions psychologiques d cette analyse, la refuseraient s'ils pouvaient pénétrer les buis sons épineux des mathématiques qui cachent sa résurgence

Une théorie propre aux Américains dont la traditio populaire ne distingue guère des classes sociales, e portée par le flot d'un langage arithmétique qui no toute distinction qualitative de classes dans des varia tions quantitatives, paraît, en France, vérifier les op nions d'hommes rangés dans une classe sociale dont le individus prétendent nier l'existence des classes. Ce hommes que les porte-parole d'autres classes qualifier de bourgeois, qualifient de vérité scientifique la théor qu'ils appliquent pour avérer leur prétention.

L'application ressemble à la solution d'un problèm verbal : trouver quelques synonymes du mot « classe qui désignent des groupements traduisibles en terme mathématiques. Ce problème semble double : généra lement, *réduire* ce qui est classe sociale à ce qui n'e pas classe sociale[26]; spécialement, *réduire* ce qui n'e pas classe sociale à ce qui est classement quantitati La solution paraît donc double : conversion des classe en rassemblements professionnels, économiques voi même familiaux[27], version de ces rassemblements e

26. P. Sorokin publie un tableau de ces réductions dans *Society Culture and Personality* (1947). Les *Cahiers internationaux d Sociologie* (1947) en offrent une présentation française dont o doit dire qu'elle ressemble fort à un abus de confiance. Lorsqu M. Goldmann croit critiquer Sorokin (G, 42, 99), il critique le faux sens et contresens du traducteur.

27. Les psychologues qui cherchent non seulement un « critèr extérieur » de la classe, mais encore un critère « simple », s'a

langage chiffré de revenus et de dépenses. Au creuset des calculs, bourgeois et prolétaires se volatilisent. Restent « les transitions infinitésimales des nombreux standards de vie » (G, 96). Vive alors la démocratie : tous les hommes « sont plus ou moins » de même espèce sociale.

L'expression fameuse de lutte des classes ne désigne donc plus qu'un conflit parmi d'autres : analogue à la concurrence de deux sociétés commerciales, à l'opposition de deux clientèles, à la compétition sportive de deux clubs [28]. Conflit d'une collectivité avec une collectivité rivale, moins objectif d'ailleurs que les conflits des individus de chaque collection. La science ne mesure-t-elle pas, dans un groupe, des variations plus grandes qu'entre ce groupe et un groupe supposé (par les ignares) différent ? « Même dans un groupe élémentaire, les différences sont plus impressionnantes que les conformités, l'exception est plus fréquente que la règle [29]. » Il est donc bon de réformer des individus dont les particularités paraissent mauvaises. La science du bien et du mal ne parle pas de réformer les sociétés.

S'il n'y a pas de classes pour la conscience d'un bourgeois (G, 66), il y en a pour la conscience des prolétaires. La psychologie qui défend celle-là doit donc s'attaquer à celle-ci. Elle opérera sa réduction par la méthode objective des « questionnaires ». Demandera-t-elle naïvement : « A quelle classe croyez-vous appartenir ? » Non : les réponses seraient probablement inclassables. Demandera-t-elle : « Vous croyez-vous bourgeois ou

cordent à trouver ordinairement celui de l'*occupation* (P. Hatt, « Occupation and social stratification », *Amer. J. Soc.*, 1950), Jahoda la lie mathématiquement au lieu d'habitation et au niveau d'intelligence. Mais il dit ainsi caractériser une « position sociale », et ne veut pas parler de « classe » (*Brit. J. Psy.*, 1953).

28. M. Dufrenne, *op. cit.*, p. 237.

29. C. Kluckhohn, H. Murray, *Personality in Nature, Culture and Society*, 1947, p. 334.

prolétaire? » Non : puisque de nombreux individus nient l'existence des classes quand on nomme celles-ci bourgeoises et prolétaires, il faut changer de « nomenclature » et prendre des noms qui permettrent universellement de distinguer les classes — si elles existent. Quels noms? Le psychologue emploie des noms que n'emploient pas ceux qui se sentent classés. Pourquoi? Comme ceux-ci ne se classeront probablement pas avec ces noms, il pourra en déduire qu'ils n'ont pas « conscience de classe ». Il demande donc à des ouvriers : jugez-vous appartenir à la *classe supérieure* ou à la *classe moyenne*? Quatre-vingt-dix sur cent jugent appartenir à la classe moyenne[30]. Il n'y a, partant, mathématiquement pas de classe laborieuse. C.Q.F.D.

Les études de R. Centers (*The psychology of social classes*, 1949) prétendent démontrer qu'il y en a une, avec le même questionnaire auquel elles ajoutent une question : « Si on vous demandait d'employer un des quatre noms que voici pour définir votre classe sociale[31], lequel choisiriez-vous : moyenne, inférieure, travailleuse ou supérieure » (« Nominal variation and classe identification », *J. abn. soc. Psy.*, 1950, p. 196). Ce questionnaire évoque l'énumération d'un chimiste qui reconnaîtrait quatre éléments : l'hydrogène, l'oxygène,

30. G. Gallup, H. Cantril, « Identification with social and economic class. », *J. abn. soc. Psy.*, 1943. L. Warner divise par deux les trois classes de Gallup et Cantril. Les psychologues de la vie sociale aux États-Unis utilisent généralement ses six classes. Celles-ci sont prudemment critiquées par M. Dufrenne. On les comparera aux classes découvertes dans *Middletown* par le long examen historique de H. et R. Lynd : d'un côté, les salariés; de l'autre, les propriétaires du « pouvoir ». Il paraît symptomatique que les traités récents de psychologie sociale, qui exposent les enquêtes scientifiques de Warner et les questionnaires également scientifiques de Centers, dédaignent Lynd : Hartley (1952) offre trois lignes à celui-ci, Newcomb et Asch ne lui offrent rien.

31. Noter le conditionnel révélateur : « Si on vous demandait... » Centers avoue que sa question ne correspond pas au contexte habituel du répondant. Mais Blankenship nous a appris que les « recherches d'opinion » fondées sur de telles questions n'ont aucune valeur (*Consumer and opinion research*, 1943).

l'azote et le jus d'orange. Que nous apprend-il ? Que la majorité qui choisissait le mot *moyenne* choisit maintenant le mot *travailleuse*.

Mais Centers nous apprend heureusement pourquoi il a jugé bon d'introduire celui-ci dans la liste de Gallup. Parce qu'il a « découvert » (!) qu'en demandant « Comment appelez-vous la classe où vous appartenez ? » à des travailleurs, ceux-ci lui répondaient : « A la classe travailleuse » (p. 197). Ils répondent aussi « à la classe laborieuse ». Centers aurait-il découvert deux nouveaux continents ? Plutôt que d'exposer ceux-ci, il préfère consulter un dictionnaire (!). Ce dernier lui enseigne qu'on parle de travailleurs intellectuels (*white collar workers*), non d'intellectuels laboureurs ou laborieux (*laborers*) (p. 198). Il y a donc deux classes. Quelques tours de statistique font apparaître dans l'une, généralement, les hommes qui travaillent pour vivre, dans l'autre, spécialement quelques travailleurs. Quels travailleurs ? Les « prolétaires » : manœuvres, ouvriers d'usines... (p. 204). Lorsque Centers constate que l'adjectif « laborieux » qualifie la majorité des prolétaires et s'étonne que les prolétaires choisissent plus souvent « travailleur » que « laborieux » (p. 199), il suppose une classe prolétarienne que ne peuvent distinguer ses études démonstratives.

Ce qu'il fallait démontrer, c'est que tous ces misérreux abrutis par le travail ou le chômage, auxquels des philosophes veulent communiquer lucidité et énergie révolutionnaires, n'ont aucune raison d' « enlever » (*aufheben*) notre société puisqu'ils ont même conscience sociale que vous et moi. Et, pour le démontrer : 1° vous leur posez des questions et, parce que vous acceptez leurs réponses, vous paraissez publiquement accepter leur perspective : mais, 2°, vous énoncez ces questions dans votre perspective : et c'est donc, 3°, leurs réponses à *vos* questions, que vous jugez traduire *leur* perspective. Vous fabriquez l'impartialité du psychologue en confondant les langages de deux partis.

Craignez toutefois que la psychologie fabriquée ne se retourne contre vous pour dénoncer votre partialité. Si, en effet, calmé par sa classification lénitive, vous désirez célébrer cette classification en examinant quel-

ques échantillons des classes *supérieure, moyenne* et *inférieure*, vous constatez [32] que les représentants de chaque classe inventent des termes différents pour définir les classes. Ne découvrez-vous pas ainsi votre propre classe sous votre définition des classes? Et, avec elle, la relativité de votre classification? Et, avec cette relativité, les relations que vous instaurez vous-mêmes dans la société? Pour cacher cette découverte, il vous faudrait adopter le slogan d'un notable Menteur : je dis absolument que tous les discours sont relatifs [33].

Partout, les psychologues dégringolent l'arbre de science absolue où ils devaient monter sur les échelles des statistiques. Ici, des savants anglophiles recueillent soixante réponses favorables à l'Angleterre sur cent, alors que les anglophobes n'en recueillent que quarante quatre. Là, des noirs réagissent soixante-deux fois sur cent par *oui* à la question d'un blanc, mais ne réagissent que trente-deux fois quand un noir pose la même question. Ailleurs, le nez, le nom, les gestes, le costume de l'enquêteur influent numériquement sur les résultats de l'enquête. Parlerions-nous à un employé apparemment sémite et nommé Jacob qui nous demande officiellement « Pensez-vous qu'il y a trop de juifs dans les emplois officiels? » comme nous parlons à un psychologue marseillais [34]? Un professeur, à tête montée sur col dur et abritée sous chapeau mou, reçoit les opinions « conservatrices » d'ouvriers qui transmettent cependant des opinions révolutionnaires à un auditeur vêtu de salopette et casquette [35]. Les distributions statistiques sont fonction sociale du distributeur.

Même celles de l'intelligence. Car les expérimentateurs qui calculent le niveau intellectuel des écoliers,

32. Comme A. Davis, B. et M. Gardner, *Deep South*, 1941.
33. Cf. *L'existence d'autrui*, P.U.F., 1951, pp. 24-25, 235, 275, 277.
34. Enquête de Robinson et Rohde (1946).
35. Enquête de Katz (1942).

constatent que ce niveau « varie », non seulement avec le milieu social de ces derniers [36], mais encore avec leur propre niveau social [37]. Ils désiraient, enfermés dans les murs blancs d'un laboratoire, paraître purifiés des bonheurs ou malheurs civiques [38], ils voulaient, dans leurs sanctuaires, construire des tests purement scientifiques dont les notes, insensibles à l'éducation et à la culture comme aux émotions ou au caractère des individus, mesurerait la seule intelligence : mais en calculant la fidélité et la validité de leurs tests, ils retrouvent à la fois les représentations collectives et les appréciations personnelles qu'ils prétendaient expulser. Chassez la conscience de la science, elle revient au galop!

Encore faut-il ne pas fermer les portes de l'écurie ! C'est-à-dire : ne pas interrompre l'écurage scientifique. Si des instituteurs glorifient aujourd'hui l'objectivité du « quotient intellectuel » fourni par le test de Binet et Simon, c'est parce qu'ils ignorent ou veulent ignorer toutes les explorations

36. Il faut lire, dans *Enfance* (1951, 1952), les critiques des tests proposées par G. Snyders. Leur sévérité paraît juste lorsqu'on entend un psychologue affirmer : « la majorité des psychologues » pense que « les différences dans le choix des professions et dans le succès professionnel sont déterminées, en partie, par l'intelligence » (Carmichael, *Manuel de Psychologie de l'enfant*, 1952, p. 939). Mais « en partie » signifie peut-être que les différences dans les professions déterminent l'intelligence des petits ouvriers et paysans ou des fils de professeurs.

37. Enquête de Sacks (1952).

38. Le psychanalyste Flugel nous a appris que les personnes peu douées de compréhension d'autrui « compensent leur infériorité en devenant psychologues ». Et le psychologue Pear, qui nous a constamment demandé d'étudier des « trivialités » (conversation, mode, amitié, chômage...), nous mettait en garde avant guerre contre une objectivité « puritaine » qui signifie manque de charité : « Le laboratoire peut servir de refuge à des penseurs dont l'affection pour les hommes est au-dessous de la normale. De jeunes insociables peuvent sauter sur la chance d'étudier l'homme... dans la tour d'ivoire d'un laboratoire, plutôt que face à face dans le monde réel où ils pourraient avoir à manifester enthousiasme, voire sympathie, et même risquer de paraître ridicules... » (*Brit. J. Psy.*, 1940, p. 123).

quantitatives du test depuis quarante ans. Faut-il les accuser de « *rigidité* » mentale ? De la même rigidité dont témoignent des philosophes intolérants, eux, à la psychométrie qui condamnent toute intrusion des quantités dans leur royaume? L'histoire même de la notion de rigidité mentale démontre la mobilité des produits psychologiques.

Avant guerre, en Allemagne, Jaensch distingue deux archétypes humains : un type J, inflexible, qu'incarnent les nazis; un type S, malléable et très français. Ces deux héros passent, après guerre, l'Atlantique. Mais la démocratie intervertit leurs rôles : S, par sa souplesse, devient l'éducable, et, par suite, l'adapté; J devient le traître. Dans de nombreux articles, M. Rokeach examine ce dernier. Il le définit par l' « incapacité de restructurer un champ où il y a des solutions contraires à un même problème » (*J. abn. soc. Psy.*, 1948). Il démonte ses machinations dans les préjugés raciaux. Il démontre, par un test de Luchins, que la « rigidité » caractérise en toutes circonstances quelques individus (*ibid.*, 1951). Ce trait de rigidité mentale paraît en 1952 une vérité apodictique. Mais en 1953 R. Brown emploie le même test que Rokeach sans retrouver ses résultats; puis E. Levitt et S. Zeylen prouvent que le test employé ne peut mesurer la rigidité (*ibid.*, 1953). Celle-ci s'explique par les conditions de l'expérimentation : Rokeach imposa une telle « tension » à ses sujets que quelques-uns se « défendirent » par des réponses stéréotypées. La rigidité de ces dernières paraît donc aujourd'hui fonction des circonstances. Comment apparaîtra-t-elle demain ?

Moralité : en un temps où les psychologues obéissent aux commandements de Thorndike : *Tout ce qui existe est mesurable — Savoir, c'est compter,* ils ont le premier devoir de contester les nombres d'un savant et d'un jour avec d'autres nombres [39]. Leur devoir de protestation se divise : travailler à la détermination progressive de ce qu'on appelle les « faits », apprendre à interpréter les faits. Pratiquement : ils n'ont jamais le droit de proclamer les résultats d'un test, sans avoir, sinon eux-mêmes éprouvé le test, du moins, premièrement, comparé ses résultats avec les résultats d'autres tests, deuxièmement, étudié l'anatomie du test, troisièmement, compris les circonstances où il fut fabriqué et appliqué.

Ne dites donc jamais : « Des expérimentations scientifiques

39. D'autant plus que le *Psychological Bulletin* démontre, en novembre 1949, les erreurs statistiques de onze études psychologiques sur quatorze.

démontrent que... » Dites : « M. M, au jour J, dans une situation S, par une expérience E, sur des sujets S, découvre que... » On ne reçoit pas la psychologie de seconde main : on la refait ou on la fait, soit en maniant les textes originaux, soit en maniant les instruments d'expérimentation.

Si vous prenez à partie maintenant le docteur dont la conscience escamote les classes sociales et qui escamote cette conscience, c'est que vous prenez parti pour la conscience de classe. Si naguère le jugement du Durkheim vous paraissait confondre Babeuf avec Dominici, c'est que vous étiez partisan de distinguer un communiste d'avec un criminel. Si généralement vous démasquez la partialité de psychologues et sociologues travestis en mathématiciens objectifs, ce n'est pas objectivement : c'est au nom d'une psychologie et d'une sociologie particulières. Vous ne possédez pas la science universelle du bien et du mal.

Quelle raison alors de croire votre vision du monde plus vraie que l'idéologie à laquelle vous vous attaquez ? Chacun sa vérité (G, 37). Pourquoi la théorie d'un prolétaire qui prétend lutter contre la bourgeoisie se vérifierait-elle mieux que les justifications du bourgeois ? Pourquoi les sentences d'un chrétien vaudraient-elles mieux que la justice arguant de criminels les atypiques Rosenberg ? Parce que la perspective sociale du révolutionnaire qui différencie un révolutionnaire d'avec un meurtrier, permet de comprendre la perspective du conservateur qui ne les différencie pas. Parce que la perspective religieuse où paraissent différenciés communards, gangsters et apôtres de Dieu, permet de comprendre les définitions du crime, voire de l'atypie, où ils ne paraissent pas. Comment, en revanche, comprendre avec des opinions bourgeoises la doctrine de Marx (G, 41) ? Comment comprendre avec des jugements pharisaïques la foi des chrétiens ? On comprend avec la « pangéométrie » la géométrie d'Euclide; mais comment comprendre, avec celle-ci, la géométrie de Rie-

mann? De deux consciences humaines des sociétés d'hommes, la plus scientifique, c'est celle qui « permet de comprendre l'autre en tant que phénomène social et humain, de dégager son infrastructure et de mettre à jour, par une critique immanente, ses inconséquences et ses limites » (G, 39).

La sociologie et la psychologie compréhensives d'un chrétien ne peuvent donc être scientifiques que parce qu'elles sont *chrétiennes* et se disent chrétiennes. Quel tableau naturel voient-elles et dessinent-elles naturellement dans la lumière surnaturelle du Christ. Celui d'hommes que brouillent des idéologies belliqueuses. Hommes malheureux confondus avec des malades; petits d'hommes élevés dans des taudis ou des fermes montagnardes confondus avec des citadins imbéciles. Slogan ici : confondre, pour séparer. Séparer les conservateurs, de tous les atypiques : jadis, samaritains; aujourd'hui, juifs, algériens, manœuvres, ouvriers agricoles, instituteurs, catholiques... Mais la science qui distingue tous ces « anormaux », elle enseigne : distinguer pour unir. Réunir ces fragments d'humanité qui ont été dissociés. Chrétienne, elle comprend la conscience éclairée par Marx qui adopte la perspective de « la communauté humaine » (G, 11, 71). Et en même temps elle prend conscience que les bourgeois contre lesquels doit se faire cette communauté prolétarienne sont aussi des hommes — à réformer comme d'autres hommes, à réconcilier avec les autres comme avec eux-mêmes. Son parti pris, c'est la communion de tous les hommes.

MAXIME CHASTAING.

Novembre 1953-janvier 1954.

Les Signes du temps

Des bombes et des hommes

Depuis le 1er mars dernier la bombe H existe et il n'est plus besoin de tout un laboratoire installé à terre pour amorcer une réaction thermonucléaire. L'engin est à peu près au point. La puissance de la bombe d'Eniwetok semble même avoir dépassé les attentes de ses créateurs : elle a libéré deux fois plus, peut-être quatre fois plus d'énergie destructrice qu'on ne le prévoyait. Du point de vue scientifique, ce n'est pas très extraordinaire. Une réaction thermonucléaire est un processus complexe, où de petites variations de conditions se traduisent par d'importantes différences quant au résultat d'ensemble. Il serait illusoire de penser que tout puisse y être déterminé d'avance avec une infime précision par la technique humaine : la valeur de certaines constantes physiques qui commandent l'allure du processus n'est pas même forcément connue avec toutes les décimales souhaitables. A ce propos rien n'est plus sensé que le commentaire fait par l'amiral Lewis Strauss dans la déclaration du mercredi 31 mars.

Soit. A aucun moment, nous dit-il, les hommes de science n'ont vraiment « perdu le contrôle de leur expérience ». Il est douteux, néanmoins, que cela suffise à rassurer pleinement ceux qui les regardent faire. Du simple au double, du simple au quadruple quand il s'agit de la bombe H, cela ne paraît pas si petite affaire à l'honnête citadin qui médite désormais sur l'étendue des « cercles de destruction » de ces engins, en en imaginant l'explosion au cœur de sa cité familière. L'onde

d'inquiétude qui a parcouru l'opinion à l'occasion des détonations de mars, dont l'intensité a été si vive chez nos voisins d'outre-Manche, a été renforcée de cette désintégration, minime en apparence, qui vient d'affecter le prestige de la science, que l'on admettait au moins capable d'opérer à coup sûr...

Mais les désintégrations humaines vont en chaîne, elles aussi, semble-t-il. Le vendredi 2 avril, le pandit Nehru propose un arrêt des expériences thermonucléaires et de la fabrication des bombes H. Son appel, bien entendu, ne suscite guère de réaction positive et, sitôt lancé, il apparaît qu'il n'aura nul retentissement efficace... Mais, faute de retentissement, il a peut-être une signification qu'il ne faut pas perdre de vue : Nehru admet implicitement, comme peut-être quiconque est en passe de l'admettre par devers soi, que désormais la bombe A, celle d'Hiroshima et de Nagasaki, a conquis rang et dignité d' « arme conventionnelle ». C'est la bombe H qui seule, désormais, s'avère trop barbare. Nous ne saurions donc trop estimer notre bonheur si nous avons un jour affaire à des adversaires si respectueux des lois de la guerre que de nous bombarder seulement avec ces bons vieux engins si paisibles. Ici aussi quelque chose vient de casser dans l'humanité.

En organisant avec difficulté, au lendemain de la guerre, un programme de recherches atomiques, la France — alors honnête, semble-t-il, dans la déclaration qu'elle faisait — affirmait solennellement à plusieurs reprises, par la bouche du haut commissaire à l'Énergie atomique d'alors, puis par celle du ministre de la Guerre, qu'elle n'avait pas l'intention de se lancer dans la course aux armements nucléaires, mais qu'elle visait seulement à conquérir sa place parmi les puissances en mesure de développer pacifiquement cette nouvelle ressource conquise par la science. Aujourd'hui, la récente déclaration de M. Pleven à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République laisse clairement entrevoir le sort qui sera fait, en définitive, à ces prises de position : « Le gouvernement devra examiner au fond l'ensemble du problème que pose la fabrication d'armes nucléaires pour un pays de l'importance de la France. » Ce qui veut sans doute dire que le plutonium produit par les piles que la France projette de construire dans le Midi, à la Dent de Marcoules, a de grandes

chances d'être utilisé d'abord à la confection de quelques bombes. Choix de gouvernement qu'on ne saurait critiquer sans de soigneuses analyses préalables. Mais aussi défaite de l'humain : même la Nation française, après un court moment dédié à la générosité, rallie le camp des fabricants de désastres. « La bombe atomique obligea à tout repenser », a confessé M. Pleven. Nous voyons, en effet, ce qu'elle oblige à repenser : un monde où il était tout de même quelquefois politique de songer à autre chose qu'aux moyens de détruire les autres.

Mais ce n'est probablement que tout juste le commencement de ce que la bombe H menace de désintégrer. La nouvelle vient de nous parvenir que, depuis le 23 décembre dernier, le physicien américain R. Oppenheimer, qui fut l'un des pionniers de la recherche et aussi l'un des principaux artisans de la bombe A, s'est vu interdire l'accès aux documents de la Commission américaine de l'Énergie atomique et qu'il vient d'être relevé des fonctions qu'il y exerçait. Parmi les griefs invoqués contre lui figurent non seulement d'anciennes relations datant d'avant 1942 avec des partisans du communisme, mais aussi la position qu'il aurait prise contre la mise en route de la bombe à hydrogène en 1949 et les campagnes qu'il aurait menées pour s'opposer à ce projet même après la décision du président Truman. Une longue lettre de quarante-trois pages, que le *New-York Times* du 13 avril publie intégralement, répond à ces accusations. Elle montre bien ce que la science est devenue maintenant : cette esclave suspecte que des inquisiteurs se donnent mission de maintenir dans le tortueux chemin de la servitude politique et qui se justifie avec lassitude de la partie perdue d'avance. En moins de quinze ans la communauté scientifique a vu sa liberté mise en question, son autonomie violentée, son capital de connaissances mis au secret, son universalisme troqué. La bombe H annonce un pas de plus en avant en direction de la dégradation. Ceux qui ont approché le Dr Oppenheimer savent qu'il était un être noble, qu'il cherchait à réfléchir sur ce qu'il faisait, qu'il tentait de peser les responsabilités qu'il avait prises. Ce que la bombe H atteint aujourd'hui, en lui et à travers lui, c'est le droit même à l'angoisse de l'esprit qui médite les retentissements de son œuvre et travaille à restaurer quelque conscience pour l'avenir. Aujourd'hui, cela même devient interdit

à la communauté scientifique, de plus en plus réduite à la condition de machine à calculer la mort sans autre droit à dépasser l'inconscience des machines sinon pour organiser l'adulation de ses maîtres et utilisateurs.

En mars 1950, après que la décision de réaliser la bombe H eut été prise par le président Truman, un de ceux qui allaient participer à cette réalisation écrivait dans le *Bulletin des savants atomistes* de Chicago quelques pages d'une immense tristesse sur ce retour forcé aux laboratoires de guerre :

« Beaucoup de nos amis seront découragés. Ils avaient quelque espoir à l'été 1945. Mais si la bombe atomique ne les a pas aidés à établir la paix, pourquoi admettraient-ils que la bombe H les y aiderait ? Pourquoi y aurait-il quelque chose de neuf à cette occasion ? Je pense qu'il nous faut essayer de nouveau. La situation d'aujourd'hui est différente. Nous avons désormais un succès et un échec derrière nous : les hommes de science jouissent du prestige d'avoir réalisé les armes atomiques et leur avis peut avoir aujourd'hui plus de poids. Mais nous avons connu l'expérience d'un effroyable échec. A l'époque d'Hiroshima nous n'avons pas eu assez de réalisme, de courage, d'initiative. En fait, nous n'avons pas gagné la paix. Nous devons essayer de nouveau. Il n'y a pas d'autre issue... »

Si l'on comprend bien, c'est cette issue qui achève de se fermer ces mois-ci. Tout se défait devant ces forces déraisonnables et le droit de rappeler l'homme à lui-même n'appartient plus à personne. Le monde de l'esprit auquel la bombe H nous introduit sera-t-il donc celui que nous propose, retour d'Eniwetok, le pieux sénateur républicain de l'État de Pennsylvanie, M. J. Van Zandt, lorsqu'il nous exhorte « à nous mettre à genoux, prier et remercier Dieu de nous avoir donné la bombe à hydrogène », en ajoutant, sans doute pour unir définitivement à la religion la morale de ce temps : « Ceux qui voudraient que nous l'abandonnions font le jeu des communistes » ?

DOMINIQUE DUBARLE.

Qui gouverne les États-Unis ?

Qui gouverne les États-Unis ? Cette question que l'Europe se pose depuis l'ascension du sénateur McCarthy, l'opinion américaine commence à se la poser à son tour.

Les conflits de l'exécutif et du législatif, l'emprise des partis sur l'État, ne sont assurément pas spéciaux au Nouveau Monde. Et peut-être devrait-on avant tout y trouver la preuve qu'il n'existe guère de démocratie parfaite. A-t-on assez jeté la pierre à l'instabilité politique française, aux pressions des intérêts et des clans! Mais, sans remonter au désaveu du traité de Versailles par les successeurs du président Wilson, Franklin Roosevelt et Harry Truman ont vu très souvent leurs décisions entravées par des majorités opposantes, et le président Eisenhower, dont les amis disposent momentanément d'une légère majorité, ne parvient pas à s'affirmer auprès du démagogue qui s'en fait le publiciste. On remarque moins le général que le tambour.

Certains Américains sont loin de s'en plaindre. Il existe parmi eux une méfiance systématique du pouvoir personnel et de l'aventure extérieure. Avec la persistance de l'idéal fédéraliste, elle explique l'amendement Bricker. Celui-ci prétendait subordonner tout accord international à l'approbation, non seulement du Congrès, mais des législatures de chaque État : les États-Unis, en pratique, auraient cessé d'être une grande puissance pour redevenir une poussière de menues Républiques, et l'entêtement isolationniste du Wisconsin ou les intérêts particuliers des déserts de l'Utah ou du Nevada auraient suffi à annuler n'importe quelle initiative de la Maison Blanche. Sous cette forme, l'amendement était inadmissible. Mais l'amendement George, qui le

modifiait en se bornant à stipuler l'assentiment du Congrès, a failli recueillir au Sénat les deux tiers des voix : il s'en est fallu d'une seule; et certes, faute de cette unique voix, l'amendement semble définitivement enterré, et même voté par le Sénat il lui restait à l'emporter à la Chambre des Représentants et dans les trois quarts des États, mais l'insignifiance de la marge traduit une réserve significative envers tout ce qui limiterait le contrôle des Assemblées.

C'est dans cette optique que se situe le débat autour du sénateur McCarthy. Ses gesticulations sur le devant de la scène correspondent à un cabotinage naturel, mais aussi au désir de montrer que nulle autorité, si haute fût-elle, n'échappe à l'inquisition populaire. Beaucoup plus que Hitler, il faudrait évoquer la Haute Cour jugeant Laval et Pétain, ou la Convention décrétant d'accusation Robespierre après Danton, ou le rôle que la Constitution française rejetée en 1946, attribuait à l'Assemblée nationale. Vos fonctions, messieurs les diplomates, ne vous confèrent aucune immunité, ni vos galons, messieurs les généraux; les diplômes n'imposent pas à un fils du peuple; il forcera les portes, il nettoiera les antres. Et c'est ainsi qu'après le département d'État, après un geste (prudemment laissé en suspens) en direction des Églises, il s'en prend à l'armée, comme pour souligner qu'un général-président ne la garantit pas : n'a-t-elle pas engagé, voire promu un dentiste suspect? N'a-t-elle pas employé une dame dont le nom, qu'il s'agisse d'elle ou d'une homonyme, figure sur les listes du parti communiste? Et si un officier supérieur hésite à répondre, ses décorations et son respect du règlement ne l'empêcheront pas d'entendre mettre en question, sans périphrase, « son honnêteté ou son intelligence » : *cedant arma togae*...

Mais l'état-major prend volontiers la mouche. Et pour l'attaquer il faudrait demeurer soi-même insoupçonnable. M. Stevens, secrétaire d'État à l'armée, lassé de se

voir houspiller, a fini par trouver la riposte. Le sénateur McCarthy n'aurait-il pas entendu parler les démarches de M. Cohn en faveur de M. Shine? L'Europe connaît ces deux escogriffes; c'est eux qui la parcoururent l'année dernière, chargés par le sénateur d'enquêter sur les livres subversifs des bibliothèques américaines. Ils n'en sont pas moins encore des blancs-becs, d'âge militaire. Et M. Shine ayant été incorporé, son acolyte aurait insisté pour le faire assigner à New-York, menaçant en cas de refus, « d'exposer l'armée sous son plus mauvais jour ». Qu'en dit M. McCarthy? Pas grand'chose, et toujours la même chose : il répète qu'en dépit des malveillances, rien ne l'empêchera de poursuivre sa croisade. Mais la roue tourne. D'accusateur il devient accusé. Sa propre commission décide de l'interroger sur « l'affaire Shine ». Et le scandale augmente lorsqu'on apprend que le juriste engagé par elle en vue de mener impartialement le débat s'était prononcé naguère en faveur du maccarthysme et a sollicité lui-même sa mission...

Ce tournant marque-t-il le commencement du déclin? Déjà le vice-président Nixon s'était chargé de répondre, lui-même et non McCarthy, aux attaques du gouverneur Stevenson. Nous entrons dans une année d'élections, ne l'oublions pas. Jusqu'ici beaucoup de républicains ménageaient dans le sénateur leur meilleur champion de boxe. Mais lorsqu'il accuse en bloc les démocrates d'avoir pendant vingt ans hébergé la trahison, le coup d'assommoir n'exagère-t-il pas, et l'intention partisane ne devient-elle pas évidente aux yeux des plus prévenus? Encore le lui pardonnerait-on s'il n'atteignait aujourd'hui par ricochet l'administration républicaine elle-même. Les politiciens s'en inquiètent beaucoup plus que du prestige de l'État compromis par ces démêlés qui tournent au sordide. Quant au vainqueur de l'Allemagne, sa gloire de soldat le maintient au-dessus de la mêlée, mais il en tire moins une autorité réelle qu'une

auréole mythique à la façon du Mikado dans l'ancien Japon... Ou bien, en novembre, la majorité va passer à ses adversaires, et son équipe se trouvera devant la même opposition systématique que rencontrèrent ses prédécesseurs; ou bien, s'il gagne la bataille, saura-t-il mieux qu'auparavant définir sans timidité une ligne de conduite vraiment sienne? « Je suis leur chef, il faut bien que je les suive » : la devise est peut-être démocratique, mais assez peu militaire.

AUGUSTE VIATTE.

Guerre ou paix au Proche-Orient

Les risques de voir éclater un conflit, même localisé à une région du monde, ne se mesurent plus aujourd'hui aux seules dispositions des éventuels combattants. Entre Juifs et Arabes, point ne suffit de connaître les rancunes, les ambitions, d'apprécier les forces et les tentations qu'elles représentent, encore faut-il savoir si la grande tension qui règne dans le monde entre l'Est et l'Ouest joue dans un sens ou dans l'autre, si elle favorise l'apaisement ou pousse à la guerre. Les incidents israélo-arabes qui, sans avoir jamais cessé depuis les armistices de 1949, ont pris plus de retentissement ces derniers mois révèlent à quel point d'exaspération en sont arrivés les deux partis. Il nous appartient de rechercher quelles sont les origines de ces événements, puis d'évaluer ce que ces causes peuvent avoir comme effets, étant donnée la situation internationale.

Le monde arabe est resté trop souvent, pour les masses populaires, le monde de la misère, du chômage, de la maladie, de la sous-alimentation, et ceci malgré les efforts louables, sincères, qui ont été tentés un peu partout. Personne ne nie que les derniers gouvernements syriens, que l'Égypte, depuis sa révolution, n'aient cherché à améliorer le sort du fellah et de l'artisan. Il n'en reste pas moins que 50 % de la

population arabe est sous-alimentée et que la majeure partie du peuple égyptien vit avec moins de dix piastres (cent francs) par jour.

A ces malheurs, les gouvernements peuvent-ils offrir en compensation les joies du prestige national et de la libération totale de toute ingérence extérieure? En Jordanie, Glubb Pacha commande la Légion arabe, et la politique étrangère du pays est toujours aussi étroitement liée à celle de la Grande-Bretagne; les Anglais sont toujours à Suez. Ainsi, les perspectives sont bouchées et probablement le sont-elles pour longtemps. Quel que soit, en Égypte, le sort de la junte militaire, les Anglais ne se hâteront pas de négocier avant de savoir quelle est l'autorité de ceux avec qui ils traitent; d'autant que rien ne les y forcent après des événements, dans l'ensemble, favorables à leur maintien en Égypte comme au Soudan.

Voilà pourquoi on pourrait craindre qu'un risque de guerre ne résulte d'un retour à la situation de 1948, celle où pour compenser d'autres échecs il fallait un succès, succès qu'on espérait trouver dans une campagne contre les sionistes. La Syrie, au nouveau gouvernement choisi, menacée dans son intégrité nationale par les projets hachemites et anglais de Grande Syrie ou du Croissant Fertile, dans une sorte de fuite en avant se porte aux frontières israéliennes. L'armée, hostile à tout abandon, est alertée et refuse de rentrer dans ses casernements. L'instabilité des gouvernements, qui n'est pas un privilège syrien, ouvre la porte à toutes les aventures et la Jordanie, où toute apparence de liberté politique a disparu depuis le début de l'année avec la dissolution de tous les partis, est travaillée par ses éléments palestiniens. L'Égypte reste le modèle de ces difficultés, avec son Conseil de la Révolution mutilé d'éléments comme Khaled Mohieddine, affaibli par ses dissentions et en butte à l'hostilité de l'Université, du Conseil d'État, des anciens partis; le Conseil est débordé, de surcroît, par les Frères musulmans qui rejoignent passion religieuse et démagogie nationaliste.

Mais si cette insatisfaction et cette instabilité présentent des dangers, ceux-ci sont compensés par certaines de leurs conséquences mêmes. Le monde arabe reste plus divisé que jamais et le départ du général Chichakly n'a pas eu, en Syrie, les effets que d'aucuns escomptaient; Le Caire et Damas ont

perdu le contact sans que Damas et Bagdad l'aient vraiment repris. L'accord turco-pakistanais est venu, au début du mois d'avril, accentuer la coupure, jetant d'un côté Irak et Turquie (peu sûre de son choix, d'ailleurs), de l'autre l'Égypte et les fidèles d'une Ligue arabe affaiblie. Récemment, le colonel Abdel Nasser réaffirmait son hostilité au pacte turco-pakistanais auquel « il n'est absolument pas question que l'Égypte envisage de se joindre ». Cependant, c'est la mainmise de l'Occident sur le monde arabe qui apporte le plus de contradictions. L'esprit d'aventure, par diversion, qu'elle peut provoquer dépend dans ses réalisations de son bon vouloir. En Jordanie, si Glubb Pacha ne bouge pas, rien ne bouge, et les troupes britanniques stationnées le long du canal de Suez constituent le meilleur tampon entre Égyptiens et Juifs. Or, s'il fut un temps où il fallait diviser pour régner, il en est venu un où il est plus utile d'unir pour défendre, et les consultations tripartites, entre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, ont toutes abouties à cette conclusion. L'accord pour un *statu quo* au Moyen-Orient a été réaffirmé après chaque crise et après chaque incident israélo-jordanien.

Chez les Israéliens nous retrouvons certaines des tentations qui pourraient provoquer, chez les Arabes, une poussée en avant. Il faut avoir vécu en Israël (mais peut-être suffit-il de regarder la carte) pour ressentir l'incroyable impression d'insécurité qu'éprouve la population juive sur cette étroite bande de terre. Or, les Israéliens ont tout lieu de se croire, aujourd'hui encore, les plus forts. Si certains convois, à l'intérieur même du pays, doivent être protégés par les armes, la puissance militaire est toujours du côté d'Israël malgré de sérieux renforcements dans les armées égyptiennes et syriennes. Cette tentation de tout régler dans un coup de tête pourrait être accentuée par l'amertume ressentie du fait des difficultés économiques. Elles sont grandes et le régime d'austérité extrême que subit la population n'est pas, à la longue, de bon conseil. Là aussi il peut y avoir le goût des diversions et les partis d'extrême droite ne manquent pas d'y céder. L'Hérouth et les amis de M. Menachem Begin préconisent la manière forte et ne se cachent pas de souhaiter la conquête de l'ancien pays de Ruben.

Mais M. Moshe Sharett est un diplomate qui, peut-être plus encore que M. Ben Gurion lorsqu'il était au pouvoir,

tient à rester dans les lignes d'une politique définie. Après chaque incident, il répète que : « Israël déplore tout acte de violence. » Bien entendu, ceci n'empêche pas le village de Nahaleen d'être attaqué en représailles de l'attentat de Beer Sheba, ni que le déplorable massacre de Kibia ait eu lieu. Cependant, il est plus que probable qu'à Kibia les Israéliens ont cherché à attirer fortement l'attention des Américains. Il s'agissait de leur faire comprendre que si des armes étaient envoyées aux Arabes, les Juifs ne reculeraient devant rien. Or, l'opération, toute immorale qu'elle fut, a réussi. Les différentes ressources financières en provenance des États-Unis, après une courte suspension (sauf pour les secours techniques), non seulement ont été rétablies, mais se trouvent assez fortement augmentées. Quand on connaît le déficit annuel en dollars de l'État (par habitant : 108 dollars en 1953) on voit quelle est l'importance de ce résultat pour la survie du pays. Il reste bien improbable, dans ces conditions et à défaut d'autres raisons, que les Israéliens responsables passent outre aux recommandations de sagesse de M. Foster Dulles ou de son adjoint. M. Byroade précisait récemment que le gouvernement « élaborait une politique représentant les intérêts de la majorité du peuple ». C'était un coup de semonce à l'adresse de la communauté israélite américaine.

A vrai dire, des motifs plus profonds militent en Israël en faveur de la paix. Ce pays est en train de construire une économie à production très puissante (un plan de sept ans doit pratiquement la décupler). Or, la guerre détruirait toutes ces usines, ces fermes nouvelles, et, en revanche, seule la paix, la reprise de contact avec les Arabes en feraient des entreprises rentables.

JACQUES NANTET.

La carte des Indes change

Depuis que « les Indes » d'autrefois ont obtenu leur indépendance sous la forme de deux nations distinctes, l'Inde et le Pakistan, divers remaniements territoriaux sont

intervenus : la suppression du régime féodal a coagulé les principautés en provinces étendues, le gouvernement de la Nouvelle-Delhi a réduit à l'impuissance le rajah de Junagadh et Son Altesse Exaltée le Nizam de Haïderabad, qui, musulmans, inclinaient vers le Pakistan; le Cachemire demeure un objet de litige, officiellement uni à l'Inde, quoique partiellement occupé par des insurgés avec le secours des armées pakistanaises. Cette question mise à part, un certain équilibre paraissait réalisé. Mais des faits nouveaux le révoquent en cause.

Déjà l'éclosion d'un nationalisme linguistique, au sud de la péninsule, avait contraint le pandit Nehru à créer l'État d'Andhra. Nous en avons parlé à l'époque [1]. Quelque trente millions de personnes, de souche dravidienne et de langue telugu, supportaient malaisément une majorité aux cadres aryens et de langue hindi : on a découpé en leur faveur la province de Madras; ils réclament en outre les districts habités par leurs congénères dans celle d'Haïderabad. Mais ces districts, le Telengana, ont été plusieurs années le foyer d'une insurrection communiste : leur apport suffirait à faire triompher l'extrême-gauche qui détient une forte proportion des sièges législatifs.

Il n'en a pas fallu autant pour qu'elle l'emporte sur l'autre côté, dans l'État de Travancore-Cochin. Celui-ci résulte de la fusion de deux principautés, qui passaient pour les plus prospères, les moins illettrées, les plus denses en éléments chrétiens : mais tout cela, le progrès matériel, celui de l'instruction, celui du christianisme, implique la désagrégation des castes traditionnelles; comme dans l'Empire romain déclinant, le principe sur lequel reposait la société se trouve battu en brèche. En vain M. Nehru s'en est allé en personne prêcher la doctrine de son parti congressiste; il a été vaincu par une coalition de socialistes et de communistes, et pour la première fois sans conquête militaire une région d'Asie va ainsi se donner un gouvernement auquel participeront les rouges.

Simultanément, d'autres élections infligeraient un échec cuisant aux dirigeants du Pakistan. Elles concernent le Bengale oriental. Regardez la carte : vous verrez que le Domi-

1. *La Vie Intellectuelle,* novembre 1953, p. 87.

nion musulman se compose de deux fragments séparés par plus de mille kilomètres, à l'ouest le bassin de l'Indus, à l'est la région populeuse qui s'étend du Gange inférieur à la frontière birmane et qui à son tour isole presque entièrement la province indienne d'Assam. La communauté de religion explique cette anomalie; mais il n'existe guère de rapport en dehors d'elle, entre les déserts de l'Ouest et les campagnes humides de l'Est, qui ressentent avec mauvaise humeur l'autorité de Karatchi et les efforts pour imposer l'urdu comme langue nationale. La situation ressemble un peu à celle de l'Inde méridionale. Ici le parti qui gouvernait après avoir lutté pour l'indépendance ne s'appelait plus le Congrès, mais la Ligue musulmane; il a subi un désaveu identique; une coalition (qui n'est pas, cette fois, d'extrême-gauche, mais comprend aussi les communistes) a enlevé deux cent trente-sept sièges sur trois cent neuf, alors que la Ligue musulmane n'en obtenait que neuf. Les vainqueurs posent leurs conditions : une autonomie accrue, une dévaluation qui facilite les exportations vers l'Inde, une dissolution de la Constituante qui a cessé de refléter l'opinion publique. Et comme à Karatchi, le cabinet Mohammed Ali résiste, il en peut résulter de graves conséquences : soit sa chute, avec le desserrement des liens fédéraux, soit, au pis, la rupture entre les deux morceaux associés jusqu'ici par leur fidélité au Coran.

En Inde comme au Pakistan les conséquences lointaines peuvent d'ailleurs affecter le tableau général du monde. Ceux qui compteraient uniquement sur la force pour endiguer le communisme feront bien d'y réfléchir. Il tente de gagner la bataille en Indochine, mais s'arrange en même temps pour tourner l'obstacle. Et si M. Nehru croit s'en tirer par sa neutralité entre la Russie et les États-Unis, peut-être ne situe-t-il pas, lui non plus, le problème où il faut : les progrès de la révolution tiennent moins à des propagandes extérieures qu'à l'éveil des masses prenant conscience de leur misère. Les mêmes raisons qui rendent l'ouvrier de New-York imperméable aux sollicitations signifient qu'une diplomatie complaisante envers Moscou laisse l'affamé du Malabar ou du Coromandel assez indifférent. Et peu à peu, loin en avant du front vietnamien, loin des guérillas malaises ou philippines, en de jeunes États qui semblent en apparence

faire l'apprentissage normal de la démocratie, la carte se colore de rouge.

Quant au Pakistan, son affaiblissement porterait un coup, non cette fois à la « troisième force » dont rêve son voisin, mais à la politique d'alliances américaine qui croyait trouver en lui un point d'appui jusqu'à risquer, par un accord militaire, l'animosité de ce voisin. Washington doit se demander si la pratique d'expédients immédiats ne l'a pas entraîné à miser, comme au temps de l'amiral Darlan, comme dans le cas de la C.E.D.[1], sur des improvisations fragiles. Une dislocation aurait encore une autre portée. Le Pakistan de l'Est compte quarante-deux millions d'habitants sur soixante-douze : au lieu de la nation principale du bloc musulman, sa sécession ne laisserait subsister qu'une puissance de second ordre; au moment où l'Égypte est elle-même en proie à ses crises intérieures, le poids de ce bloc s'en trouverait singulièrement réduit, et ses ingérences dans les affaires d'autrui perdraient de leur retentissement. Dans la mesure où une renaissance du fanatisme islamique envenime des problèmes déjà compliqués, il se peut qu'à cet égard le changement de la carte politique ne nuise pas à la cause de la paix.

AUGUSTE VIATTE.

Fin provisoire de l'unité allemande

L'une des principales leçons de la conférence des Quatre à Berlin semble curieusement avoir été négligée en France : la ferme détermination de l'Union Soviétique de maintenir jusqu'à nouvel ordre, donc pour une période indéterminée, la division actuelle de l'Allemagne et de ne pas y renoncer, même au prix du sacrifice du réarmement allemand dans le cadre de la Communauté Européenne de Défense par le monde occidental. Certains observateurs avaient reproché au ministre français de ne pas avoir proposé en

1. C.E.D. : Communauté Européenne de Défense.

termes clairs et précis à son collègue soviétique le marchandage *armée européenne contre unité allemande*. Dans le climat berlinois, une telle proposition fut cependant tout à fait inutile, étant donné que toute l'attitude soviétique fit ressortir le refus russe de la réunification allemande, sauf à une seule condition, celle de la soviétisation intégrale du pays.

Peu de temps après la clôture de la conférence, Moscou accorda à sa zone d'occupation l'indépendance, la transformant ainsi en pays satellite se trouvant théoriquement sur un pied d'égalité avec la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, etc. On aurait tort de voir dans cette mesure une simple manœuvre tactique pour embarrasser les Occidentaux ou pour obliger le gouvernement de Bonn à discuter directement avec celui de Potsdam sur le problème de l'unité allemande. En réalité, la diplomatie soviétique a ainsi donné une consécration normale à sa nouvelle politique allemande, dont le but sera désormais la consolidation de la division du pays.

Deux manifestations ultérieures confirment cette thèse. Dans une déclaration destinée au public et faite par l'intermédiaire de M. Marcel Plaisant, président de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, l'ambassadeur soviétique à Paris, Vinogradov, souligna clairement le désir soviétique du maintien du *statu quo*, ce qui ne signifie pas autre chose que le rejet de l'unité allemande. Son ministre, M. Molotov, en proposant dans une note aux puissances occidentales son pacte européen de sécurité amendé, avec participation éventuelle de l'U.R.S.S. au Pacte Atlantique, parla pour la première fois ouvertement et clairement des deux Allemagnes qui feraient partie du pacte en question, sans qu'il fût question dans cette même note, de l'unification de l'Allemagne. On se rappellera qu'à Berlin, la proposition Molotov devait encore préparer utilement l'unification de l'Allemagne par l'organisation d'un système européen de sécurité, la permettant en apparence sans risques pour les deux partis en cause. Molotov abandonna donc cette hypothèse rapidement, en accommodant son plan primitif au maintien de la division allemande.

La situation est ainsi clarifiée. Même en cas d'entente partielle avec l'Ouest, Moscou ne veut pas abandonner ses posi-

tions avancées en Europe Centrale, acquises à la fin de la guerre. Son opposition à la conclusion d'un traité d'État avec l'Autriche s'inspire de considérations analogues. Dans l'immédiat, la principale victime de l'attitude russe sera la social-démocratie allemande, qui avait cru pouvoir fonder sa politique étrangère, en opposition à celle du chancelier Adenauer, sur l'espoir d'une réunification de l'Allemagne au prix de l'abandon d'une politique européenne trop poussée. Elle sera notamment obligée de réviser entièrement ses conceptions si elle ne veut pas abandonner tout effort constructif en faveur d'une attitude purement démagogique.

ALFRED FRISCH.

Du scandale et de la réforme des abus en Italie

Une vague de scandales petits ou grands s'est répandue en Italie depuis ces derniers mois. L'affaire Montesi, devenue l'affaire Montagna, a pris une extension étonnante, et pendant plusieurs semaines a enflammé l'opinion publique. Chaque jour la curiosité de tout citoyen pouvait être satisfaite à bon compte par les histoires plus ou moins crapuleuses des habitués des bars de certains quartiers romains. On s'apercevait aussi que des hommes comme le marquis Montagna ne manquaient pas, à l'occasion, d'amis parmi les puissants de ce monde; le chef de la Police, Pavone, devait se retirer.

Excellente affaire pour l'opposition qui, pendant quelque temps, poussa le scandale dans toute la mesure du possible jusqu'au jour où quelques accusations parurent, cette fois, un peu risquées. L'excitation publique s'éteignit en laissant subsister cependant un grand malaise.

Malaise qui ne cessera d'ailleurs pas tant que les conditions sociales italiennes ne seront pas changées. Certes, comme l'écrit Monelli, les Italiens ont le besoin de se créer des types à aimer, à célébrer ou à haïr, mais cet aspect de l'affaire Montesi est en définitive pittoresque et secondaire, car ce que

l'on a entrevu à travers ce scandale est beaucoup plus important, à savoir : une société où les trafiquants de stupéfiants opèrent avec facilité, les riches oisifs vivent d'audace et d'influences et ne paient pas l'impôt, les fonctionnaires enfin peuvent être corrompus.

Le fascisme n'a pas été sans transmettre au régime politique présent des habitudes déplorables. La possession de la carte du parti dominant demeure toujours le précieux talisman qui ouvre bien des portes et assure les immunités.

Le gouvernement a réagi par une série d'initiatives destinées à « moraliser » la vie du pays. Cette idée de moralisation s'accompagne chez les uns d'une volonté de lutte anticommuniste, chez les autres d'un désir marqué de justice sociale. Le gouvernement Scelba participe de l'une et l'autre tendances.

Le ministre de Caro a été chargé de poursuivre l'enquête, de hauts fonctionnaires ont été déplacés ou mis à la retraite, des sanctions plus sévères seront prises contre les trafiquants de drogue. D'autre part, on accorde aux fonctionnaires une anticipation égale à la moitié de la treizième mensualité de 1953 et l'on décide de construire 290.000 appartements en huit ans.

Dans le cadre de cette moralisation du pays deux mesures d'ordre fiscal et administratif doivent être soulignées parce qu'elles révèlent particulièrement les abus d'une société malade.

Chacun déplore, en France, notre régime fiscal; la situation italienne est plus mauvaise. Les impôts directs ne représentent, en effet, que 20 % des entrées dans les caisses. La réforme Vanoni de 1951 s'est efforcée d'introduire un peu plus de justice et oblige les particuliers à dénoncer publiquement leurs revenus, seulement on peut imaginer la valeur de ces déclarations lorsqu'on saura que le fameux marquis ne gagne que 65.000 lires au mois et que les fils des ministres Spataro et Piccioni ne gagnent rien et demeurent à la charge de leurs parents. Ajoutons l'habitude universellement pratiquée par les personnes aisées et appuyées de faire recours contre le fisc, ainsi que le système des concordats passés entre l'État et les grosses sociétés. Un tel régime fiscal, dans un pays peu fortuné, constitue le vrai scandale. Le nouveau ministre des Finances réussira-t-il à le faire cesser ? Tremelloni s'efforce, pour l'heure, de compléter et renforcer la loi Vanoni en ren-

dant plus aisée la vérification des revenus déclarés et en punissant plus sévèrement la fraude fiscale, ce qui a provoqué une petite révolte des agents de change milanais. Tremelloni n'a pas été ému et entend poursuivre cette œuvre d'éducation des contribuables qui s'inscrit naïvement jusque sur les vignettes de l'administration postale!

Le gouvernement Scelba, par ailleurs, a désigné une commission pour l'assainissement de l'administration publique dont les membres ont été choisis parmi les critiques les plus avertis d'une certaine bureaucratie : Don Sturzo et Ernesto Rossi, connu à la fois comme économiste et journaliste de combat.

Cette commission procédera à un inventaire des offices inutiles, étudiera le fonctionnement des autres offices en vue de leur réorganisation, examinera le problème des fameux contrôleurs chargés de contrôler leurs propres activités privées. Toute la question de « l'état industriel » tel qu'il fonctionne en Italie se trouve posée.

L'État italien n'a pas nationalisé mais participe très largement à nombre d'activités financières et industrielles au grand dam des contribuables honnêtes et au profit de fonctionnaires aptes à tous les métiers et de sociétés détentrices de monopoles. Le mécanisme complexe de cet étrange système industriel, dans lequel l'État demeure toujours perdant, a été démonté magistralement par E. Rossi, mais le système a pénétré à tel point dans la structure économique du pays que l'on peut se demander avec scepticisme si un gouvernement centriste, et donc fatalement condamné à un certain opportunisme politique et social, pourra l'arracher du corps de la nation.

Pour tenter la destruction de cet authentique sous-gouvernement (*sottogoverno*) le nouveau ministère devrait s'assurer l'appui d'une forte majorité de l'opinion, seulement la lutte anticommuniste qu'il poursuit avec l'encouragement discret de l'ambassadrice américaine lui assure automatiquement l'opposition d'une bonne partie des milieux populaires.

A l'occasion, nous reviendrons sur les dispositions anticommunistes du Conseil des ministres du 18 mars, dont il faudra attendre l'exacte application et, par conséquent, le véritable sens.

René Nouat.

La construction prend enfin son élan

Les problèmes redoutables des mal logés, et de ceux-là même qui n'ont plus une pierre où poser leur tête, les problèmes qui, dans notre pays, préoccupaient jusqu'ici surtout quelques spécialistes, mal préparés à animer des mouvements d'opinion, voici que tout à coup ils ont été portés devant la conscience de tous les Français par les campagnes de l'abbé Pierre.

Quel que soit le sort qui sera, en définitive, réservé à la construction des cités d'urgence, le logement des plus malheureux et même des familles de condition modeste ou moyenne est désormais passé au rang des questions qu'aucun gouvernement ne pourrait plus se refuser à tenter de résoudre.

C'est que bien d'autres éléments préparaient déjà l'opinion de manière souterraine et la sensibilisaient d'année en année davantage au souci majeur du logement.

Durant les années qui avaient immédiatement suivi la libération du territoire, chacun de ceux qui mesuraient l'ampleur de l'effort à accomplir dans ce domaine, et aussi la lenteur avec laquelle se mettaient en place les programmes ambitieux qui avaient été formulés, se rassurait en secret parce qu'il faisait dans le fond de son cœur confiance à l'avenir. Faute de cette confiance, combien eussent été révoltés. Et cependant les années passaient et 1954 apportait avec elle le dixième anniversaire de la libération de Paris, alors que la population du pays s'était accrue dans l'intervalle de ces dix années de quelque trois millions d'habitants et alors que les pays voisins : Allemagne, Angleterre, Pays-Bas développaient sous nos yeux des réalisations considérables sur tout leur territoire.

En France, durant ce temps, petit à petit se mettaient pourtant en place les éléments d'une législation enfin accordée au problème de fond à résoudre : nouvelle loi sur les H.L.M. le 3 septembre 1947, lois sur les loyers et institution des allocations-logement le 1er septembre 1948, loi du 21 juillet

1950 instituant les primes à la construction, textes de mars 1953 intéressant les logements dits économiques et familiaux, loi du 6 août 1953 dite loi foncière, décret du 9 août 1953 instituant, dans la limite de 1 % des salaires versés, une participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction, tout un ensemble de dispositions et de textes qui pourrait permettre enfin d'entreprendre la construction de logements pour tous à l'échelle indispensable si, d'une part, l'élan psychologique était donné et si, en même temps, les conditions économiques et l'organisation du financement des programmes le permettaient.

Ainsi préparée dans les esprits et dans les textes, il fallait donc peu de chose pour que la construction prît son élan; et certes l'effort admirable entrepris par les Compagnons d'Emmaüs depuis des années, riche de toutes sortes de sucs dont le pays avait besoin, n'était pas peu de chose, mais surtout il venait à son heure.

Désormais vont être entrepris, et dans un avenir très prochain, la construction simultanée de grands ensembles dans la région parisienne d'abord, et tout à la fois les modes de financement pour les plus importantes de ces opérations seront des modes nouveaux — ceux-là mêmes, à bien peu près, que dans des articles antérieurs la Revue estimait souhaitables : le financement par des fonds dont l'origine est celle de la petite épargne — et les modes de construction mis en œuvre sur des chantiers très importants pourront apporter un abaissement sensible des coûts.

Il est désormais hors de doute que l'élan de la construction est donné. Formons des vœux pour qu'on sache éviter à ce moment les erreurs majeures qui seraient, pour le pays, sans recours; pour qu'on sache associer dans les très grands centres aux réalisations importantes des destructions de taudis et d'îlots insalubres, faute de quoi se développerait un appel de population vers ces centres déjà trop peuplés; pour qu'on sache résister à la tentation de permettre à telle grande marque d'automobiles d'accroître dangereusement ses installations dans la région parisienne; pour qu'on sache en un mot mesurer sous tous ses aspects l'enjeu qui peut être en question.

Car au delà des facilités et des approbations immédiates qu'apportera la réalisation prochaine des grands ensembles,

la vie profonde du pays dépendra, à long terme, du souci qu'on aura eu d'aménager le territoire.

Au moment où vont enfin être entreprises ces constructions que nous appelions, chacun à notre place et à divers titres, de tous nos vœux, nous ne voudrions pas, observateurs attentifs, nous attarder plus d'un instant sur une note légèrement inquiète, mais comment pourrait-on oublier qu'il ne s'agit pas seulement de donner un toit aux plus humbles et aux plus modestes, mais de modeler le visage même de notre pays.

R. Parès.

Objectifs de la grève du 28 avril

Après la décision de la C.G.T. du 5 avril et celle de la C.F.T.C. du 9, il y aura donc grève générale le 28 avril. Cet article écrit dans la phase préparatoire de la grève se limitera à dégager les grandes lignes qui ont orienté les deux plus grandes organisations syndicales françaises vers une décision aussi importante.

Cette grève est la suite logique des événements du mois d'août 1953. La politique gouvernementale n'ayant apporté aucune amélioration — ou si peu — aux conditions de vie des travailleurs, un mot d'ordre de grève générale devenait inévitable.

Depuis août 1953 la Commission supérieure des Conventions collectives s'est réunie deux fois : le 22 septembre 1953, où la majorité de la Commission donna un avis favorable à une mesure immédiate du relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.) à 23.000 francs; le 29 décembre 1953, où elle adopta les rapports des deux sous-commissions fixant la composition et la valeur du budget-type à 25.166 francs.

Les travaux de la Commission supérieure eurent un effet positif, mais de faible portée : par un décret du 5 février 1954 le gouvernement a institué une prime non hiérarchisée de

15 francs (première zone) se cumulant avec le salaire minimum garanti. Cette décision gouvernementale ne pouvait donner satisfaction aux travailleurs. En effet, la somme de 19.895 francs par mois (115 fr. × 173 heures) est encore loin des 25.166 francs retenus par la Commission supérieure des Conventions collectives.

Après le décret gouvernemental, une chance toutefois demeurait : celle de voir corriger la hiérarchie par des accords contractuels sur les salaires; les employeurs s'y refusèrent catégoriquement. Ce refus réorienta l'action ouvrière vers la recherche d'une décision politique : augmenter à nouveau le S.M.I.G. pour obliger les employeurs à discuter de nouveaux accords de salaires.

Si le problème social, et plus particulièrement celui des salaires, s'est tellement politisé, la faute en incombe d'abord aux employeurs.

Voyons maintenant les objectifs de la grève du 28; ce sont les suivants :

— obtention d'un nouveau relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti tenant compte des conclusions de la Commission supérieure des Conventions collectives, c'est-à-dire fixation du S.M.I.G. à 25.166 francs net;

— suppression des abattements de zones en matière de S.M.I.G.;

— alignement des abattements en vigueur pour les prestations familiales sur ceux du S.M.I.G.;

— relèvement de 15 % des prestations familiales en attendant l'application intégrale des dispositions de la loi du 22 août 1946;

— ouverture, à partir de la dernière augmentation du S.M.I.G., de discussions paritaires pour l'aménagement des salaires et des conditions de travail dans le cadre de conventions ou d'accords collectifs. Ce dernier point vise exclusivement les employeurs.

Reste maintenant à savoir dans quelle mesure les travailleurs manifesteront leur volonté pour les réaliser le 28 avril. C'est un point sur lequel nous préférons ne pas faire de pronostics.

Albert Detraz.

Un jugement révolutionnaire

On se rappelle le bruit que fit récemment en Italie l'affaire Pignone (cf. *L'actualité religieuse dans le monde,* 15 décembre 1953). Une grosse entreprise de mécanique avait annoncé qu'elle était contrainte, par le déficit d'exploitation, de fermer ses portes. C'était 2.000 chômeurs à la rue. Le maire de Florence, M. La Pira, fit tant et si bien auprès de la direction et du gouvernement que l'usine, finalement, resta ouverte.

Est-ce une nouvelle affaire Pignone qui commence en France? Moins importante par le nombre des chômeurs, elle le sera peut-être davantage par les conséquences juridiques qui peuvent en découler. Voici qu'en effet un magistrat du Tribunal d'Etampes, faisant fonction de juge de paix de Méréville et statuant en matière prud'homale, s'est avisé de rendre un décision proprement révolutionnaire.

Dans une petite ville d'Ile-de-France, à Pussay, une usine, qui est exploitée depuis cent cinquante ans par la même famille, licencie son personnel à cause d'un important déficit comptable. Trois cent cinquante ouvriers perdirent ainsi leur gagne-pain, sans espoir de retrouver du travail sur place, puisque le bourg est à plus de vingt kilomètres d'Etampes. La société fut assignée par un ouvrier en paiement de dommages-intérêts pour rupture abusive de contrat de travail. Le jugement lui accorde 250.000 francs avec des attendus extrêmement importants et qui, s'ils faisaient jurisprudence, modifieraient profondément le statut des entreprises :

« Attendu qu'il résulte ainsi des documents de la cause que la société défenderesse aurait pu facilement supprimer les causes du déficit de son entreprise s'il avait

été tenu une comptabilité industrielle sérieuse et procédé à une réorganisation des cadres de l'usine;

« Attendu, dans ces conditions, que la fermeture de ladite usine n'était pas justifiée par des raisons impératives et était la conséquence de la démission pure et simple de sa direction devant ses responsabilités de chef d'entreprise. »

En d'autres termes, pour la première fois en France, le principe est affirmé qu'une mauvaise administration de l'entreprise engage la responsabilité de la direction à l'égard de son personnel. C'est la notion même de propriété qui se trouve mise en cause. Le vieil adage romain selon lequel la propriété est le droit d'user et d'abuser de la chose *jus utendi et abutendi* est contesté. On ne peut pas administrer n'importe comment ses affaires. L'entreprise n'est pas l'affaire exclusive de ses maîtres, elle est le bien commun de tous ses membres. Une mauvaise gestion entraîne réparation du préjudice. Même s'il n'y a pas mauvaise foi ou fraude, la seule négligence est coupable quand elle dépasse certaines limites.

Ne peut-on pas voir là une application du principe de la doctrine sociale de l'Église? Le droit de propriété y est affirmé, mais il est inséparable de sa fonction sociale. S'il n'est pas exercé conformément à l'utilité sociale, à ce que nous appelons le bien commun, il devient un abus de droit, avec les conséquences qui s'ensuivent [1].

Supposons que ce jugement soit confirmé et qu'en définitive la Cour de cassation [2] reconnaisse et entérine ce

1. M. La Pira avait déclaré pour justifier son action : « Je me refuse à admettre que le sort des travailleurs soit abandonné à l'égoïsme et à l'arbitraire incontrôlé de chefs d'industries. Le travail, et avec lui le pain et le logis, doivent être assurés à tous et immédiatement. »

2. Cette haute juridiction a d'ailleurs admis le principe de la

raisonnement, ce serait une véritable révolution pacifique. Les chefs d'entreprise verraient sanctionné le principe qu'ils ne sont pas maîtres inconditionnels de leur affaire et qu'ils ne sauraient la gérer pour leur seul profit. Il est trop facile, en vérité, de laisser par négligence ruiner une entreprise, si le patron est assuré de retrouver ses fonds, tandis que le personnel est réduit au chômage et à la misère[3].

responsabilité de l'employeur lorsqu'il agit avec une « légèreté blâmable », qu'elle assimile, dans certains cas, à la mauvaise foi ou à l'intention de nuire (*Cass. Soc.*, 7 décembre 1944).

3. Dans une séance de l'Assemblée Nationale du 22 mars 1949 M. le ministre du Travail avait déjà attiré l'attention sur l'attitude de la société en question, qui venait de décréter le lock-out : « La commune de Pussay comprend moins de deux mille habitants. Au centre est l'usine, qui occupe la presque totalité des habitants en état de travailler. Le village est à vingt-deux kilomètres d'Étampes. Il n'y a à peu près aucun moyen de transport pour aller travailler ailleurs.

« Au centre du village, avec une allure féodale comme naguère le château fort, sont la maison de l'industriel et ses deux entreprises : une usine de chaussures et une usine de tissage pour chaussures, qui groupent, je le répète, la presque totalité de la population active.

« Les choses vont de père en fils, à la fois parmi les salariés et parmi le patronat. De ce dernier, on peut dire qu'il s'agit — j'ai l'habitude de modérer mon langage — d'un véritable patronat de combat. En 1936, dans cette usine, il a fallu soixante-douze jours de grève pour que l'on comprenne qu'il fallait, là comme ailleurs, appliquer les lois sociales du gouvernement de Front populaire.

« J'ai fait appeler le directeur de l'entreprise qui a pratiquement « lock-outé » la totalité des ouvriers pour des raisons qui, je n'hésite pas à le dire, relèvent beaucoup plus de la politique que de la réorganisation intérieure. Le secrétaire du comité d'entreprise, sympathisant, sinon membre effectif du parti communiste, a été élu maire et mis à la porte par ce patron, qui a pris pour prétexte la nécessité de la réorganisation de son usine et de l'étude des particularités du système Bedaux.

« Je dois reconnaître qu'il était normal qu'on procédât à la réorganisation de l'usine, la production d'une partie des ateliers étant nettement déficitaire.

« ... Dans l'état de la Législation, il est impossible au minis-

Que, après l'affaire Pignone à Florence, un tel problème soit soulevé devant la justice française, c'est une perspective encourageante, et c'est bien, nous semble-t-il, un signe du temps.

Le jugement intervenu fournit, semble-t-il, cette arme que souhaitait le ministre il y a cinq ans.

ANTOINE FONTANEY.

Israël et les chrétiens

L'opinion internationale s'est émue, dans le courant du mois de mars, des restrictions et même des brimades que pourraient avoir à supporter, en Israël, les chrétiens. Une Commission de la Knesset (assemblée nationale israélienne) avait rédigé un rapport dont les conclusions paraissaient inquiétantes : obligation pour tout citoyen israélien, qui viendrait à se convertir au christianisme, de le porter à la connaissance du public par voie de presse; interdiction, pour les chrétiens, de faire du prosélytisme; refus de la reconnaissance d'État aux institutions chrétiennes d'enseignement.

Nous avons acquis, depuis ces premières informations, la certitude que le projet de loi en question ne serait pas présenté devant la Knesset et qu'aucune disposition législative ne serait prise en ces matières. Seules quelques mesures admi-

tre du Travail de faire plus que ce qu'il a obtenu du patron. L'inspecteur du Travail, fonctionnaire de grande classe et de grand mérite, est presque quotidiennement sur les lieux et recherche s'il n'y a pas contradiction entre les propos du patron et la nécessaire rentrée des ouvriers, même en tenant compte de la réorganisation des ateliers suivant le système Bedaux.

« L'attitude du patron est certainement à blâmer sur le plan moral, mais nous sommes désarmés s'il s'agit de faire davantage. »

nistratives interviendront. Elles auront pour objet de mettre fin à ce que les autorités israéliennes considèrent comme un abus. Un certain nombre de missions protestantes, soutenues par les Américains, s'efforcent de convertir les Juifs en profitant de leur désir de quitter le pays. Moyennant une conversion, les missions protestantes fournissent les fonds nécessaires au voyage vers les États-Unis et le visa d'entrée. En attendant le départ, les nouveaux protestants sont parqués dans des camps aux environs de Haïffa.

Le gouvernement israélien estime que ces pratiques constituent une pression immorale, attentatoire à la dignité des Juifs. Mais il ne sera élevé, par ailleurs, aucune restriction à la liberté des chrétiens, que le projet de constitution garantit. Particulièrement, les écoles catholiques pourront continuer leur enseignement (sauf une, aucune ne cherche à être reconnue par l'État), et cet enseignement est très utile à la nation israélienne qui ne dispose pas d'un nombre suffisant de professeurs et de bâtiments scolaires assez spacieux.

Qu'il y ait, en fait, quelques frictions douloureuses, personne ne le nie et il faut que, de part et d'autre, on s'efforce de les réduire. Mais il n'en reste pas moins que les mesures graves dont on parlait sont évitées.

Jacques Nantet.

Une chaumière et un cœur

Des esprits droits se sont alarmés de la vogue d'un genre de publication dites *presse du cœur,* où le sentiment de choses belles et bonnes, comme l'amour, la fidélité, la paix de l'âme, se trouve habilement exploité dans le sens d'une évasion hors de réalités moins souriantes mais tout aussi bonnes, telles que la solidarité, le combat pour un monde plus juste, le dévouement ou l'engagement social. De fait, les magazines en question voient leur tirage croître constamment : si quatre millions d'exemplaires étaient vendus en 1952, au début de 1954 on pouvait en dénombrer

cinq millions sept cent cinquante mille. La presse du cœur plaît. C'est un fait. Est-elle nocive? C'est à voir — et il faudrait avant tout se garder de généraliser. Simple détente pour les uns, au même titre que les deux tiers des romans et que les trois quarts des films, elle peut amollir la vertu de quelques autres...

Mais comment est née cette littérature profitable? Nous ne ferons allusion que pour mémoire au caractère financier des magazines du cœur : on a parlé d'une sorte de trust aux mains blanches, d'une invasion par les Américains du marché français de la nouvelle rose et du conte bleu... Cela ne nous dit rien de l'idée qui germa, pour la première fois, dans le cerveau d'un marchand d'encre, au milieu d'un concours de circonstances tel qu'un succès foudroyant consacra la formule. Dans l'incapacité de retrouver le génial publiciste (il y a des anonymats coriaces...) une étude du genre ne pourrait-elle éclairer ce pèlerinage aux sources?

La presse du cœur se présente comme essentiellement moralisante. Le mal n'y est sans doute pas souvent appelé par son nom, mais c'est qu'il ne paraît ordinairement qu'en fond de toile dans les « récits vécus » et les confidences sentimentales. L'adultère est rarement consommé; la jeune fille un instant égarée rentre tôt dans les sentiers du devoir — — d'un devoir somme toute assez confortable, car une des caractéristiques du genre est le *happy end* de la dactylo entre les bras du jeune patron qui l'épouse.

Un autre caractère de la presse du cœur, en effet, est la bonté des nantis : l'industriel veut le bien de la midinette, et il pousse volontiers la bienveillance jusqu'au mariage — l'artiste en renom se penche sur l'humble admiratrice, et c'est pour l'élever jusqu'à lui — bien mieux que tout cela, on voit des hommes riches et comblés prendre et confondre dans un même amour la fille-mère et l'enfant du péché. Le tout narré sur la pointe des pieds, avec juste ce qu'il faut de trouble pour mettre la larme à l'œil.

Littérature édifiante, au fond vieille comme le monde, et que voici trois quarts de siècle une publication de grande tenue et d'inspiration catholique répandait dans un public féminin qu'elle satisfaisait pleinement : nous voulons parler des *Veillées des Chaumières*, dont une présentation rajeunie accuse les traits de l'ancien visage. Et ce sont précisément ce

moralisme confortable, cette bonté naturelle des riches, cette sentimentalité que l'on ne cultive pas en vain.

Cherchez là-dedans une seule histoire où l'amour trouve son accomplissement ailleurs que dans le confort (plus ou moins insolent) du couple. Cherchez un ménage pauvre et qui accepte son état comme un tremplin vers un avenir plus juste. Cherchez l'homme qui travaille en usine ou le paysan aux mains calleuses. Cherchez le taudis... Vous trouverez le château, le parc, la piscine, le court, la voiture de luxe. A défaut, au milieu des pommiers et des champs, une bonne maison de campagne, tutélaire, que respectent les villageois et les servantes et dont la jeune maîtresse fait rayonner autour d'elle la sagesse prématurée de son cœur.

Cela — qu'il y a soixante-quinze ans les *Veillées des Chaumières* présentaient en petits caractères, sans couleurs ni dessins, — vous le retrouverez plus moderne et plus attrayant dans les nouvelles *Veillées,* où le courrier du cœur a lui-même conquis droit de cité. Toutes les semaines, Bettine et Mariette — point trop n'est de deux — répondent aux menus tourments et aux grands soucis des *Petite Fleur de la Côte d'Émeraude,* des *Cœur de Trèfle,* des *Minou,* des *Thérèse de Verdun* et autres âmes de vingt ans.

M. del Duca est donc arrivé après le fondateur (inconnu) des *Veillées des Chaumières* : il n'a inventé ni formule ni clientèle, se contentant d'élargir celle-ci et d'adapter celle-là. Il est vrai que les *Veillées* elles-mêmes sont venues après les contes où les rois se mariaient avec des pastourelles, où le palais accueillait l'habitante ravie de la chaumine, dans un monde où la niaiserie est éternelle et le rose bon teint...

Je doute qu'on lutte jamais à armes égales contre la presse sentimentale. Toujours il y aura deux littératures : celle qui n'a pas des millions de lecteurs et qui dit vrai, d'une part; celle, d'autre part, qui est la coqueluche des jeunes citadines et qui emberlificote la réalité de guimauve et de crème. Malraux d'un côté, si l'on veut, et Berthe Bernage de l'autre.

MAURICE CHAVARDÈS.

PORTRAIT

LE MARÉCHAL JUIN

Le maréchal Juin vient d'être libéré des fonctions dont il avait la charge au sommet de l'armée française, et il n'est pas sûr qu'il conserve longtemps le commandement Centre-Europe à l'intérieur du dispositif atlantique. Est-ce la fin d'une carrière qui eut ses moments d'éclat et ses temps d'obscurité, mais qui fut toujours bien conduite? Le vraisemblable pourrait ici n'être pas le vrai, car on ne sait jamais avec les grands militaires, et plus particulièrement avec les maréchaux, si en quittant la scène ils ne trompent pas l'histoire par quelque fausse sortie et s'ils ne sont pas affectés par le destin à l'utile armée de réserve des hommes providentiels.

Par ses origines, Alphonse Juin est un Français d'Afrique, né à Bône dans la famille d'un modeste défenseur de l'ordre et franchissant l'étape avec cette aisance que la République a toujours su accélérer chez les jeunes gens bien doués. Il est à Saint-Cyr le major, en 1912, d'une promotion qui compte derrière lui Charles de Gaulle, autre futur illustre qu'il devancera toujours dans la vie puisqu'il arrivera le premier au maréchalat et à l'Académie française. Lors de la première guerre mondiale, il est blessé à deux reprises au même bras droit, d'où ce salut de la main gauche qui donne quelque chose de non-conformiste à une silhouette par ailleurs puissamment militaire. Il vit quelque temps dans l'intimité de

Lyautey au Maroc et prend ainsi la mesure d'un grand proconsul de la République. Il fait bravement la guerre du Rif et, en 1938, juste à la veille de la deuxième guerre mondiale, il est général, et général de l'armée d'Afrique. Ses maîtres ont été jusque-là, outre Lyautey, le génie de l'Afrique toujours tutélaire aux grandes heures de sa vie, et Maurice Barrès, auquel il doit, comme il devait en faire confidence un jour de réception à l'Académie française, une saine philosophie de l'action et un mépris assuré pour la raison raisonnante. Au moment où l'histoire va le toucher à l'épaule et l'appeler si près des premiers rangs, c'est une solide, sérieuse et sévère formation qui va se juger à ses fruits.

Cependant le général Juin paraît d'abord, et comment lui en faire grief, s'entendre mieux à la guerre qu'à la politique. Il est fait prisonnier en 1940, après s'être vaillamment battu dans Lille, et est enfermé à Kœnigstein, dans cette forteresse à généraux dont s'évadera plus tard le général Giraud, mais dont les portes sont ouvertes au général Juin lorsqu'il est réclamé aux Allemands par le gouvernement de Vichy, premier artisan ainsi de sa fortune.

Le général Juin cède une fois encore à l'appel de l'Afrique et remplace bientôt le général Weygand comme commandant en chef en Afrique du Nord. Il est difficile de savoir s'il a à ce moment difficile de sa vie une pensée politique ni s'il a fait dans le secret de son cœur quelque pari sur la suite et l'issue de la guerre. Nous avons assez appris après dix ans l'absurdité de telles questions ; bien des mémoires et des reconstructions à posteriori de l'histoire nous ont démontré que, sous les apparences de la collaboration et de l'attentisme, brûlait le feu bien caché de la plus vraie résistance. Il faut donc se garder de juger et se contenter de remarquer que le général Juin a su servir avec des loyalismes successifs, mais chacun insoupçonnable, les régimes du maréchal Pétain, puis de l'amiral Darlan, puis de Giraud, puis du consulat Giraud-

de Gaulle, puis enfin du général de Gaulle et de la IV^e^ République. En attendant que les événements lui dictassent son devoir, ce soldat, qui paraissait d'abord mal à l'aise dans la politique, donnait sans doute une bonne leçon de sagesse aux hommes politiques.

Le général Juin connaît en Italie les heures les plus glorieuses de sa carrière. Il y commande le corps expéditionnaire français, et il ouvre aux armées alliées la route de Rome. Cette fois, la présence de la France aux côtés des Anglo-Saxons n'est plus seulement symbolique; la victoire qui ouvre maintenant ses ailes va être véritablement commune.

Pendant quatre années, de 1947 à 1951, la guerre finie, le général Juin sera résident général de la France au Maroc. Il remplaçait M. Labonne, dont la politique libérale avait mécontenté la société française sans satisfaire pour autant le nationalisme marocain. Occasion pour le général Juin de donner libre cours à un génie qui s'était trouvé jusque-là passablement contraint par les circonstances. Il entreprend de mener une politique d'autorité qui rassure les notables de la colonie française. C'est lui qui invente le Glaoui, pacha de Marrakech, et qui se sert de ce bélier pour entamer le pouvoir du sultan. La mobilisation des cavaliers berbères en février 1951 est la répétition générale du coup d'éclat qui réussira, après le départ de Juin en août 1953, à abattre le sultan. L'action modératrice du Quai d'Orsay évite d'abord le pire, mais n'empêche pas le général Juin de se conduire en proconsul et de mépriser de plus en plus la faiblesse de l'État républicain.

Après le Maroc, le général Juin reçoit le commandement Centre-Europe dans le dispositif atlantique. Peu après le gouvernement de M. Pinay, qui vient de Pierre-Étienne Flandin et du maréchal Pétain, et de M. Pleven, qui vient du général de Gaulle, accorde au général Juin la suprême dignité grâce à laquelle il ne saurait rencontrer son semblable parmi les Français vivants : le géné-

ral Juin est maréchal de France. Il apparaît alors que cette gloire neuve lui monte un peu à la tête. Et le maréchal Juin, maintenant qu'il est sur le devant de la scène, va se faire applaudir par les uns et huer par les autres en multipliant les déclarations explosives et en prodiguant des leçons abusives.

Un jour, il souhaite de voir conduire à Douaumont les cendres du maréchal Pétain, et c'est un beau tumulte dans ce qui reste de résistants. Puis, le jour de sa réception à l'Académie française, il fait l'apologie de sa politique marocaine et se mêle d'apprendre à François Mauriac les dangers de ce qu'il appelle, en une expression qu'il imagine offensante, « la religion du cœur », et François Mauriac, qui est lui aussi une puissance dans la cité, quoique d'un autre style, se défend d'un magistral coup de griffe contre ce « coup de bâton étoilé ». Une autre fois, le général Juin, sous prétexte de démentir son éventuelle candidature à la Présidence de la République, candidature à laquelle, il est vrai, on pensait peu, se met à railler le fantôme d'autorité dont jouit l'hôte de l'Élysée, voué seulement, dit-il, aux « corvées » d'un rôle d'apparat, ce qui mettait une dissonance dans le concert d'éloges qui entourait la fin du septennat de M. Vincent Auriol. Enfin, il arrivait à ce maréchal de France de s'oublier au point de préfacer un ouvrage de haute pornographie et de bas racisme. Pourquoi se serait-on étonné? Les Grands, sous les monarchies comme sous les républiques, ont toujours aimé donner un air de Fronde à leur comportement public.

Mais il arrive parfois que Mazarin, après avoir beaucoup subi, se fâche lorsque Condé cesse de jouer au grand seigneur méchant homme pour véritablement engager le fer. Le général Juin paraissait avoir approuvé le traité instituant l'armée européenne au sujet duquel il ne faisait que quelques réserves techniques de détail, et les hommes politiques favorables au traité utilisaient bien légèrement comme un argument positif ce que

représentaient d'autorité les hautes fonctions du maréchal. Or, soit évolution personnelle, soit pressions liées à l'actuel jeu politique, le maréchal Juin dit à Auxerre son hostilité à la C.E.D. et rejoint, car il a l'habitude des ralliements tardifs, des positions voisines de celles du général de Gaulle. Il aggrave volontairement son cas en refusant de venir s'expliquer auprès du chef du gouvernement. Les sanctions qui le frappent sont un assez bon réflexe républicain. Par une rencontre d'humour qui ne paraît pas avoir été prémédité, c'est M. Joseph Laniel qui venge M. Vincent Auriol et M. François Mauriac.

Mais il est donné au maréchal Juin d'avoir de la chance dans ses malchances mêmes. L'exploit oratoire d'Auxerre rétablit d'un coup un crédit chaque jour plus compromis auprès des esprits libres et avancés. Qu'il suffit de peu de chose pour changer complètement un homme dans la comédie politique contemporaine! Le pétainisme sans repentance, le proconsulat et les répressions du Maroc, le style colonel de la Rocque avec la vulgarité en plus qui fait une manière de bas gaullisme, les sottises dites à M. François Mauriac ou, plus gravement encore, à M. Vincent Auriol ne sont plus que des péchés véniels qu'on ne vient de rappeler que par suite d'un entêtement ridicule dans le mauvais goût et l'inopportunité. Classé maintenant parmi les adversaires de la C.E.D., M. le maréchal Juin est en passe d'être proposé comme un modèle de rigueur civique à tous les bons Français. Le plomb vil se change en or pur et l'épouvantail fasciste d'hier pourrait bien devenir le héros d'une nouvelle gauche. L'Humanité *elle-même est pour le maréchal Juin tout sourire et bouquet. Comment alors ne pas avouer qu'on n'est pas assez malin pour savoir si ce vieux soldat tient seulement à ne pas manquer sa sortie ou si ce jeune maréchal ne prépare pas quelque rentrée ?*

Étienne Borne.

Chroniques

ARTS

L'art dans la vie

Sans doute bien des gens ne voient pas, dans les conditions de la vie moderne, à quel point l'art est inhérent à la vie. Un spectacle comme le Salon des Indépendants montre cependant, avec plus de trois mille œuvres et un nombre relativement important de visiteurs, que les peintres sont nombreux, et aussi les amateurs qu'une sorte de tradition conduit à visiter pieusement ces grandes manifestations annuelles. Ce Salon est cette année bien présenté, bien accroché, plaisant à l'œil. Dans l'ensemble on sent une progression vers la peinture, le goût et le sens de la matière, des accords tonaux.

L'insertion de l'art dans la vie, les Peintres Témoins de leur Temps (Musée Galliéra) la veulent exprimer plus spécifiquement. Cette année leur thème fut : L'homme dans la ville. Moins chaotique que celui de l'an dernier (sur le thème : Le dimanche), l'ensemble reste médiocre et un peu terne. Il y a, certes, des œuvres de qualité, mais on dirait qu'au moment où l'élan des jeunes les porte vers la valeur picturale pure un effort vers un « sujet » somme toute littéraire les déséquilibre : ce pourrait alors être dangereux. Ajoutons que l'on y expose sur invitations et qu'il est fermé aux femmes. Après avoir lutté contre le racisme faudra-t-il se battre contre le « sexisme » ?

Bien plus que ces manifestations d'aujourd'hui, des expositions portant sur des siècles passés apportent leur témoignage sur l'union étroite de l'art et de la vie courante. Tout d'abord au Musée des Arts décoratifs, « Art norvégien, dix siècles de tradition Viking ». On y peut suivre succinctement le déroulement de l'art de ces conquérants nordiques depuis les débuts

de leur implantation dans les vallées norvégiennes jusqu'au XIX^e siècle. Art de nomades initialement, mais nomades de la mer dans leurs « drakkars » immenses pour l'époque, bateaux effilés et profonds ornés de têtes de dragons (drakkat signifie dragon) où s'entassaient les hommes et toute leur fortune, tous leurs biens; art du bois et de l'ornement, de l'orfèvrerie; art d'animaux souplement tordus en entrelacs, proche de l'art des peuples germaniques; art venu de la grande plaine du Nord burasiatique. Ces conquérants qui s'installaient sur toutes les côtes de la mer du Nord, de la Manche, de l'Atlantique, et essaimèrent même en Méditerranée, apportant leur civilisation facilement adaptable au sédentarisme, furent à leur tour conquis, dans leur propre pays, par le christianisme qui leur fit adopter de nouvelles normes tant de vie que de pensée et de construction. Ce fut alors le gothique norvégien, et la fin du XIII^e siècle représente l'apogée de l'art en ces pays, mélange peu homogène, traversé de luttes sourdes entre l'apport chrétien et la tradition. Peu à peu, suivant les fluctuations économiques (démographiques aussi, car la peste supprima une grande partie de la population, restreignit les survivants aux hautes vallées et ruina le pays pour longtemps) et les rapports avec le monde extérieur, l'art évolua : lorsque reparut la prospérité, le goût de la décoration peinte généralisée, venue d'Allemagne par la Hanse, gagna toute la population; le motif de la feuille d'acanthe hérité des gothiques se fit spécifique, et la rose en peinture prit une place éminente aux XVIII^e et XIX^e siècles. Arts majeurs, bien sûr, furent prospères, mais l'art populaire prit toujours la première place avec une ampleur rare chez d'autres peuples.

Le port d'Anvers n'est pas connu de haute antiquité. Il apparaît sans doute au VIII^e siècle, pour être ravagé et conquis en 836 par les Vikings. Puis sa situation géographique par rapport aux empires d'Occident lui donne un développement exceptionnel dès le X^e siècle. Au XIII^e siècle il porte ombrage à la Flandre, et au XIV^e il draine le commerce et les marchands du monde entier. Après un fléchissement vers le milieu de ce siècle, Anvers repart de plus belle, et le XV^e en est l'apogée économique, avec en plus, au XVI^e, l'apport des découvertes géographiques et du commerce avec les Indes occidentales et orientales. Hélas! en 1572 c'est la révolte contre les Espagnols, chute brutale du chiffre de la population

et des échanges commerciaux. Anvers ne revivra que vers 1830.

La Bibliothèque Nationale, avec l'exposition : « Anvers, ville de Plantin et de Rubens », présente un panorama très complet de la cité aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, apogée artistique et bourgeoise naturellement un peu décalée dans le temps par rapport à l'apogée économique. On amasse d'abord, on jouit à la génération suivante. La liberté et la situation de la cité attirèrent, assez tard d'ailleurs, les imprimeurs éditeurs (vers 1481) qui devaient lui donner son plus grand titre de gloire. Ils se multiplièrent, et lorsque vint, en 1549, le Tourangeau Christophe Plantin, le renom d'Anvers comme centre typographique était assuré. Plantin fut cependant le plus grand, le plus artiste, le plus célèbre : il symbolise toutes les splendeurs et les qualités de la corporation, avec son gendre et successeur Moretus (Jean Moerentorf).

Ce développement prodigieux de l'imprimerie s'accompagna de celui des arts graphiques : il suscita un jaillissement de graveurs sur bois, puis sur cuivre avec Plantin, et Rubens lui-même travailla beaucoup pour les éditeurs. Avant la présentation autour de Plantin et de Rubens, l'exposition montre les multiples aspects de la vie en leurs deux siècles : iconographie d'œuvres, cabinets des amateurs du temps, peinture, dessin, gravure, typographie, reliure, médailles, orfèvrerie, techniques, illustration, influence sur le livre français, toute cette matière abondante et complexe est montrée avec précision et méthode. On touche du doigt la contexture même d'une civilisation artistique née dans un milieu économique et social favorable.

En même temps que ces expositions, la galerie Beaux-Arts offrait à la réflexion un grand nombre de photographies sur « les Villas de Vénétie » centrées sur le génial architecte Palladio (1508-1580). Là aussi, un terrain économique, politique et social favorable a fait naître un grand art. Venise, port dominant de liaison entre Orient et Occident, devait se prémunir contre les concupiscences des villes terrestres italiennes; elle conquit l'arrière-pays, avec Udine, Padoue, Vicence, jusqu'à Vérone; et la campagne offrit aux riches Vénitiens un lieu de repos où ils firent élever avec abondance de somptueuses villas qui ne le cédaient en rien aux palais des îles. Cela subsista, malgré les variations territoriales, jus-

qu'au XIX[e] siècle. C'est une des pages les plus brillantes de l'histoire de l'architecture italienne.

D'autres aspects de naissance et de développement d'un art peuvent se concevoir. Le moyen âge vit la vallée de la Meuse servir de lien entre diverses régions d'Occident, que l'exposition d'art mosan au Musée des Arts décoratifs nous révéla l'an passé, et un ouvrage collectif, publié sous la direction de l'éminent historien d'art Pierre Francastel (*L'Art mosan*, librairie Armand Colin), apporte aux spécialistes de nombreuses études de détail à ce sujet : point de départ de nouvelles recherches, illustration d'une intelligente méthode d'analyse, ce savant ouvrage mérite une lecture attentive.

Pour consciente qu'était jadis la place donnée à l'art dans les activités humaines, il appartient à notre temps d'en faire plus : une base essentielle d'éducation. C'est ce qu'illustre et précise le livre *Art et Éducation* publié par l'UNESCO avec le concours des plus grands spécialistes de tous les pays. Partout, depuis quelques années, apparaissent des expositions de dessins d'enfants, au Musée Pédagogique en particulier; partout des pionniers — pas toujours officiellement soutenus, hélas! — mettent au point des méthodes d'éducation *par l'art*. Ce que le sociologue et esthéticien anglais Herbet Read avait préconisé se réalise; l'art aussi est bienfaisant et permet de soigner les enfants anormaux (les adultes aussi). On attend une systématisation des recherches, une synthèse statistique de toutes les expériences, en un mot une étude scientifique à l'échelle mondiale de cette nouvelle branche de l'éducation.

ROBERT VRINAT.

LETTRES

ESSAIS ET ROMANS

Faut-il entrer dans l'histoire? Devons-nous, une fois dedans, nous imposer d'y agir dans un sens déterminé? La tentation de l'intellectuel joue ici d'une double manière : par le désir de dominer l'histoire, par l'envie de ne s'y point salir.

Mouvements non opposables, mais, au contraire, parallèles : on peut tirer les ficelles de loin et, par surcroît de précautions, rien n'empêche qu'on enfile des gants... Cette attitude n'a pas souvent été celle de François Mauriac — de qui les *Paroles catholiques*[1] nous rappellent, directement ou par figures, l'attention à l'histoire considérée non comme un guignol lointain, mais comme un combat tout à la fois de Dieu et de l'homme, où chacun de nous se défend, se compromet, ahane et ne peut guère garder les mains blanches.

Dans les vicissitudes de la lutte, nous n'avons pas toujours été d'accord avec Mauriac... Au fond, quand ses paroles nous irritaient, ce n'était jamais qu'elles nous parussent trahir l'essentiel de notre engagement — mais, parfois, y croyions-nous sentir comme une coquetterie de privilégié, comme une parade d'homme bien élevé qui, à notre goût, s'accommode trop de son monde. De récents événements nous ont rendu le Mauriac militant[2], le Mauriac de 1936, le Mauriac qui peut écrire : « Tout ce qui, au cours du dernier siècle et de la première moitié de celui-ci, a été gagné par la mort sur la vie, l'a été grâce à notre pharisaïsme inguérissable, grâce surtout aux équivoques entretenues par le catholicisme politique et dont Karl Marx a prodigieusement bénéficié. » Le Mauriac de ces *Paroles catholiques* — exception faite, peut-être, pour la première conférence, qui est de 1929 — nous paraît celui de l'inquiétude non pas seulement métaphysique (le temps est révolu où il nous disait : « désormais, je ne m'occupe plus que des âmes... »), mais aussi sociale et politique.

J'aime le livre d'Odette du Puigaudeau, *La Piste*[3], parce que voici du documentaire uni à l'émotion, parce qu'un tel ouvrage ne s'écrit qu'après avoir été vécu et que l'auteur a superbement vécu la vie des « pistards », du Maroc au Sénégal, toute pleine de l'évocation de cette antique ligne des puits, devenue la moderne piste, où cheminaient les « chars remplis de sel, d'or, d'ivoire, d'aromates et de plumes d'au-

1. Plon.

2. *Militant* est le mot, si l'on songe avec quelle ferveur inquiète il a participé aux travaux du Comité pour la défense des Rosenberg et du Comité France-Maghreb.

3. Plon.

truche, entourés de la pitoyable horde des esclaves soudanais ». Sur le progrès occidental imposé à l'Islam, Odette du Puigaudeau porte un jugement mesuré : matériellement, avantages agraires, grâce aux socs mécaniques et à l'adduction d'eau, contrebalancés par la suggestion tyrannique de nouveaux besoins; spirituellement, le bilan est moins positif, sans doute : notre civilisation meurtrit une forme d'existence qui lui est diamétralement opposée, simple, lente, harmonisée avec la nature...

Et puis, l'autre progrès, l'industriel, devant lequel s'extasieront les missions officielles, le progrès qui a nom mines de fer et de cuivre, et qui se solde, écrit l'auteur, par la « promotion » des bergers aux travaux de forage, à deux cent quarante francs C.F.A. par jour dans le fond, et cent trente à la surface. (Un exemple entre plusieurs, qui nous est donné là à propos de la Société des Mines de cuivre de Mauritanie...) Ce livre est visiblement sincère, passionné pour la grandeur d'un peuple et pour le mariage encore incomplètement réalisé entre deux civilisations. Passionné, mais non partisan.

Hermann Kesten, l'auteur des *Enfants de Guernica*[4], est cet homme qui, ennemi du nazisme, quitta son pays, vécut sept ans à Paris, puis à New-York depuis 1940, où il fonda l'*Emergency rescue Committee*, par qui des centaines d'intellectuels antinazis ont été arrachés à la famine et au désespoir. Que ce soit *cet* Allemand qui tire un roman de la tragédie de Guernica, cela ne choque point — ni même qu'il raconte comment les Junkers rasèrent la ville, ni qu'il fasse dire à un adolescent rescapé du bombardement : « Le lundi matin, nous étions sept enfants. Le soir, trois vivaient encore. Sur le bateau (*il s'agit du* Habana *qui transporte en France deux milliers de réfugiés, femmes et enfants*), les matelots nous ont dit que les aviateurs étaient des Allemands. N'êtes-vous pas Allemand, vous aussi ? Alors, vous comprenez ? »

Le roman de Kesten est un de ces ouvrages extrêmement dépouillés, tendus à craquer comme une peau translucide, que vous lisez sans souffle, après lequel vous ne retrouvez que difficilement le repos de l'âme : chez nous, en effet, où la

4. Calmann-Lévy.

tragédie espagnole a été vécue presque heure par heure, ce genre de roman est à la fois coup de poignard et cri. Le jeune Carlos dit quelque part : « Les gens eurent tôt fait de se tranquilliser. Que s'engloutissent les neuf dixièmes de la terre, les survivants reviendront vite au calme : les hommes traversent le monde en dormeurs. N'y a-t-il rien pour les réveiller ? » Et Thomas Mann d'écrire en guise d'introduction au livre de son compatriote : « L'essentiel de ce que Carlos a vécu et qu'il nous remémore de la façon la plus singulière, c'est l'ambivalence consternante de l'humain qui n'autorise aucun jugement tel que : « l'homme est bon », ou « l'homme est méchant. » Dans le récit de Kesten, l'homme se comporte en brute, ou pis encore. Mais il y a ce passage du livre où un soldat, qui conduit l'adolescent au cimetière dans lequel on exécute, chuchote : « J'ai connu ton père. Place-toi le dernier de la rangée. Au premier coup de feu, tombe. Ne crie pas. Une fois que tu seras par terre, je tirerai encore sur toi. Ne crie pas. »

Très peu d'ouvrages ont la valeur de celui-ci. Rangeons-le parmi les tout premiers, les plus authentiques et les moins fabriqués, parmi *L'Espoir, Pour qui sonne le glas, Le Testament espagnol...*

Bien qu'on aille disant le contraire, le roman psychologique n'est pas plus mal en point aujourd'hui que du temps de Bourget. Des jeunes femmes de moins de trente ans, apparemment au fait des récentes tendances littéraires, n'en ont pas la main moins ferme ni le cœur moins vif pour nouer et dénouer les fils d'une intrigue amoureuse. Avec *Le droit chemin*[5], Sylvia Montfort illustre sans se forcer la tradition du roman moraliste bourgeois. Un portrait tracé haut la plume : celui du méticuleux, de l'orgueilleux Georges Vattier, qui se prend pour un dieu alors qu'il est un médiocre pion. Ses malheurs (mais souffre-t-il vraiment d'autre chose que de ses stupides précautions ?) ont le nom et le visage de Catherine et de Solange. Toutes les deux sont infiniment plus sympathiques que le petit dieu. L'auteur les peint, cependant, avec moins de maîtrise qu'elle ne campe Georges Vattier. Le récit est d'une écriture légère, d'un ton détaché, souple, et cependant sûr de lui. Sylvia Montfort — qui fait du ci-

5. Julliard.

néma et du théâtre — a l'air de pouvoir mener une troisième activité de front : elle écrit ses romans (celui-ci vient après deux autres) avec patience et bonheur.

MAURICE CHAVARDÈS.

LITTÉRATURES

Louis Mitelberg ou Kafka communiste

Mitelberg porte peut-être sur sa carte d'identité : dessinateur humoristique. Ce qui fait penser à Sennep, à Dubout, à Maurice Henry. Si l'on veut, Mitelberg tient à *Action* ou aux *Lettres Françaises* la place que tient Sennep au *Figaro*. L'un et l'autre dessinent. En principe, dans le but de faire rire. Ils ont fondé, eux et leurs semblables, une catégorie du journalisme.

Mais Mitelberg ne ressemble à personne. Il n'a rien de commun avec Sennep ou Dubout. Rien. Cet isolement absolu, je ne veux pas dire qu'il le doive à son communisme. Il le doit à son art. De plusieurs dessinateurs humoristiques, on dit qu'ils ont du talent, et c'est vrai. Mitelberg a du génie. Il est impossible d'en douter en regardant l'album qu'on vient de lui consacrer [1].

L'étonnante puissance de son trait, qui paraît lourd d'abord parce qu'il est plein de rage, son extraordinaire sens de la composition et du drame, la force de ses lignes, l'espèce de mouvement épique qui les fait vivre, il faudrait ne pas ouvrir les yeux pour ne pas en subir la poigne. Et les ongles.

Un nègre est pendu à un arbre; à quelques mètres de lui, un peintre a installé son chevalet et observe le supplicié, la pipe à la bouche; sur la toile, on voit un vase avec des fleurs : le dessin est intitulé *l'Art pour l'art*. Ou bien on voit Krupp, récemment libéré, se servant du nez de Schuman pour net-

1. Éd. Cercle d'Art.

toyer un canon. Ou encore, c'est Jules Moch, dont le nez est un bâton blanc et dont les yeux sont des menottes. Ailleurs, une monstrueuse bête casquée en M. P. évoque la guerre bactériologique.

Et cela ne fait rire à aucun moment. Il y aurait un moyen de s'en tirer : ce serait de crier, en regardant les ministres, les Américains et les policiers tels que Mitelberg les peint : mais c'est de l'injustice! Certes, c'est injuste. Et tout serait dit pour peu que l'on ajoute : voilà un militant aveuglé, qui dessine à la commande, en qui plus rien d'humain n'existe et qui, tout simplement, fait de l'agitation. Tout serait dit? Mais il resterait tout à expliquer, c'est-à-dire l'art de Mitelberg.

Au niveau de l'actualité politique, les choses sont claires. Mitelberg est un combattant, engagé dans son parti comme dans un régiment. Tous les thèmes de combat, il les porte au feu rouge de sa rage et de sa foi. Il ne redoute rien, ne respecte rien, fouille de son crayon les ennemis du communisme, leur ouvre le ventre et déroule au soleil leurs entrailles. Il n'est pas là pour amuser le public en un jeu convenu, inoffensif et qui ne blesse personne. Justement, il est là pour blesser. Son métier consiste à creuser des plaies. D'où sa férocité.

Or, Mitelberg n'est pas seulement féroce. Il est atroce[2]. Il faut essayer de lire l'univers qu'il crée. L'actualité politique n'est jamais que le seuil de cet univers, et, au delà du seuil, se développent des tortures, des folies, des absurdités que les rites de propagande communiste n'expliquent pas. Le monde de Mitelberg est le monde de l'atrocité. Sa population la plus quotidienne est composée d'assassins à casques, de ruines fumantes, de croix de bois, de squelettes, de cercueils et de sang. Hors cela, tout n'est qu'adaptation à l'actualité. Et je ne puis croire que Mitelberg se borne à obéir. Ce monde insoutenable, il le voit, il l'habite. C'est le sien. Mitelberg nous vient tout droit d'une zone mentale qu'Oradour, Stalingrad, Buchenwald ont déposée dans l'homme et que le temps ne parvient pas à effacer. Nous pourrions perdre les souvenirs les plus atroces, il restera Mitelberg pour témoigner

2. A vrai dire, Mitelberg se livrant à une dé-figuration, l'atroce franchit ici une certaine limite. Certains demandent : Mitelberg a-t-il le droit? Le problème est posé.

que les hauts faits de la plus grande folie meurtrière de tous les temps sont gravés non seulement sur la pierre de l'histoire, mais davantage encore sur la chair humaine. Mitelberg est l'homme qui se souvient dans un pays d'où toute mémoire aurait disparu. Et cette mémoire fait mal comme une marque au fer rouge.

Mitelberg nous donne à voir et presque à toucher l'univers totalement absurde, celui où le pire est plus nombreux et plus facile que le vrai, celui que Kafka imagina un jour et que le nazisme créa, celui enfin qu'il ne faut pas oublier, dussions-nous ne songer qu'à lui.

Corneille sans professeur

On nous l'a pris depuis longtemps, le bonhomme Corneille. On l'a enterré sous nos yeux, entre six fiches qui sont autant de planches — et de celles qui font les cercueils durables. Reprenez l'un quelconque de nos manuels scolaires de littérature et vous verrez. Depuis, il est de bon ton de laisser mourir Corneille à l'ombre de l'éblouissant Racine. Louis Herland écrit à ce propos un livre très calme et très froid, mais dont le contenu est une révolte, un refus d'obéissance[3]. Non seulement Corneille « aurait presque pu dire à Racine, Molière, Boileau, comme autrefois Ronsard à ses successeurs : « Vous êtes tous issus de ma Muse et de moi », mais de plus il demeure de tous nos grands classiques le seul qui ait été capable de produire dans la littérature postérieure (ne parlons pas du pseudo-classicisme) de vigoureuses boutures (Stendhal, Hugo, Péguy, par exemple), alors que Molière, La Fontaine ou Racine, toujours si vivants pourtant, n'ont jamais enfanté que de pâles et moribonds disciples... » Il n'est pas sûr que Louis Herland se trompe, mais il est certain que son opinion ne saurait être plus paradoxale. Quel effet aura ce paradoxe sur les étudiants et lycéens d'aujourd'hui ? Au moins celui de susciter un deuxième Corneille, défini comme étant « le plus humain de nos poètes parce qu'il fut le plus *intelligent* » auprès d'un premier Corneille sorti de la parole des professeurs ennuyeux, solennel, perché à la crête d'une tiède élo-

3. *Corneille par lui-même* (Éd. du Seuil).

quence. Il ne faut pas s'en plaindre. Dès lors, il y aura problème et le meilleur moyen de le résoudre sera de retourner aux textes. On va relire Corneille. Voilà ce qu'aura fait Louis Herland.

Une grande et belle voix

Le pamphlet est à droite ? On le dit. Mais en voici un qui est à gauche et qui a tous les mérites : d'un coup de fouet et d'une jouvence, d'un rafraîchissement de mémoire et d'un réveil. Violent à la mesure de nos avachissements, nécessaire comme nos oublis sont lâches et que la radio et la presse devraient diffuser à longueur de journée. *La mémoire courte*, de Jean Cassou [4], dessine en creux le visage de la France, le visage que nous lui avons donné, et décrit cette sieste dans laquelle se sont enfermés l'intelligence politique, les sentiments nobles, le patriotisme et la raison nationale. Je sais bien qu'il s'en trouvera beaucoup pour dire que Jean Cassou *exagère*. Mais il n'exagérerait pas si l'état qui est le nôtre n'était si proche d'un abandon. Le chant que Cassou offre à l'Espagne et à la Résistance, à *l'homo hispanicus* et au rêve du maquis, il a la force d'un poème et d'une gifle. « Pour chaque résistant — dit-il — la Résistance a été une façon de vivre, un style de vie, la vie inventée. Aussi demeure-t-elle dans son souvenir comme une période d'une nature unique, hétérogène à toute autre réalité, sans communication et incommunicable, presque un songe. Il s'y rencontre lui-même à l'état entièrement libre et nu, une inconnue et inconnaissable figure de lui-même, une de ces personnes que ni lui ni personne n'a, depuis, jamais retrouvée... » Qui se lèvera pour dire que ce n'est pas vrai et que de voir la Résistance devenue songe et rien que songe est ce qui pouvait nous arriver de pire ?

Jean Cassou, il lui arrive, dans son livre, de ne pas être raisonnable. Mais justement! Quelle chape de plomb font tous nos actes et toutes nos pensées *raisonnables*! Comme cela fait du bien de cesser de l'être! Le malheur est que ce ne soit que pour se souvenir.

GABRIEL VENAISSIN.

4. Éd. de Minuit.

NOTES DE LECTURE

Le prophète Ezéchiel et les débuts de l'exil

Le nouveau livre de M. l'abbé Jean Steinmann, *Le prophète Ezéchiel et les débuts de l'Exil*[1], répond excellemment au but de la collection *Lectio divina* : mettre à la disposition du public cultivé les sources bibliques éclairées par les progrès les plus exacts de nos connaissances historiques. En octobre 1896, le P. Lagrange m'assignait comme programme initial d'enseignement scripturaire à l'École une introduction générale à Ezéchiel, en vue surtout de dégager le caractère de sa prophétie et son influence sur l'évolution religieuse d'Israël. Guidé par l'enseignement antérieur de mon maître et par ses conseils assidus, après avoir triomphé des aspérités inhérentes à ce livre déconcertant au premier abord, je ne tardai pas à subir la fascination de la puissante et mystérieuse personnalité de ce héraut fulgurant de la justice et de la transcendante sainteté divines : personnalité si différente du royal et éblouissant Isaïe comme de l'hypersensible et douloureux Jérémie. Formé dans la solitude, à l'écart des agitations funestes qui préparaient le cataclysme chaldéen, nourri de la Tôrah, Ezéchiel m'apparut comme mandaté d'abord par Dieu pour en remettre les obligations sous les yeux du menu peuple judéen épargné par la première déportation. Quand son message se heurta au débordement d'une impiété obstinée, le Seigneur l'envoya confirmer les exilés dans leurs espérances et formuler à quelles conditions serait réalisé le regroupement du peuple élu autour d'un Temple reconstruit dans une splendeur nouvelle et une suréminente sainteté dont j'ai bien des fois recommencé l'attachante étude par la suite.

Cette conception du ministère prophétique d'Ezéchiel, qui résultait spontanément de l'étude du livre, ne suscita pas de réaction en ce temps-là. Tout autre allait devenir, dès le début du XX^e^ siècle, l'attitude de la critique indépendante. En quelques pages liminaires de son livre, M. Steinmann a limpidement résumé les âpres controverses engagées autour d'Ezéchiel. Son message a été déclaré tour à tour incohérent et tardif, par conséquent apocryphe, exclusivement légaliste et sacerdotal et, à l'inverse, inspiré d'une sublime veine poé-

1. In-8° de 324 pp. avec 8 figures, Paris, Éd. du Cerf, 1953.

tique, farci d'aramaïsmes ou, au contraire, écrit tout entier dans un vocabulaire et avec des images qui impliquent sa rédaction en Babylonie au VI^e siècle. Il était naturel qu'à travers ce conflit de théories discordantes le texte de la prophétie soit repris en sérieuse considération. Notre temps, épris de la classification catégorique et d'étiquettes très définies, est convenu de mettre au compte de l'exégète Alfred Bertholet la découverte de la dualité judéenne et babylonienne du ministère d'Ezéchiel. C'est le point de vue auquel se rallie M. Steinmann; mais ce serait caricaturer déplorablement son étude personnelle que de la présenter comme un décalque servile de Bertholet. Il est à coup sûr beaucoup plus facile, si tant est que ce soit consciencieux, de taxer de dissection fantaisiste l'analyse qu'il suggère des épisodes pour lesquels font défaut des éléments positifs de répartition chronologique, ou de vitupérer certaines crudités de sa traduction littérale du texte. Hébraïsant très qualifié, il a conscience que l'hébreu, dans les mots, brave l'honnêteté beaucoup plus encore que le latin; et tout en regrettant quelque part le surréalisme d'un Léon Bloy, qui seul pourrait traduire Ezéchiel en français, il ne recule pas devant un littéralisme hébreu de nature à horrifier la pruderie conventionnelle de certaine bonne société, mais surtout les cercles pieux, habitués aux délicatesses d'expression que vingt siècles de pensée chrétienne ont si heureusement imposées au langage français. Plus soucieux de faire passer dans les âmes contemporaines le frémissement austère des oracles justiciers d'Ezéchiel que de respecter l'édulcoration conformiste usuelle, M. Steinmann a cru pouvoir reproduire parfois les audaces de son langage réaliste. Espérons que cette liberté ne détournera aucun lecteur de tirer profit de la présentation aussi suggestive que pénétrante qu'il a faite de l'œuvre et de la personnalité du grand prophète de l'Exil.

L.-H. VINCENT, O. P.

Jérusalem, 1^er avril 1954.

Édith Stein, par une moniale française (La Vigne du Carmel). Éditions du Seuil, 218 p., 1954.

« Ce ne sont pas les achèvements humains qui nous viendront en aide, mais la Passion du Christ; mon désir est d'y prendre part », tel est le leitmotiv de la biographie d'Édith Stein qu'une carmélite française vient de publier.

Née à Breslau dans une famille juive orthodoxe, Édith est

élevée dans la religion de ses pères. Bien vite, s'éveille sa soif de connaître : elle commence des études de philosophie et, ayant lu les *Recherches logiques* de Husserl, elle devient son disciple préféré. Pendant cette période, Édith cherche avec ardeur la vérité.

Cette vérité, elle la trouvera quelques années plus tard. Par la lecture de la *Vie de sainte Thérèse*, elle rencontre le Christ. S'étant procuré un missel et un catéchisme, elle commence seule son instruction. Elle est reçue dans l'Église, le 1er janvier 1922.

Dès cette époque, Édith se sent attirée vers la vie religieuse. Mais pendant plus de dix ans, le Seigneur lui demande de porter témoignage de sa foi nouvelle dans les milieux catholiques allemands. Ce n'est qu'en 1933, au moment où les lois raciales nazies arrêteront son activité extérieure qu'elle pourra réaliser son désir le plus profond : la vie religieuse au Carmel. Au moment où les persécutions massives frappent les Juifs allemands, elle prend conscience que la destinée de son peuple devient son partage : Dieu lui demande la consécration totale de sa vie pour son peuple d'Israël. Cette consécration et cette offrande de toute sa vie se réalisent d'abord aux carmels de Cologne et d'Echt en Hollande, puis au camp d'Auschwitz. En 1942, les évêques catholiques de Hollande, en accord avec les ministres protestants, rédigent un message de protestation contre les déportations massives, message lu publiquement en chaire. En réponse, le Commissaire du Reich donne l'ordre de saisir tous les religieux et religieuses non aryens dans les couvents de Hollande : ils étaient trois cents et, parmi eux, Sœur Bénédicte. Le 9 août 1942, Édith Stein est brûlée au four crématoire d'Auschwitz. Fille d'Israël et carmélite, fille du peuple de Dieu selon la chair et l'esprit; de ce Peuple élu qu'elle n'a jamais renié, Édith Stein a éprouvé en son corps et en son âme la plénitude du mystère du martyre judéo-chrétien.

Riche en documents non seulement sur Édith Stein elle-même, mais encore sur son milieu de vie et en particulier sur Husserl, ce livre manque pourtant de clarté dans la présentation de ces témoignages. Ce vice de forme ne diminue néanmoins en rien la valeur spirituelle de ce volume et le message de vie qu'il apporte à notre temps.

A. L.

THÉATRE

Si l'art est difficile, la critique n'est point aisée. Nombreux furent les lecteurs de *Sud* qui reconnurent dans la première pièce de M. Julien Green une œuvre digne de prendre place à côté de ses meilleurs romans : le moins que l'on puisse dire est qu'à la représentation les avis furent partagés. Quelle impression peut faire *L'Ennemi* à la lecture ? La représentation m'a donné le sentiment de « l'indéfendable », mais il faut ajouter aussitôt que le public — c'était un soir comme les autres — semblait fort satisfait. Qui se trompe ?

Dans un château de l'Ile de France, à la veille de la Révolution, vivent trois personnes, une jeune femme, son mari qui, à la suite d'un accident, n'est plus qu'un mari nominal, le frère de celui-ci, violemment épris de sa belle-sœur qui a, par ennui, favorisé sa passion. Le rideau se lève au moment où arrive un quatrième personnage, un frère des deux hommes qui ne semble pas être tout à fait leur frère, hier moine sans être prêtre, aujourd'hui défroqué reniant la foi qui l'avait conduit au cloître.

Les quatre personnes appartiennent à cette aristocratie que « les lumières » ont libérée de toutes « superstitions ». Mais Pierre et Elisabeth ont une âme plus compliquée que celle d'un voltairien satisfait.

« Dès mon enfance, dit Pierre, je savais que j'avais choisi le mal, du moins ce que l'Église appelle mal. » Sa conversion, à dix-huit ans, fut un mouvement de recul devant ce « mal » qu'il avait choisi. C'est qu'il y a une grandeur dans le mal et, pour comprendre la grandeur du mal, il faut avoir le sens de la grandeur tout court : c'est cette grandeur du mal qui fit peur au jeune homme et c'est le sens de cette grandeur qu'il vient de retrouver en jetant son froc aux orties.

Élisabeth a trouvé au fond de l'ennui un sentiment tout platonicien de la non-existence du monde sensible : ce château, ses habitants, le village, tout cela n'est qu'apparences;

au delà de ces ombres vaines, son cœur devine la présence d'un univers invisible dont elle ne sait rien sinon qu'il doit avoir la consistance du réel.

Que Pierre lui semble être le messager de ce monde invisible, telle est l'équivoque qui noue ce drame : il arrive que les démons se déguisent en anges de lumière, mais ici le démon est victime du déguisement et l'ennemi de Dieu devient en quelque sorte cause occasionnelle de la grâce.

Comme « il n'y a qu'un seul cœur pour aimer Dieu et les hommes », Élisabeth commence par tomber dans les bras visibles de celui qu'elle croit venu du monde invisible. Cet amour ne la quittera jamais plus, mais il se purifie à mesure que le monde invisible dévoile son nom et il deviendra ardent désir de salut pour l'âme de l'homme aimé.

L'échec de la pièce est d'autant plus sensible que le drame l'avait située plus haut. Le lecteur sentira-t-il, entre les lignes du texte et dans les marges, la présence des puissances invisibles ? A la représentation, tout en regardant les acteurs entrer, sortir, marcher, s'asseoir, nous avions l'impression d'être devant une scène vide. Pierre et Élisabeth jouent aux « possédés » mais le Seigneur du mal ne s'est pas dérangé, de sorte qu'aucun Archange n'avait la moindre raison de le poursuivre. D'où vient cette absence ? D'une intrigue mélodramatique un peu grosse ? De personnages trop consciencieusement mis au point pour s'animer en créatures ? Avant tout d'un texte sans magie, radicalement dépourvu du pouvoir d'incantation, soit que les formules d'une perfection trop voulue tombent sans écho, soit qu'une espèce de faux romantisme jette le dialogue dans la pire littérature.

Avec habileté, M. Fernand Ledoux a fait bouger sur la scène des Bouffes-parisiens ces personnages constitutionnellement voués au discours. Mme Maria Casarès et ses camarades récitent un texte qui serait peut-être plus émouvant s'ils n'étaient pas là.

Sans doute faudrait-il dire le contraire devant le nouveau spectacle du Théâtre Hébertot. Que serait *La vie à l'envers* si Mme Marcelle Géniat, Michel Vitold et leurs deux camarades n'étaient pas là ? Que serait *Mon cœur est dans les Highlands* sans les interprètes et la mise en scène de Michel Vitold ?

La vie à l'envers est la première pièce de M. Serge Delprat. *Mon cœur est dans les Highlands* est une adaptation de l'œuvre du dramaturge américain Saroyan. L'une et l'autre racontent des histoires qui sont comme des appendices aux *Misérables;* l'une et l'autre doivent leur force dramatique plus à une atmosphère qu'à une intrigue; mais, dans la première, l'atmosphère est celle d'un petit bistro naturaliste; dans la seconde, le soleil de la Californie jette une lumière optimiste sur l'aventure la plus sinistre et métamorphose la pièce noire en conte bleu.

Qu'y a-t-il dans l'œuvre de Saroyan ? D'abord une chanson qui attendrit les cœurs simples et les rend bienfaisants; puis un enfant sans mère. La chanson suppose un chanteur qui, ici, ne chante pas, mais joue de la cornemuse : c'est un ancien acteur qui s'échappe de l'asile des vieillards et meurt en déclamant la grande scène du *Roi Lear*. L'enfant qui n'a pas de mère a un père, un illuminé qui se dit grand poète, de sorte que le petit garçon doit se débrouiller pour le nourrir. Un jour, il faudra quitter la bicoque dont on ne peut plus payer le loyer, partir avec les hardes, sans but précis mais avec confiance...

Ce vieux cabotin, ce poète et peut-être même l'enfant sont heureux par le rêve, par l'illusion de la grandeur, de sorte qu'ils vivent préservés, au-dessus ou à côté de leur misère. Les héros de Serge Delprat, au contraire, sont si profondément identifiés à leur misère qu'ils doivent se fuir eux-mêmes pour y échapper : l'alcool, le plaisir, le crime, le suicide sont dans leur destin.

Si l'acte de *La vie à l'envers* était raccourci, si les dissertations finales étaient coupées, on apprécierait mieux les qualités dramatiques de l'auteur qui eussent certainement frappé Antoine au temps du Théâtre libre. Quant à l'œuvre de M. Saroyan, il faut avouer que cette suite de tableaux sans action apparente donne une impression de lenteur, que l'intention essentiellement poétique de cette évocation n'arrive pas à cette expression quasi magique qui abolit dans l'esprit du spectateur le sens du réel et du temps.

C'est aussi au milieu de « misérables » que se promène Henri Monnier; mais ici, plus de littérature naturaliste, plus de romance poétique : des croquis féroces d'un monde féroce.

Parmi les théâtres d'essai qui survivent aux misères du temps, l'un des plus sympathiques est celui dont Mme Christine Tsingos est l'animatrice, dans la salle vieillotte de la Gaîté-Montparnasse. *Crinolines et Guillotine* est une sorte de festival Henri Monnier. Mme Christine Tsingos a extrait quatorze tableaux des divers ouvrages de l'inventeur de Joseph Prud'homme et il lui était d'autant plus facile de les réunir qu'il n'y avait aucun problème de « l'unité d'action » : tous les sketches d'Henri Monnier illustrent le même thème qui est très exactement celui de la sottise, et même de la Sottise.

Henri Monnier fut l'entomologiste de la sottise. Beaucoup moins passionné que Flaubert, il l'examine avec sang-froid, peut-être avec méthode. C'est un observateur informé, sensible à la variété des phénomènes : ici, la sottise n'est qu'imbécillité; là, elle est gonflée de suffisance; ailleurs, elle tourne à la méchanceté, voire à la cruauté. Dans le remarquable article du *Figaro littéraire* (3 avril) qu'il consacre à ce spectacle, M. Jacques Lemarchand voit juste quand il constate « l'impossibilité absolue où est l'imbécile de se mettre à la place des autres ». L'essentiel semble bien être, en effet, la stérilisation de la sympathie, principe d'une suffisance sans orgueil et d'une cruauté sans haine. Sans doute y a-t-il un mystère de la sottise.

Henri Monnier observe des cas-limites de déshumanisation par la sottise : la femme économe du condamné à mort qui vient affectueusement récupérer les effets et les chaussures du condamné la veille de l'exécution, les honnêtes gens qui jubilent devant la guillotine. Il n'épargne pas plus les bavardages de la concierge et de ses bonnes amies que « la religion des imbéciles ». Il s'attarde parfois un peu trop, et si ces contes cruels n'ont pas vieilli, les scènes de belle humeur portent plus visiblement leur date. C'est beaucoup plus fort que Labiche, mais plus difficile à « faire passer ». Heureusement, la verve de cette jeune compagnie, la spirituelle musique de Jean Wiener, l'amusante simplicité des décors et des costumes diminuent les risques et mettent en lumière ce qui reste vivant dans l'œuvre d'Henri Monnier.

Henri Gouhier.

CINÉMA

A Cannes, supériorité japonaise

Un festival de cinéma est une exposition de films qui se termine par une distribution de prix. La confrontation d'œuvres venues de tous les pays du monde, projetées devant un public international, présente plus d'intérêt que le palmarès toujours discuté et toujours discutable. Le jury, cette année, comprenait comme il est de tradition des représentants des diverses professions du cinéma : réalisateurs, producteurs, scénaristes, musiciens, distributeurs et critiques. Son président, comme l'année dernière, était Jean Cocteau. Ce non-conformiste, qui fut un enfant terrible des lettres, est aujourd'hui, l'âge et la célébrité venus, un excellent président attentif et zélé. Il se rencontrait au jury avec un autre survivant du surréalisme cinématographique des années 1930 : Luis Bunuel, qui fit *L'âge d'or,* un film qui fit scandale voilà vingt ans au même titre que le *Sang d'un poète,* de Cocteau. Depuis la guerre, Cocteau et Bunuel sont d'ailleurs passés aux films de longs métrages et *Orphée* de Cocteau ou *Los Olvidados* de Bunuel ne sont pas indignes de la jeunesse de leurs auteurs. Luis Bunuel vit au Mexique depuis dix ans; il y réalise des films de commande où transparaît parfois en filigrane la cruauté et le goût de l'atroce qui caractérisait le surréaliste qu'il fut. Cet auteur cruel est le plus doux des hommes, le plus conciliant. Il prétend ne rien tant aimer que la paresse et avoir trouvé au Mexique un refuge où il fait des films pour gagner sa vie, à l'abri des fatigantes recherches esthétiques et artistiques de la vieille Europe.

Malgré ces deux jurés d'allure peu conformiste, le palmarès est d'une sagesse exemplaire. En mettant « hors concours » le film américain *Tant qu'il y aura des hommes* il a fait montre, paraît-il, d'une grande docilité aux exigences diplomatiques. Non que le film soit mauvais : ce tableau du relâche-

ment des mœurs dans l'armée américaine aux Hawaï, à la veille de Pearl Harbour, n'est pas sans intérêt. Mais ce film arrivait en Europe précédé d'une telle réputation qu'il a plutôt déçu. Ne parlons pas des deux autres films américains en cinémascope et en couleurs qui ne sont que de bonnes réussites commerciales à grand spectacle.

La France n'était guère mieux représentée. *Avant le déluge,* d'André Cayatte, doit aux ennuis stupides que lui a causés la censure une publicité qu'il ne mérite pas. Cet essai sur la responsabilité des parents dans la délinquance juvénile a choqué parce que les parents en question étaient des bourgeois de bonnes familles. Comme chacun sait, les enfants de bonnes familles ne vont pas en cour d'assises. Mais le film, habile, et même trop habile, embrouille à plaisir la démonstration d'un lieu commun que seul le pharisaïsme peut trouver scandaleux. Le premier grand film de Georges Rouquier, dont on n'a pas oublié l'admirable *Farrebique,* a un peu déçu. On a l'impression qu'au lieu d'imposer son style, Rouquier, en réalisant *Sang et Lumière,* d'après Joseph Peyré, a accumulé les concessions aux exigences d'une co-production franco-espagnole, à celles du commerce et à celles de l'acteur principal, Daniel Gélin, dont l'interprétation est particulièrement mauvaise. Le troisième film présenté par la France, *Le Grand Jeu,* co-production franco-italienne, réalisé par le germano-américain Robert Siodmach, est une *remake* du film de Jacques Feyder réalisé voilà vingt ans. Cette salade internationale mise en œuvre pour « refaire » un excellent film en lui ajoutant la couleur ne pouvait aboutir qu'à un échec artistique certain. Mais les histoires de légionnaires amoureux font, paraît-il, toujours recette.

Deux films italiens figurent au palmarès. *Le Carrousel fantastique,* d'Ettore Gianni, est un immense pot-pourri d'opéras, de ballets et de chansons qui se déroule dans le cadre d'une Naples de théâtres. Une débauche de couleurs et de bruits, le meilleur côtoyant le moins bon. Cette « mise en film » d'un spectacle de comédie musicale étourdit et parfois éblouit par une accumulation baroque d'éléments disparates. *La Chronique des pauvres amants,* de Carlo Lizzani, est une œuvre d'une tout autre valeur et d'un tout autre style. Dans la ligne du néo-réalisme aujourd'hui décanté de ses éléments accessoires, c'est la description de la montée du fascisme dans

une ruelle de Florence dont l'auteur parvient à rendre familiers chacun des habitants. Sur un thème de critique sociale et politique se renouvelle, ici, le miracle du cinéma italien récent qui force l'intérêt par la sympathie qu'il parvient à créer entre les spectateurs et les personnages.

Ce bilan pourrait sembler pessimiste. C'est que nous avons voulu passer en revue les œuvres présentées par les pays dont la production tient le haut du pavé : U.S.A., Italie, France. L'intérêt de ce festival était ailleurs. A une exception près, les films les plus intéressants venaient des pays d'Orient, ou tout au moins des pays d'Europe dont on attendait peu.

L'exception s'appelle *Monsieur Ripois,* film co-produit par l'Angleterre et la France, réalisé par le Français René Clément et joué par Gérard Philipe. Adaptation du livre de Louis Hémon (l'auteur de *Maria Chappedelaine...*), ce film ne peut laisser indifférent bien qu'il suscite des prises de positions très tranchées. Le sujet est des plus difficiles à traiter : c'est l'histoire d'un séducteur cynique, Français vivant à Londres et vivant de ses bonnes fortunes. On retrouve dans le film quelque chose du thème universel de Don Juan et des notations très quotidiennes et très frappantes sur la vie à Londres et sur la réputation de séducteur faite à tout Français en Angleterre. Ce sujet scabreux est traité tantôt avec humour, tantôt avec une gravité ironique. Il joue sans cesse de l'ambiguïté fondamentale du personnage qui, à force de feindre, semble sur le point de se prendre à son propre jeu. Cette analyse subtile ne tombe jamais dans la vulgarité et témoigne, chez René Clément, d'un sens extraordinaire du rythme et de la mesure dans la construction du film et dans la mise en scène. Dirigé par Clément, Gérard Philipe s'y montre une fois de plus acteur admirable. Tant de qualités font de *Monsieur Ripois,* sur un thème après tout sordide, une œuvre d'une incontestable valeur. Après maintes tergiversations, réticences et influences subies ou refusées, le jury a attribué en dernière minute au film un prix spécial qui s'imposait pour la mise en scène.

Si le palmarès comprenait un prix de la meilleure sélection, il serait allé certainement au Japon qui présentait trois films en tous points remarquables. Après *Rasho-Mon,* après *La vie d'O'Haru* et *Les Contes de la lune mystérieuse* que nous

avons vus ces années dernières, deux films comme *La porte de l'Enfer* (qui reçoit le grand prix) et *Lettre d'amour* suffiraient à mettre le Japon au tout premier plan des pays producteurs actuels. Ces deux films, aussi éloignés que possible l'un de l'autre, témoignent d'une même maîtrise, d'un même sens de la perfection artistique et d'une sensibilité aux grands problèmes humains qu'il est rare de rencontrer au cinéma.

La porte de l'Enfer, de Nagata Masnichi, est une tragédie qui se déroule dans le Japon féodal du XIV^e^ siècle. Un guerrier, au cours d'une révolution de palais, sauve une dame de la cour. En récompense de ses bons services, il demande ensuite sa main à son suzerain. Mais la dame est mariée. Poussé par la passion, le guerrier décide de tuer le mari. Par une fidélité héroïque la dame se fait tuer à sa place. Bouleversé par le remords, le guerrier entrera dans un monastère bouddhiste. Sur un sujet d'une aussi simple grandeur le réalisateur a composé une suite d'images presque toutes parfaites où, pour la première fois peut-être au cinéma, la couleur ne joue pas le rôle de simple ornement, mais prend une valeur dramatique. Le jeu des personnages est à la fois sobre et plein d'une sensibilité extrême. Les armures rutilantes des guerriers, les soies chatoyantes des kimonos s'harmonisent admirablement avec des visages qui semblent laqués tout en restant frémissants de vie. Le film concilie toute une tradition plastique avec un emploi invisible mais savant de toutes les ressources du montage et de la mise en scène cinématographique.

Si le Japon ne nous proposait que des films aussi « classiques » que *La porte de l'Enfer* on pourrait penser que son cinéma exploite seulement un fonds d'œuvres plastiques et littéraires qui nous séduit à cause de notre ignorance de la culture japonaise. Mais, sur un sujet moderne et même d'une actualité brûlante, *Lettre d'amour* est une réussite comparable à celle du meilleur néo-réalisme italien. Le réalisateur du film est une femme, Kinuyo Tanaka, que nous connaissions déjà pour l'avoir vu jouer le principal rôle de *La vie d'O'Haru* et des *Contes de la lune mystérieuse.* Le film aborde un problème actuel : celui des séquelles de la guerre et de l'occupation américaine. Ses héros sont des officiers démobilisés qui, pour subsister, ont découvert un singulier métier : ils écrivent en anglais des lettres aux officiers américains pour le compte

des femmes qui furent leurs maîtresses et qui leur jurent chaque fois un éternel amour pour recevoir quelques subsides. La démoralisation de ces anciens soldats ébranlés par la défaite de leur pays et mal adaptés à la vie civile, les drames de la prostitution ou de la galanterie suscités par l'occupation sont évoqués avec une justesse de ton et une sincérité convaincante. Le plus intéressant peut-être pour des Européens, c'est de découvrir à travers ces films la vie quotidienne de tout un peuple à la fois si éloigné de nous par ses usages et ses mœurs et si proche par l'universalité de ses réactions humaines.

Le Japon donne au cinéma d'Occident une leçon dont il faudra bientôt tenir compte. N'oublions pas que s'il s'impose ainsi sur le plan de la qualité, il reste une quantité, le plus gros producteur du monde, immédiatement après les U.S.A. et bien avant les pays européens. Immédiatement après lui vient l'Inde dont nous n'avions jamais vu jusqu'à présent une œuvre valable. Ce festival apporte la preuve que le cinéma indien, lui aussi, est en train d'acquérir sa maturité. *Pamposh, fleur de lotus*, est un merveilleux conte féerique réalisé sur les bords d'un grand lac du Cachemire. Les couleurs ici encore sont ravissantes. *Deux hectares de terre*, film influencé lui aussi par le néo-réalisme, reste trop mélodramatique par son scénario mais donne une image souvent bouleversante de la vie et de la misère du petit peuple des villes et des campagnes.

Même l'Égypte, dont les films sombraient jusqu'à présent dans le mélodrame ridicule, a présenté cette année deux films qui marquent un progrès technique très net et une sensibilité à la vie et aux problèmes actuels dont le cinéma européen pourrait méditer la leçon.

Le Festival de Cannes devrait fournir l'occasion de salutaires réflexions aux producteurs occidentaux : à force de sacrifier à la convention et aux préjugés du film commercial, la plupart de nos films sont vides. Les cinémas plus récents, une fois dominés les problèmes techniques, risquent de surclasser nos productions qui tournent en rond dans le circuit des mêmes sujets hors de la vie.

JEAN-LOUIS TALLENAY.

Document

TENSIONS DANS LA SOCIÉTÉ ET DANS L'ENTREPRISE

Rien n'est plus artificiel et rien ne serait plus dangereux que d'isoler l'entreprise du contexte dans lequel elle s'inscrit, et de traiter les tentions qui s'y manifestent comme des phénomènes spécifiques alors qu'elles ne sont, le plus souvent, que des projections dans un domaine particulier — dont il ne faut ni sous-estimer ni surestimer l'importance — d'un phénomène universel [1].

I. — Les tensions en général

Il ne faut jamais oublier que l'homme est un être *partagé*, un être divisé contre lui-même, un être en qui s'affrontent en permanence tendances, instincts et passions contradictoires.

A plus forte raison dès que ces hommes — déjà individuellement *déchirés* — se réunissent ou se trouvent réunis du fait des circonstances, en vertu des nécessités sociales ou même par affinité, des tensions naissent entre

1. Ces pages sont extraites d'un rapport présenté par M. de Longevialle au *Comité d'action pour le développement de l'intéressement du personnel à la productivité des entreprises.*

eux qui, soit donnent naissance à de nouveaux groupes, soit s'exercent à l'intérieur des groupes arrivés aux limites de leur fragmentation possible.

On observe donc dans la société des tensions — individuelles et à des degrés divers collectives — dont le catalogue serait illimité et dont on ne saurait même, sans difficulté extrême et beaucoup d'arbitraire, proposer un classement cohérent. Je préfère en énumérer un certain nombre, en vrac, pour donner une idée de leur extrême diversité suivant le point de vue auquel on se place.

Tensions entre nations, entre races ou groupes ethniques. Tensions entre générations, entre classes ou milieux sociaux — entre croyants et incroyants — nerveux et lymphatiques — optimistes et pessimistes — invidualistes et grégaires — voyageurs et sédentaires. Tentions entre ville et campagne — entre producteurs et distributeurs — entre entreprises concurrentes — entre fournisseurs et clients — entre chefs et surbordonnés — entre professeurs et élèves — entre « droite » et « gauche », etc.

Il ne faut pas espérer supprimer radicalement les tensions, ni même une tension particulière. On peut à la rigueur masquer ou étouffer provisoirement telle ou telle d'entre elles, mais au prix d'un mensonge ou d'une catastrophe : la politique du bouc émissaire, la guerre, les jeux du cirque sont des exemples classiques de ces diversions grâce à quoi certains régimes réussissent — un temps et en apparence — à masquer leurs contradictions internes.

Au demeurant, pourrait-on même supprimer les tensions qu'il ne faudrait pas s'y acharner, car elles sont une manifestation du mal qui est dans le monde plutôt qu'un mal en soi, et il ne paraît même pas excessif de prétendre qu'elles constituent — ou peuvent constituer — un facteur important de progrès.

« Le développement, a dit Lénine, c'est la lutte des

contraires. » « La contradiction, ajoute Proudhon, est la loi de la vie. » « L'univers, a dit un autre, est comme une bicyclette : il a besoin du mouvement pour trouver son équilibre. » Et un autre encore : « Il n'y a rien de si stable qu'un cadavre. »

J'ajouterai pour ma modeste part — d'une façon bien catégorique pour ne pas être discutable — : dans tous les domaines, absence de lutte signifie monopole, et monopole égale le plus souvent — au choix — régression ou oppression. Et quelquefois les deux ensemble.

Dans le domaine sociologique en tout cas, la domination exclusive d'une classe (quelle qu'elle soit), fermée et toute-puissante, ne saurait être qu'un facteur de stagnation.

II. — L'entreprise

S'il me fallait définir l'entreprise en termes absolument généraux, je dirais qu'elle est : une communauté hiérarchisée d'hommes et un ensemble de moyens matériels, réunis en vue de fournir une certaine prestation ayant valeur économique.

Cette définition, imparfaite sans doute, a le mérite d'être rigoureusement « neutre ». Elle est valable quelle que soit la dimension de l'entreprise, quel que soit le secteur où s'exerce son activité, quelle que soit enfin la forme de l'économie (capitalisme ou socialisme). En toute hypothèse, en effet, une entreprise suppose des hommes et des moyens matériels (capital et « outillage » au sens le plus large du terme).

L'entreprise *est le lieu privilégié d'affrontement des antagonismes sociaux d'origine économique.*

Pourquoi l'entreprise est-elle ce terrain d'élection de la lutte des classes ? Pourquoi est-elle ce bouillon de culture où naissent, se développent et prolifèrent les germes destructeurs de l'essentielle unité humaine ? Pour-

quoi, à tout le moins, est-elle, suivant l'expression de Louis Charvet, « un point particulièrement sensible du tissu social » ?

Pour bien des raisons sur lesquelles je reviendrai plus longuement tout à l'heure — mais dont trois me paraissent prédominantes.

1. L'entreprise est *une communauté de hasard,* je n'entends pas par là une communauté factice. Je sais fort bien que souvent, au contraire, elle est très solidement ancrée dans une réalité vivante, intimement liée à une région et à la population qui l'habite. Je veux dire seulement, et cela suffit, qu'aucune assimilation n'est possible entre l'entreprise et par exemple une communauté naturelle, comme la famille, ou une communauté d'élection constituée à partir d'affinités intellectuelles, spirituelles ou autres. Sauf exception, on ne choisit ni son lieu, ni ses compagnons de travail, ni ses chefs. On se dirige là où il y a de l'embauche et on s'intègre, bon gré mal gré, bon an mal an, à une organisation existante qu'il faut bien accepter comme elle est.

2. *L'entreprise est une communauté dont l'objet est économique.* Il s'agit essentiellement, sous une forme ou sous une autre, de créer de la richesse. Cette création de richesse donne naissance à des gains en argent, sur lesquels chacun estime avoir certains droits. Des problèmes naissent de ce fait qui ne se posent pas dans les communautés à but non lucratif qui, ne créant pas de richesse, n'ont pas — ou ont moins — à se poser la question de savoir comment les répartir entre leurs membres.

3. Enfin, *c'est le lieu presque unique de rencontre des classes.* Dans un état de choses antérieur et point très ancien il en a été autrement, mais aujourd'hui — surtout dans les grandes villes — les quartiers « bourgeois », les écoles « bourgeoises », les paroisses « chics » constituent autant de forteresses qui s'opposent activement ou passivement aux quartiers, aux maisons, aux ciné-

mas, aux écoles, aux paroisses populaires. Il y a jusqu'à des sports « bourgeois » et l'apostolat lui-même s'est, comme on dit, « spécialisé ».

On peut dire grossièrement sans beaucoup se tromper que de nombreux éléments de la bourgeoisie ignorent tout de la classe ouvrière et que, réciproquement, celle-ci ne connaît les milieux bourgeois qu'à travers l'image caricaturale que lui en donnent certaine littérature, certaine presse, certains films.

Seul lieu de communication, seul terrain d'échanges : l'entreprise. C'est là par conséquent aussi qu'ont tendance à se vider toutes les querelles, à se manifester les haines et les rancunes.

III. — Les tensions dans l'entreprise

Il n'y a sans doute pas deux entreprises rigoureusement identiques. Les tensions qui s'y manifestent sont de ce fait nécessairement différentes de nature comme d'intensité, et tout essai de syntèse en la matière ne peut qu'être critiquable... et critiqué.

1. *Tensions naturelles*

Dans l'entreprise se trouvent réunis par hasard des gens qui ne se sont à peu près jamais choisis. Tout les sépare : tempérament, éducation, niveau de culture, niveau de vie. Ils sont soumis à un régime de cohabitation forcée — condamnés à vivre ensemble un grand nombre d'heures par jour et par semaine — le plus clair de leur vie consciente pour tout dire, si l'on exclut de la vie parfaitement consciente la petite enfance, l'extrême vieillesse et le sommeil.

Ce qui est surprenant, dans ces conditions, ce n'est

pas que des tensions se manifestent, ce n'est pas qu'il y ait des difficultés, c'est qu'il n'y en ait pas davantage. Indépendamment de tout phénomène d'exploitation et de lutte des classes, chaque fois que des hommes (et des femmes) sont forcés de vivre ensemble, ou simplement conduits à vivre ensemble, des heurts violents ou sournois en résultent. Il n'est que de considérer des communautés naturelles (familles) ou d'élection (monastères) ou d'occasion (camps de prisonniers) pour s'en assurer.

Soyons sans illusion. Tant que les hommes seront des hommes et non des anges, en dehors de toute question d'intérêt économique, ils se dresseront les uns contre les autres. Il y a dans les antagonismes humains une part importante d'inéliminable.

2. *Tensions tenant à la structure capitaliste de l'entreprise et de l'économie.*

a) *De l'entreprise.* — Je ne crois pas que la structure capitaliste de l'entreprise soit pour grand chose dans les tensions qui s'y manifestent. Par quoi en définitive le caractère capitaliste de l'entreprise se définit-il ? par l'apport d'argent par des gens qui n'y travaillent pas, à qui l'on donne en échange de leur argent un papier d'où ils détachent d'autres petits bouts de papier donnant droit à intervalles réguliers à une somme d'argent généralement dérisoire. Est-ce que cela choque vraiment la mentalité ouvrière ? Est-ce que ce n'est pas un procédé commode pour réunir l'argent nécessaire à la création de la vie d'une entreprise ?

Il est vrai que les propriétaires des papiers en question s'estiment parfois propriétaires de l'entreprise — mais, outre que ce point de vue est juridiquement peu soutenable — par quoi cela se produit-il au plan des faits ? Par le droit de désigner les administrateurs ou gérants ? mais il faut les désigner d'une manière quel-

conque et pourquoi ce choix-là — à supposer qu'il soit effectif — n'en vaudrait-il pas un autre ? Par un droit de vote aux assemblées ? Mais qui l'utilise ?

En définitive, je crois d'autant moins à l'influence de la structure capitaliste de l'entreprise sur les tensions au sein de celle-ci que l'entreprise moderne me paraît fort peu capitaliste, et si les privilèges de l'argent restent exorbitants et sans doute plus importants qu'ils n'ont jamais été, ce n'est pas dans l'entreprise qu'ils s'exercent.

Il reste évidemment une minorité de grandes entreprises où l'action du capital reste sans contrepoids, mais combien rares ! et quant aux petites entreprises familiales qui doivent tout à un homme qui y a engagé tout ce qu'il *a* et tout ce qu'il *est*, ce n'est pas le pouvoir de cet homme qui peut scandaliser, mais, éventuellement, la manière dont il l'exerce, ce qui est un tout autre problème.

D'excellents esprits sont, je dois le souligner, d'un avis diamétralement opposé. Tous les efforts visant à faire participer les salariés à la « propriété » de l'entreprise ou aux bénéfices, traduisent leur état d'esprit. Pour ma part, je ne pense pas que l'entreprise puisse être un objet de propriété en vertu même de la définition que j'en donne — ensemble de moyens *humains* et matériels — : l'homme, sans lequel il n'y a pas d'entreprise, n'est pas appropriable.

Quant aux bénéfices, j'ai appris, il y a quelque trente ans, ce que c'est dans mon cours élémentaire d'arithmétique, mais depuis, les comptables ont réussi à me brouiller les idées au point que je n'en sais plus rien, sinon que le bénéfice est un mensonge chiffré. Sur un mensonge on ne peut pas construire.

b) *De l'économie.* — Si je ne crois guère à l'influence de la structure capitaliste de l'entreprise sur les tensions qui s'y manifestent, en revanche, je suis persuadé que la structure capitaliste de l'économie, ou plus précisé-

ment la philosophie capitaliste, son échelle des valeurs, le climat dans lequel baigne l'activité économique, en sont les grands responsables.

S'ils me fallait absolument donner une définition du capitalisme, je dirais qu'*à l'état pur,* il est un régime où l'on fait *tout* ce qui est rentable et où l'on ne fait *que* ce qui est rentable.

Bien sûr, ce régime n'existe pas et n'a même jamais existé, mais on peut se demander si sa nostalgie ne hante pas certaines cervelles et même si l'entreprise française d'aujourd'hui ne reste pas plongée, sans que personne le formule expressément, dans cette conception de son rôle.

En d'autres termes, ce qui rend souvent tellement irrespirable l'atmosphère de l'entreprise, ne serait-ce pas une erreur fondamentale quant à son objet ? une confusion d'ailleurs dificilement évitable entre la finalité de la société de capitaux et l'entreprise, qui en est pourtant distincte en fait sinon en droit.

On ne dit plus beaucoup que le but de l'entreprise, c'est de faire gagner le maximum d'argent à ceux qui lui en apportent, mais on le pense assez souvent; or, il est clair que si tel est bien le *but* de l'entreprise, il est bien difficile d'y intéresser ceux qui n'ont rien à y gagner. En fait, l'entreprise ayant besoin d'argent, il faut bien attirer celui qui est susceptible de s'y investir; mais le profit est-il moyen ou but ? But de la société, à coup sûr, et même à peine de nullité. Mais but de l'entreprise ?

On dit quelquefois que le but de l'entreprise, c'est de *fabriquer* tel ou tel produit. Cela non plus n'est pas juste. Fabriquer n'est pas une fin en soi.

On dit encore que le but de l'entreprise, c'est de *vendre* tel ou tel produit. Mais non. Une entreprise qui donnerait ce qu'elle produit ne cesserait pas de répondre à ce que je considère comme un objet véritable. Elle cesserait d'y répondre si elle vendait un produit

nuisible ou simplement inutile après avoir créé artificiellement un semblant de besoin.

On dit enfin, et on a de plus en plus tendance à le dire, que l'entreprise est une institution qui vit sur elle-même, pour elle-même, dont le premier devoir est de vivre et de faire vivre ceux qui y travaillent. Je ne puis non plus souscrire à cette opinion. Il y a sans doute des entreprises dont le premier devoir serait de mourir.

L'objet véritable de l'entreprise, c'est, à mon sens, de *satisfaire un besoin*, et je me risquerai à ajouter un besoin légitime.

Pour satisfaire un besoin, il faut qu'elle se crée, qu'elle trouve de l'argent et le rémunère. Il faut qu'elle fabrique, il faut qu'elle vende, il faut qu'elle vive et fasse vivre les siens, mais rien de tout cela ne constitue sa fin. Sa fin, sa fin véritable, c'est de satisfaire un besoin.

Voilà, je crois, ce qu'on a trop tendance à perdre de vue et voilà je crois ce qui empêche beaucoup d'entreprises d'être des communautés vivantes tendues vers la réalisation d'un but en lui-même exaltant.

Pour que les hommes travaillent avec cœur, et pour qu'ils soient heureux, il faut les mettre en face d'une *nécessité*, de quelque chose qui ne doive rien à l'arbitraire.

Les vaches *doivent* être traites chaque jour. La moisson *doit* être rentrée avant l'orage. *Il faut* que soient ressemelés les souliers de l'enfant qui n'en a qu'une paire et qui doit aller à l'école le lendemain. *Il faut* que les habitants du village aient du pain. Et voilà pourquoi le cultivateur, le cordonnier, le boulanger ne comptent guère leur temps ni leur peine. Parce qu'ils sont tout près du besoin à satisfaire et que la question de sa légitimité ne se pose pas.

La difficulté commence et s'amplifie avec le morcellement des tâches, avec l'éloignement du consommateur, avec le caractère plus ou moins artificiel du besoin.

On peut admettre qu'elle est à son maximum dans l'économie actuelle où les grandes masses de travailleurs n'ont aucun lien avec ceux *pour qui* ils travaillent, ne travaillent plus pour des consommateurs, mais pour un patron. Le patron les paye et ils ont conscience d'avoir de ce fait des devoirs envers lui, mais aucun à l'égard de la collectivité. Le patron qui ne devrait être qu'un intermédiaire entre le client, qui paye réellement, et le salarié est le personnage central de la pièce. Il n'y a plus de lien besoin-service, mais seulement un lien salaire-service, plutôt une chaîne qu'un lien véritable.

3. *Tensions idéologiques.*

Elles ressortissent à deux « catégories » : l'esprit de classe et l'esprit de parti.

a) *L'esprit de classe.* — J'ai quelques scrupules à ranger l'esprit de classe dans les tensions idéologiques, car je ne suis pas de ceux qui considèrent la notion de classe comme simple construction de l'esprit. Je m'y résous cependant car si l'existence des classes est du domaine du concret, l'esprit de classe, lui, est du domaine psychologique.

J'ai écrit il y a deux ans et je le récrirais encore : « Découvrît-on demain un procédé chimique quelconque pour blanchir la peau des nègres qu'il y aurait encore un problème « noir » fait de la conscience du nègre d'être noir et de la conscience du blanc d'être blanc. Améliorât-on demain dans des conditions inespérées la condition matérielle des ouvriers, il y aurait encore une classe ouvrière et un problème de la classe ouvrière, fait de la conscience de classe des bourgeois. »

L'esprit de classe se développe tout naturellement dans l'entreprise pour les raisons que j'ai dites, et cause d'incalculables ravages. Assez généralement conscient dans les milieux ouvriers, il est le plus souvent totale-

ment inconscient dans la bourgeoisie et n'en est peut-être que plus dangereux.

b) *L'esprit de parti.* — Type de la tension idéologique : la partisanerie politique qui attise l'esprit de classe.

Si l'on n'adhère guère, en France, à un parti politique, du moins suit-on pratiquement ses directives, lit-on sa presse, écoute-t-on ses dirigeants. La politique envahit les domaines les plus apolitiques en apparence. Il existe une optique « bourgeoise » et une optique « ouvrière » de toute chose. Le « parti » par excellence, c'est-à-dire le parti communiste, a donné, c'est bien évident, une importance particulière à cet aspect du problème, car on se définit par rapport à lui.

Ses responsabilités sont donc immenses — mais il ne faut pas perdre de vue qu'un parti « ouvrier » a besoin de se constituer pour *être*. Un parti « bourgeois » se passe très bien de constitution. Le monde ouvrier pour être fort a besoin d'une organisation, d'un « appareil ». Le monde bourgeois peut s'en passer, et il faut bien d'ailleurs qu'il s'en passe car il serait fort incapable de se les donner.

L'esprit de classe joint à l'esprit de parti est la source de la solidarité ouvrière — et de la solidarité bourgeoise — qui par leurs excès respectifs jouent un rôle important dans la naissance et le développement des tensions.

De ces excès on pourrait donner d'innombrables exemples : certaines formes de « discipline » patronale en matière de salaire, défense plus ou moins expresse des pires négriers par les meilleurs des patrons. Et d'un autre bord la volonté ouvrière de ne pas se couper des plus malheureux même s'ils sont peu défendables : le premier geste de toute révolution sociale n'est-il pas de libérer les prisonniers de droit commun ?

Qu'un ouvrier agricole qui vit avec le fermier qui l'emploie et partage sa vie se sente plus près du mineur

d'Afrique du Sud, que de ce fermier — que le moindre petit patron qui met la main à la pâte et que peu de chose distingue de son personnel se sente plus d'affinité avec tel grand capitaine d'industrie qu'avec ce personnel, c'est un sujet permanent d'étonnement sinon de scandale.

Solidarités abusives ou mal entendues, voilà en tout cas une cause certaine de tension.

4. *Le commandement.*

Toute entreprise suppose une organisation, toute organisation une hiérarchie. Toute hiérarchie comporte une large part d'arbitraire. Le rationalisme français rend très difficilement surmontables les tensions naissant de l'exercice de l'autorité et du principe même de l'autorité.

En effet, ceux vis-à-vis de qui elle s'exerce ont tendance à en contester perpétuellement la légitimité, et ceux qui l'exercent se refusent à admettre l'aspect nécessairement conventionnel du pouvoir.

En gros les hiérarchies françaises sont supposées être fondées sur le mérite, mais comme il n'y a pas de machine à mesurer le mérite, comme il n'y a pas d'examen, ni de test si perfectionné soit-il qui permette de détecter sans risque d'erreur les plus aptes, de perpétuels tiraillements en résultent. Les chefs ne comprennent pas qu'on mette en question une valeur attestée par cent diplômes et certificats, les surbordonnés, eux, prétendent être seuls juges de ce fameux mérite devant lequel on les invite à s'incliner. L'intransigeance des uns, la « suffisance » des autres tendent à créer des situations inextricables et encore aggravées par le fait que les Latins en général et les Français en particulier, cèdent facilement à la tentation d'humilier ceux qui dépendent d'eux : l'humiliation fait partie des méthodes de commandement.

Or, l'homme est un animal susceptible et doué de mémoire. Quand il a été humilié, il a soif de revanche. Il faut qu'il se rattrape sur quelqu'un de l'humiliation qu'il a subie, soit immédiatement s'il a lui-même des subordonnés, soit à terme s'il accède à son tour à des fonctions de commandement. Ceci me paraît une des causes parmi d'autres de la méfiance ouvrière à l'égard de la promotion individuelle.

5. *La promotion individuelle.*

Peu de choses scandalisent autant les milieux dirigeants que cette méfiance. Elle tend pourtant à s'enraciner pour deux raisons : d'abord l'ouvrier promu à la condition bourgeoise, ou semi-bourgeoise, est perdu pour la lutte ouvrière, perdu comme élément de la promotion collective; d'autre part, son appétit de revanche risque de s'exercer aux dépens de ses camarades d'hier. Ceux-ci ont vite fait à ce double titre de le taxer de « trahison », et si le terme est évidemment dans beaucoup de cas très excessif, il n'en reste pas moins que le chef venu de la base et *choisi d'en haut* n'offre pas, et bien au contraire, de garanties particulières à ceux sur qui son commandement va s'exercer.

Cela ne signifie pas que la promotion individuelle soit condamnable (et comment d'ailleurs recruter autrement les « petits chefs », les caporaux et les sergents de l'armée industrielle?), mais qu'elle doit s'accompagner de précautions très grandes si l'on veut éviter qu'elle ne devienne une cause permanente de tension.

6. *La hiérarchie des rémunérations.*

La revendication quarante-huitarde de l'égalité absolue des rémunérations appartient désormais à l'His-

toire. Le principe même de la hiérarchie des rémunérations n'est plus guère mis en cause, mais elle reste une cause de tension dans son application en tant surtout qu'elle est mystérieuse, ce qui permet aux fables les plus extravagantes de trouver crédit.

D'ailleurs, la différenciation des rémunérations, sauf exception scandaleuse, ne joue pas en tant que telle un rôle fondamental dans les conflits sociaux. Le monde ouvrier ne manifeste guère de surprise ni de rancune à l'égard des honoraires de certains médecins ou des cachets de certaines vedettes. L'hostilité qui semble parfois l'animer vis-à-vis de cadres ou d'ingénieurs dont pourtant les niveaux de vie ne sont pas très différents du sien, paraît tenir davantage au pouvoir que ces cadres et ingénieurs exercent, à la « complicité » qu'il leur attribue avec l'autorité anonyme dont il dépend, qu'à l'élévation de leurs traitements.

7. *La rémunération en elle-même.*

Le principe même d'un salaire avec son caractère de rémunération forfaitaire, indépendante sinon du travail du moins des résultats financiers de l'activité de l'entreprise, paraît en revanche jouer son rôle dans la mentalité ouvrière. Ce rôle est d'autant plus important que le niveau du forfait est moins élevé, et surtout que le forfait lui-même est moins différencié. Il est en effet remarquable que les salaires varient en définitive assez peu d'une entreprise à l'autre dans un secteur professionnel et une région donnés, ce qui donne aux intéressés le sentiment d'une conjuration dirigée contre eux.

On invoque, il est vrai, pour justifier le non-intéressement des salariés, le fait que ne courant pas les « risques », ils n'ont pas à courir les « chances »; mais, en réalité, si les affaires marchent mal, les horaires s'effondrent et la rémunération avec eux, en attendant

peut-être qu'un licenciement instantané ne la réduise à rien.

Aussi, le salarié — surtout le salarié horaire — est-il fondé dans son esprit à considérer qu'il prend un risque et il faut avouer que ce risque n'est pas négligeable, surtout dans les petites entreprises qui en période de baisse du régime n'ont pas les moyens de conserver un horaire ou un effectif qui dépasse leurs besoins, dans l'attente d'une reprise éventuelle.

L'intéressement quand il existe est encore une source de difficultés, car, ou bien la formule est simple et « colle » mal au réel, ou bien elle est complexe et inintelligible, d'où, une nouvelle fois, le sentiment d'être « roulé », d'être frustré.

8. *La complexité.*

La croissante complexité des techniques et des « affaires » en général est par elle-même une cause de tension en ce qu'elle rend extrêmement difficile la compréhension des choses. Chacun souhaiterait cependant comprendre, mais butte contre les limites étroites de sa compétence personnelle, s'irrite de son impuissance et l'attribue facilement au machiavélisme de puissances occultes qui ont intérêt à l'obscurité et au mystère.

C'est pourquoi une information aussi claire que possible, et en tout cas *sincère*, me paraît avoir une importance primordiale; mais il ne faut pas sous-estimer sa difficulté indépendamment de la crainte qu'inspirent aux directions d'entreprises les risques de fuite vers la concurrence ou ces monstres mythiques : la C.G.T. et le Parti communiste.

Une « honnête » simplification des problèmes est pourtant presque toujours possible. Il se passe en effet dans tous les domaines ce qui est advenu à l'alphabet phénicien après qu'il ait été trituré aux Indes par la classe

« cléricale ». Ses 24 signes sont devenus les 500 lettres et rébus syllabiques du sanscrit — sans qu'il en résulte un enrichissement proportionnel. Le rôle de l'informateur c'est de retrouver à travers la majestueuse inintelligibilité du sanscrit, la simplicité phénicienne.

9. *Salaire individuel et salaire social.*

Une des causes importantes des tensions dans l'entreprise est, le décalage — l'écart qui va en augmentant constamment — entre ce que verse l'employeur et ce que touche l'employé. Le jour où l'ouvrier touchera son salaire — *tout son salaire* — et en reversera une partie plus ou moins importante au fisc ou aux caisses d'assurances et de compensation, on éliminera une raison majeure d'obscurité et donc de conflit. Le salarié s'intéressera vraiment à la gestion et au rendement des organismes créés pour lui et par lui. Il révisera peut-être certaines de ses positions tout en rendant impossibles certains arguments de très mauvaise foi, touchant au pseudo fardeau des charges « sociales ». L'entreprise cessera de faire écran entre le travailleur et l'État ou la Sécurité sociale comme elle le fait, hélas, entre ce même travailleur et celui pour qui il travaille (le consommateur).

10. *Ouvriers et « collaborateurs ».*

La distinction intempestive que la législation du travail fait entre ouvriers et collaborateurs, entre « horaires » et « mensuels » est d'un tel illogisme et d'une telle injustice qu'on comprend mal qu'elle puisse subsister. L'ouvrier au mois (voire à l'année) travaillerait dans un esprit très différent de celui qui anime l'ouvrier à l'heure. L'embauche y gagnerait en sérieux. Engager

un ouvrier deviendrait une opération presque aussi grave que d'acheter une machine.

11. *La division du travail.*

Plus le travail est parcellaire, plus il est difficile à l'exécutant de saisir le fil qui relie sa tâche au service qu'il rend, plus ce qu'il fait a de chance de lui paraître arbitraire et sans signification, plus l'entreprise se ramène, est réduite aux rapports employeur-salariés. L'élimination des tensions exigera un effort très particulièrement difficile pour faire comprendre à l'ensemble des travailleurs qu'ils concourent tous à la réalisation d'un véritable objet « social ».

12. *Les conditions de travail et la pénibilité du travail.*

De mauvaises conditions de travail sont nécessairement des facteurs de tension, mais la pénébilité qui résulte de la nature même du travail ne semble pas avoir une influence. Le mineur ne s'interroge guère sur l'utilité de son travail — tandis que le poinçonneur du métro qui bâille au coin d'un portillon ne peut pas ne pas se demander si quelque robot ne pourrait pas remplir le même office. Fatigue, danger, rien de tout cela ne crée haine et dissension. Fatigue et danger ne comptent pas si celui qui les subit et les court sait *pourquoi.*

13. *L'entreprise fin en soi.*

La tendance évolutive de l'entreprise est à l'institutionalisation. Il faut s'en féliciter dans la mesure où institutionalisation implique prise de conscience d'une certaine communauté de destin. Mais il faut prendre garde

que l'entreprise en s'institutionalisant ne *se ferme — ne s'imperméabilise* — ne soit en état permanent de défense contre tout ce qui n'est pas elle : profession, syndicats, pouvoirs publics, clients, fournisseurs, etc. Dans une atmosphère si confinée, des germes malsains risquent de proliférer sans trouver aucun exutoire — certaines tensions internes risquent de naître d'abus ou de déviations d'un esprit « maison », en lui-même salutaire et bienfaisant.

Ce n'est qu'en reliant l'entreprise au besoin qu'elle est là pour satisfaire qu'on reliera du même coup le travailleur à sa tâche et qu'on transformera les tensions dans l'entreprise en source d'énergie créatrice.

« Sans vision, dit la Bible, les peuples meurent. » Et c'est vrai de toutes les communautés humaines. Aucune ne peut se passer — je ne dis pas d'idéal pour ne pas impatienter les « réalistes » — mais d'un point fixe à quelque distance, sur lequel le plus humble de ses membres puisse se repérer lorsqu'il relève un instant la tête et se demande : Pourquoi suis-je ici ? Qu'est-ce que j'y fais ? A quoi est-ce que je sers ?

M. de Longevialle.

Imprimerie Aubin, Ligugé (Vienne).
D. L., 2e trimestre 1954. — Imprimeur, n° 1.047.
Directeurs gérants : A.-J. Maydieu, R.-C. Chartier, N.M.P.P.

Collection « RENCONTRES »

Vient de paraître :

G. MICHONNEAU, curé de Colombes
et R. MEURICE, curé d'Hautmont

POUR UNE ACTION PAROISSIALE EFFICACE

Les Fils de la Charité

Un volume in-8° couronne de 148 pages : **270** fr.

Petit livre, riche d'idées et plein d'entrain, où deux pasteurs, faisant appel à leur expérience de curés, rappellent le rôle indispensable de la paroisse, et, sans jamais dogmatiser, ouvrent de nombreuses perspectives sur le travail à faire dans l'ordre apostolique et missionnaire, sur les difficultés, les écueils et les limites de ce travail, mais aussi sur les résultats que la ténacité et la patience, l'intelligence et le sens du possible permettent d'obtenir. Ce sont les qualités du pasteur qui apparaissent dans ce livre que l'on peut considérer comme un véritable vade-mecum pour un travail efficace au sein de la paroisse.

Ouvrages parus dans la même collection :

Le monde se fait tous les jours. 246 p. **360** fr.
Où va la Route? Expériences d'un Clan Scout de France. 184 p. . . . . **330** fr.

●

LES ÉDITIONS DU CERF